



Rapport annuel 2008

econocom 
mobility on demand

Sommaire

1 Profil

2 Entretien avec Jean-Louis Bouchard, Président d'Econocom

4 Les valeurs du groupe

6 L'année 2008

8 Chiffres clés

10 L'action Econocom Group

12 La stratégie

15 Conseil d'Administration,
Comité de Direction Groupe
et Commissaire

16 L'expertise de 4 métiers complémentaires

18 L'approvisionnement sur mesure
en produits et solutions IT

20 Les services d'exploitation
des infrastructures distribuées

22 Les services télécoms

24 Le financement et la gestion
d'actifs informatiques et télécoms

26 Les offres bundlées

28 Desktop on Demand by econocom

29 MyPC by econocom

30 Papyrus by econocom

31 Mobileasy by econocom

32 Références clients

40 Cahiers financiers



Profil

Groupe de services présent dans 8 pays en Europe*, Econocom est un des leaders de la gestion des infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

Fort du savoir-faire de ses 2 300 collaborateurs dont 1 600 ingénieurs et techniciens, Econocom conçoit et met en œuvre des solutions adaptées aux besoins de ses clients, qu'il s'agisse de PME, Grandes Entreprises ou Administrations.

Avec plus de 25 ans d'expérience, Econocom se différencie de ses concurrents par sa double compétence en informatique et dans les télécoms, ainsi que par son expertise dans 4 métiers complémentaires : l'approvisionnement en produits et solutions IT, les services d'exploitation (infogérance, maintenance et conseil), les services télécoms, le financement et la gestion d'actifs informatiques et télécoms.

La complémentarité de ses métiers permet au groupe de disposer d'une offre complète régulièrement enrichie. Ainsi, en 2008, Econocom a développé 4 offres transverses à ses 4 métiers : *Desktop on Demand by econocom*, *MyPC by econocom*, *Papyrus by econocom* et *Mobileasy by econocom*. Elles constituent l'axe principal de son plan stratégique à 5 ans, Horizon 2012.

En 2009, Econocom poursuit son développement et ses innovations pour s'adapter aux nouveaux besoins des entreprises et organisations.

L'action Econocom Group fait partie du segment Next Economy sur le marché Eurolist d'Euronext Bruxelles.

* Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Entretien avec Jean-Louis Bouchard, Président d'Econocom



2008 a vu le lancement de votre nouveau plan stratégique Horizon 2012. Quel bilan tirez-vous de cette première année ?

2008 a été une année passionnante : c'est avec enthousiasme que l'ensemble des collaborateurs d'Econocom s'est mobilisé pour mettre en place notre nouveau plan stratégique. Baptisé Horizon 2012, ce plan vise à renforcer notre leadership sur nos marchés en proposant aux entreprises et administrations des offres complètes, permettant de maîtriser et d'optimiser l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures informatiques et télécoms.

Ce plan nous a amenés à adapter nos structures commerciales et administratives pour renforcer les synergies entre nos 4 métiers : le financement, l'approvisionnement en produits et solutions IT, les services d'exploitation des infrastructures distribuées (infogérance, maintenance et conseil) et les services télécoms.

À fin 2008, nos résultats sont en progression malgré un ralentissement conjoncturel au dernier trimestre. Trois activités sur quatre sont en croissance.

Face au contexte économique incertain, le Comité de Direction et moi-même avons pris acte de la situation, ajustant nos prévisions de croissance et d'investissements. Nous avons, par ailleurs, demandé à chaque collaborateur d'améliorer sa productivité en s'appuyant sur les moyens technologiques mis à sa disposition, tout en veillant de très près aux dépenses engagées.

Il est à noter qu'Econocom a été reconnue pour la seconde année consécutive comme le prestataire de services le plus apprécié des entreprises belges et luxembourgeoises selon l'enquête EquaTerra (société d'études de marché). Voir Econocom classée N° 1 en satisfaction générale parmi une longue liste de sociétés de services me réjouit pleinement et prouve que les actions que nous menons pour répondre toujours plus et mieux aux attentes de nos clients portent leurs fruits. Nous devons continuer dans ce sens.

Qu'apportent vos offres bundlées au marché ?

Nous opérons sur un marché hautement compétitif et nous croyons depuis toujours en l'innovation pour nous différencier et bâtir notre leadership.

C'est en analysant les attentes de nos clients que nous avons conçu cette palette de 4 nouvelles offres bundlées : *Desktop on Demand by econocom*, *MyPC by econocom*, *Papyrus by econocom* et *Mobileasy by econocom*. Ces solutions clés en main apportent aux DSI une réponse globale aux besoins de gestion simplifiée des parcs informatiques et télécoms des entreprises.

Depuis leur lancement en 2008, de premiers contrats ont été signés sur ces offres et de bons contacts ont été initiés avec des grandes entreprises. Ils devraient se concrétiser en 2009. C'est la preuve de la pertinence de ces solutions face aux attentes du marché.



Comment s'intègre, dans votre stratégie, l'ouverture au Maroc de votre nouvelle plateforme de services ?

Le marché de l'externalisation des services d'exploitation connaît une croissance soutenue en Europe.

Econocom a d'ores et déjà développé une expertise de pointe dans les services d'exploitation de parc informatique aux entreprises, grâce notamment à des acquisitions pertinentes ces dernières années. Nous avons décidé en 2008 de renforcer notre avantage concurrentiel sur ce marché par la création d'une plateforme de services à distance située à Rabat, au Maroc.

Le choix de cette plateforme nearshore nous permet d'augmenter notre capacité de production et de proposer des services de pointe, multilingue, à des prix compétitifs, tout en nous appuyant sur un vivier de jeunes professionnels très compétents. De récents succès commerciaux sont directement liés à cette ouverture.

Cette nouvelle plateforme à Rabat, associée à nos deux plateformes existantes situées en Belgique et en France, permet à Econocom de disposer d'un centre de production virtuel multilingue sur le marché de l'externalisation.

Dans un contexte de crise économique, comment envisagez-vous 2009 ?

La crise économique est aujourd'hui une réalité et Econocom, comme toute entreprise, ressent les effets du ralentissement économique. Le marché est en train de se

restructurer et de se concentrer. Je pense qu'Econocom doit aborder les mois à venir comme un challenge. Face à ce challenge, je suis convaincu que nous disposons des moyens pour traverser au mieux la crise et saisir les opportunités qui vont assurément se présenter : notre expérience de ces situations, la complémentarité de nos métiers, nos offres innovantes, notre business model basé sur des coûts commerciaux et logistiques variables et notre situation financière solide sont des atouts importants.

Ce contexte difficile nous renforce dans notre choix stratégique axé sur la mobilité. En effet, l'adaptabilité des collaborateurs et l'amélioration de leur productivité sont plus que jamais un enjeu majeur pour les entreprises. Econocom s'est imposée comme un partenaire fiable et efficace pour les accompagner.

Par ailleurs, du fait de sa trésorerie nette positive et de son indépendance vis-à-vis des établissements financiers et des constructeurs informatiques, notre groupe a aujourd'hui les moyens de faire face à la crise sereinement.

L'année 2009 s'annonce comme une année de vigilance et d'exigence accrue en matière de qualité apportée à l'ensemble de nos prestations. 2009 sera également l'année de pérennisation de notre stratégie. Nous souhaitons renforcer notre notoriété auprès des entreprises et des organisations au travers d'une stratégie commerciale plus agressive.

Le Comité de Direction, ainsi que chaque collaborateur, se sont déjà fortement impliqués et adaptés pour faire face à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Mobilisés

autour des 5 valeurs de notre groupe, nous allons relever les défis qui se présenteront et confirmer qu'Econocom est un acteur majeur sur le marché des services informatiques et télécoms aux entreprises.


Vous avez cette année ajouté la valeur « Être responsable » aux 4 valeurs historiques d'Econocom. Qu'a motivé ce choix ?

Pour qu'une entreprise progresse et se développe, il est indispensable que les personnes qui la composent partagent des valeurs communes. C'est pourquoi Econocom affiche depuis près de 10 ans son adhésion à 4 valeurs : Entreprendre, Savoir, Rebondir et Partager. Notre groupe ne cesse d'évoluer dans ses challenges et ses ambitions. Le monde qui nous entoure change aussi. Il m'est donc apparu nécessaire, tout particulièrement cette année, d'ajouter une cinquième valeur. En observant nos marchés et en réfléchissant à l'origine de la crise financière que nous traversons, j'ai constaté que de plus en plus de personnes cherchent à exercer leurs droits sans toujours en assumer les devoirs. Chez Econocom, nous sommes fiers d'être responsables et nous le revendiquons. J'ai donc jugé important et utile d'ajouter cette dimension à nos valeurs en créant une nouvelle : Être responsable.

Pour les collaborateurs d'Econocom, partager ces valeurs et les faire vivre au quotidien participe à l'atteinte des objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de notre plan stratégique Horizon 2012.



Les valeurs du groupe



En tant qu'entreprise, nous bénéficions des ressources que met à notre disposition la collectivité : infrastructures, éducation, justice, santé, recherche, sécurité, etc. C'est pourquoi nous considérons que **notre raison d'être est de créer de la valeur, c'est-à-dire des produits et des services, en explorant de nouveaux marchés et de nouvelles approches, afin de pouvoir redistribuer à notre communauté les fruits de ces richesses.**



Nous sommes continuellement confrontés à de nouveaux défis et obstacles dans nos projets et **nous puisons notre force dans notre capacité à rebondir à partir de nos difficultés et de nos échecs, en en tirant les enseignements.**

 **rebondir**

entreprendre

savoir



Nous croyons fermement que pour entreprendre il est indispensable de savoir, c'est-à-dire de **suivre en permanence les attentes de nos clients, les évolutions de nos marchés, mais également de nous connaître en profondeur** : nos forces, nos faiblesses et notre potentiel. C'est **cette connaissance** qui nous permet de prévoir, de décider et d'agir.

Nous revendiquons notre responsabilité individuelle et collective dans toutes les actions que nous entreprenons auprès de nos clients, collaborateurs, fournisseurs et auprès de la communauté.

Au sein du groupe Econocom, chaque action menée ou décision prise par un collaborateur ou un manager l'est en pleine conscience de ses devoirs. **Il en assume les conséquences et engage ainsi sa responsabilité.**

être responsable



partager



Pour gagner et renforcer notre leadership sur nos marchés, nous pensons qu'il est essentiel que nos équipes travaillent étroitement ensemble, mettent en commun leurs informations, contacts et expériences, et qu'elles les partagent avec leurs clients. Le partage, pour nous, c'est aussi **le partage de nos joies, de nos difficultés et des fruits de nos réussites**. C'est enfin le partage de la valeur créée.

L'année 2008

Année de lancement de son nouveau plan stratégique, Econocom poursuit son développement avec des résultats en croissance, une acquisition et une gamme de produits étoffée.

Dans le même temps, Econocom est reconnue pour la seconde année consécutive comme le prestataire de services le plus apprécié des entreprises belges et luxembourgeoises.

Pour accompagner son développement, Econocom implante, au 1^{er} semestre 2009, un nouveau centre de services nearshore.

Janvier

Évolution de l'identité visuelle du groupe : centrée autour de l'utilisateur, elle allie professionnalisme et proximité, simplicité et modernité.



Février

Lancement d'un **nouveau plan stratégique à 5 ans** (2008 – 2012), baptisé **Horizon 2012**.



Mars

Publication des performances record de l'année 2007 avec un chiffre d'affaires de 700,7 millions d'euros et un résultat opérationnel courant s'élevant à 24,5 millions d'euros.

Nouvelle année de reconnaissance en Belgique et au Luxembourg : Econocom est classée N° 1 en satisfaction générale et considérée comme le prestataire de services le plus apprécié des entreprises belges, selon l'étude menée par l'institut EquaTerra.

Clôture du plan stratégique Share Five : entre 2003 et 2007, les quatre activités du groupe ont renforcé leur leadership par l'innovation.

Juin

Création d'Econocom Telecom Services, 1^{er} intégrateur global de solutions mobiles et **d'Asystel**, activité de distribution pour le compte de SFR.

* Octobre

Acquisition de la société Databail, spécialisée dans le financement et la gestion d'actifs informatiques et télécoms.

Synopse, filiale du groupe Econocom, N° 1 de la formation et du conseil ITIL en France et en Belgique, **ouvre un bureau à Barcelone**.

* Novembre

Adoption d'une 5^e valeur : Être responsable.

Elle vient enrichir les 4 valeurs historiques du groupe : Entreprendre, Savoir, Rebondir, Partager.

Événements postérieurs à la clôture

* Mars 2009

Ouverture à Rabat, au Maroc, d'une plateforme délivrant des services à distance : help desk, service desk et supervision des infrastructures distribuées.

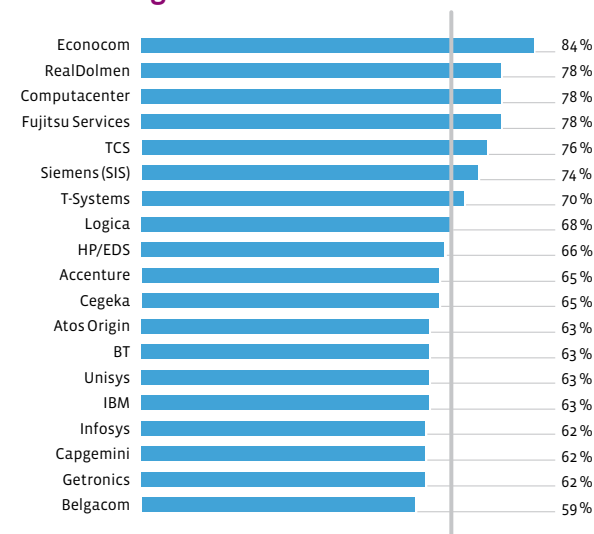
* Avril

Les activités de services d'Econocom confirment leur place de leader sur le marché belge et luxembourgeois. **Pour la deuxième année consécutive**, l'institut EquaTerra (ex Morgan Chambers) classe **Econocom N°1 en satisfaction générale**, pour l'année 2009, devant l'ensemble des grandes sociétés de services multinationales.

Econocom est également **N°1 en gestion de la relation client** d'un point de vue opérationnel, **en gestion du risque, pour sa flexibilité et pour ses prix** en phase avec le marché.

Par ailleurs, **Econocom arrive en 1^{re} position parmi les sociétés qui seraient recommandées comme partenaire** pour la gestion de projets d'externalisation.

Satisfaction générale



Taux de satisfaction

Très insatisfait	0 %
Insatisfait	20 %
Un peu insatisfait	40 %
Un peu satisfait	60 %
Satisfait	80 %
Très satisfait	100 %

Moyenne 2009 : 68 %
(Moyenne 2008 : 68 %)

Étude réalisée par EquaTerra « Outsourcing 2009 - Service provider performance in the Belux », March 2009. Évaluation effectuée par les clients (end-users).

Durant toute l'année 2008, ainsi qu'au 1^{er} semestre 2009, Econocom a remporté d'importants succès commerciaux, preuve de sa capacité à proposer à ses clients des offres innovantes répondant à leurs besoins spécifiques et notamment à ceux de mise en mobilité de leurs systèmes d'information.

Chiffres clés 2008

716,9 M€

de chiffre d'affaires

25,6 M€

de résultat opérationnel courant

2 318

collaborateurs



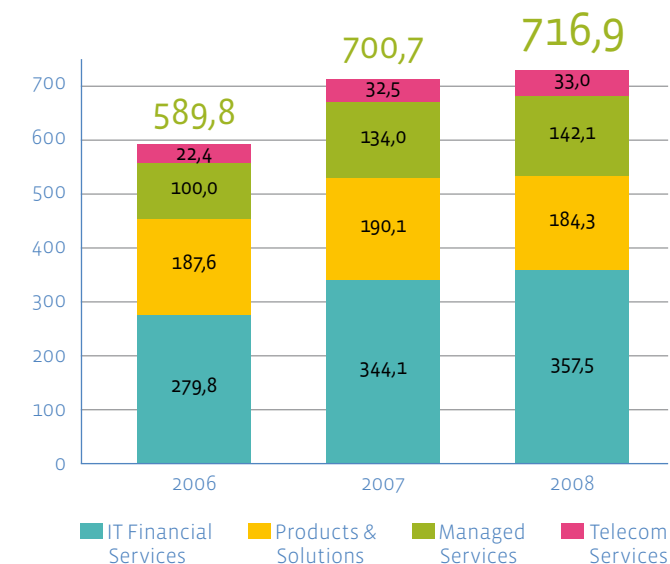
Compte de résultat simplifié

en millions €

	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires consolidé	589,8	700,7	716,9
Résultat opérationnel courant	16,5	24,5	25,6
Résultat net, part du groupe	10,2	18,0	18,8

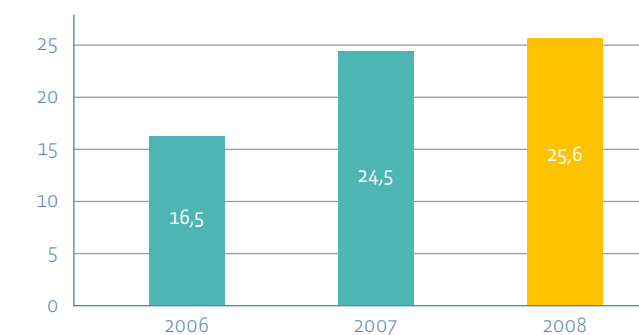
Chiffre d'affaires par activité

en millions €



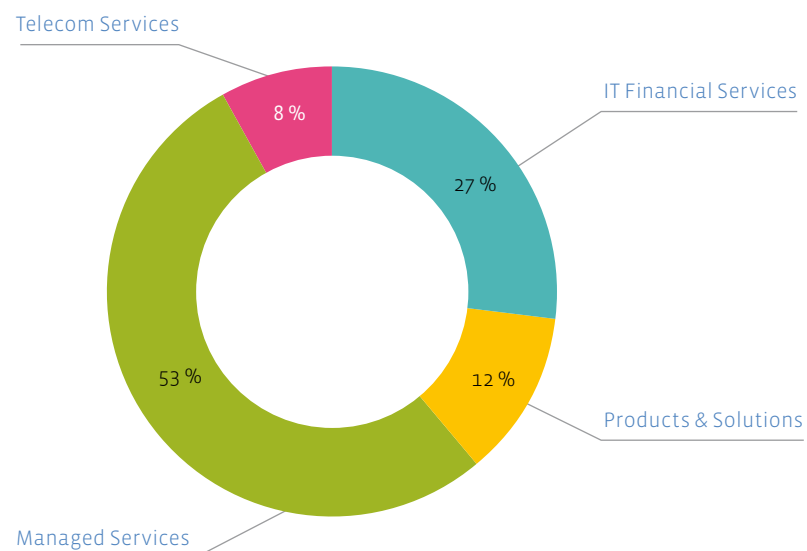
Résultat opérationnel courant

en millions €



Répartition de la valeur ajoutée par activité

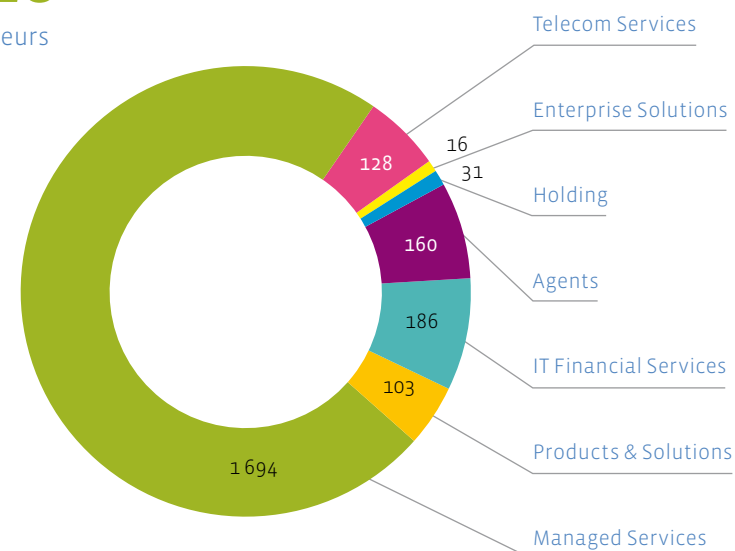
en %



Répartition des équipes au 31 décembre

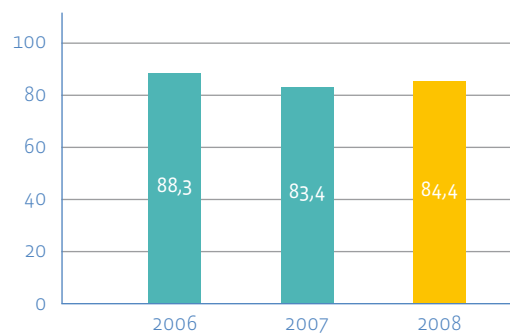
2 318

collaborateurs



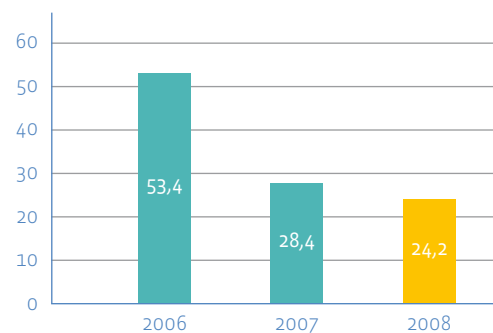
Fonds propres au 31 décembre

en millions €



Trésorerie nette de dettes financières au 31 décembre

en millions €



84,4 M€

de fonds propres

24,2 M€

de trésorerie nette
de dettes financières

L'action Econocom Group

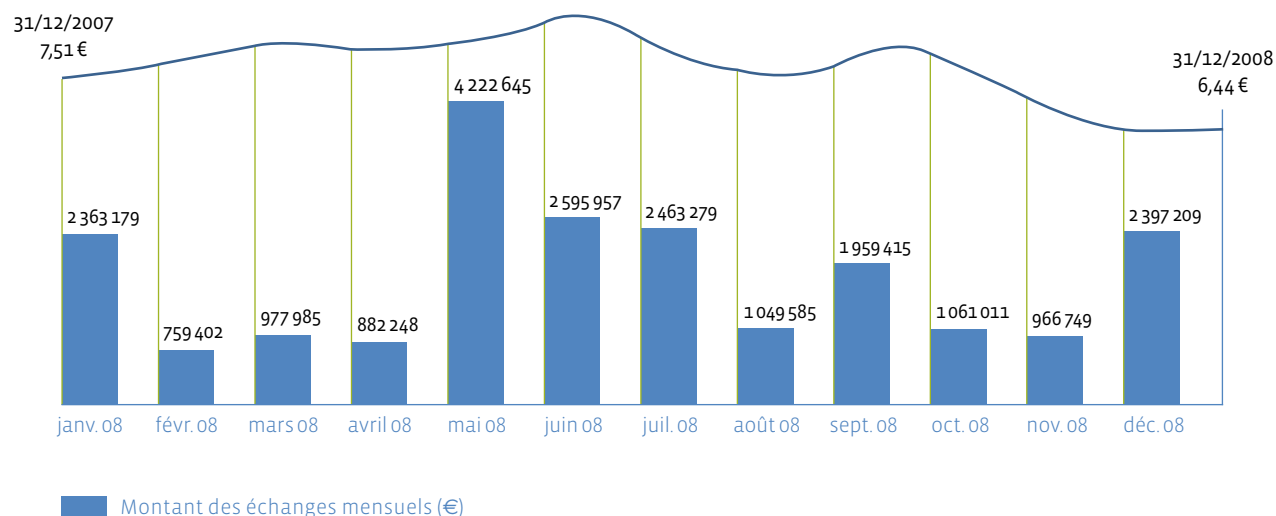
L'action Econocom Group fait partie du segment Next Economy sur le marché Eurolist (Compartiment B) d'Euronext Bruxelles.

Code ISIN : BE0003563716

Moyenne des échanges quotidiens à Bruxelles en 2008 : 11 850

Capitalisation boursière au 31 décembre 2008 : 160 millions d'euros

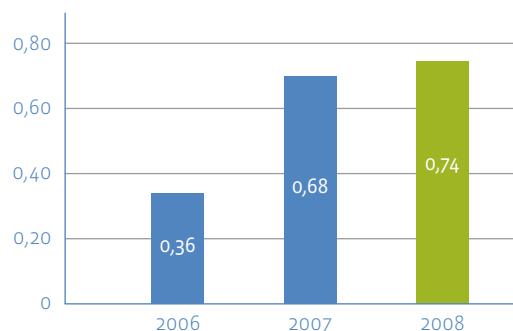
Performance de l'action



	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Plus haut (en €)	5,90	6,23	6,92	7,05	9,93	8,74
Plus bas (en €)	3,90	5,03	5,70	5,09	6,69	5,02
Cours au 31/12 (en €)	5,10	5,80	6,62	6,66	7,51	6,44
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	161	174	192	193	194	160
Moyenne quotidienne des échanges	11 992	22 994	19 902	18 955	22 959	11 850
Nombre de titres au 31/12 (en millions)	31,5	30,0	29,0	29,0	25,8	24,8

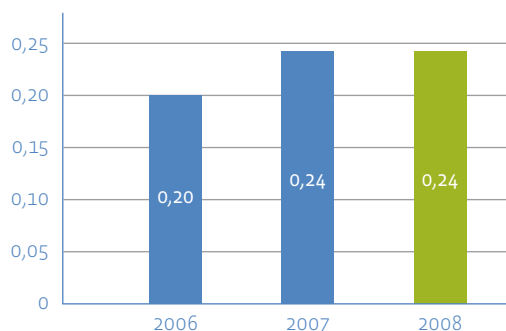
Résultat net par action (en €)

0,74 €

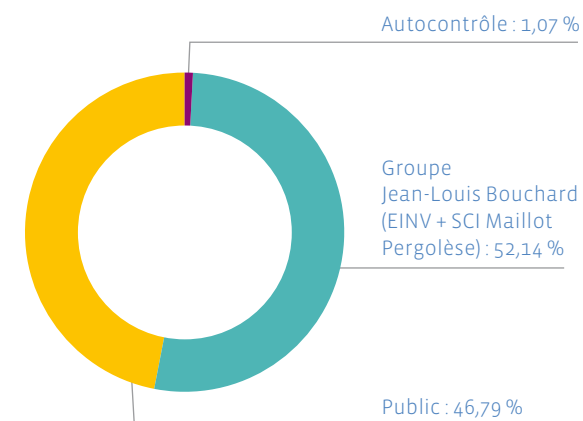


Dividende brut par action (en €)

0,24 €



Répartition du capital au 31 décembre 2008



Dividende

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 19 mai 2009 la mise en paiement d'un dividende brut de 0,24 euro (0,18 euro net). Ce dividende sera mis en paiement début juin 2009.

www.econocom.com
des informations financières
disponibles en temps réel

Calendrier des actionnaires

21 avril 2009 :

Déclaration trimestrielle d'activité
(Arrêté Royal du 14 novembre 2007)

19 mai 2009 :

Assemblée Générale

Début juin 2009 :

Paiement du dividende

29 juillet 2009 :

Communiqué des chiffres semestriels
provisoires

31 août 2009 :

Communiqué des résultats
semestriels définitifs

1^{er} septembre 2009 :

Réunion d'information

12 novembre 2009 :

Déclaration trimestrielle d'activité
(Arrêté Royal du 14 novembre 2007)

27 janvier 2010 :

Communiqué des chiffres
annuels provisoires

11 mars 2010 :

Communiqué des résultats
annuels audités

La stratégie

Les systèmes d'information participent pleinement à la performance de l'entreprise et contribuent à une meilleure productivité. Ils doivent répondre aux besoins permanents d'évolution des organisations. Les Directeurs Informatiques sont ainsi confrontés à des enjeux multiples et complexes : technologiques, financiers, de ressources, de qualité...

La vocation d'Econocom est d'aider les Directions des entreprises à acquérir et à renforcer la maîtrise de leurs infrastructures informatiques et télécoms.



Un plan à 5 ans pour orienter et soutenir l'activité du groupe.

« Renforcer notre leadership en unissant nos talents dans le cadre d'offres bundlées »

Avec son plan stratégique mis en place pour les années 2008 – 2012, Econocom vise à renforcer son leadership sur ses marchés en proposant aux entreprises, organisations et administrations des offres complètes, permettant de maîtriser et d'optimiser l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures informatiques et télécoms.

Une vision novatrice du marché

Depuis sa création en 1982, Econocom a acquis une véritable expertise autour de 3 métiers : le financement, l'approvisionnement en produits et solutions IT et les services d'exploitation des infrastructures distribuées (infogérance, maintenance et conseil). Puis en 2000, Econocom entre en *challenger* sur le marché des télécoms.

Cette évolution vers des métiers complémentaires démontre la capacité du groupe à s'adapter aux attentes des entreprises, organisations et administrations pour leur apporter des réponses globales.

Au-delà des compétences internes, la politique de croissance externe mise en place par Econocom depuis 10 ans a fortement participé au renforcement de ses expertises et lui a permis d'enrichir sa gamme de ser-

vices. L'acquisition de sociétés bien implantées sur leur marché et aux savoir-faire pointus dans les activités de télécoms, de distribution de produits et solutions (Keydata, Infopoint), de services IT (Synopsis, Kentron, etc.) et de financement a consolidé la position de leader d'Econocom sur le marché des services informatiques et télécoms aux entreprises.

En 2009, deuxième année de son plan à 5 ans, Econocom va s'attacher à capitaliser sur l'ensemble de ses compétences et à unir ses expertises pour mettre à disposition des entreprises des prestations de haut niveau et à forte valeur ajoutée.

Un positionnement résolument orienté mobilité IT

L'enjeu aujourd'hui pour toute entreprise innovante est de mettre à disposition de ses collaborateurs des outils informatiques et télécoms qui leur permettent de travailler n'importe où, n'importe quand. Les DSI n'ont plus seulement à gérer des parcs informatiques fixes. Ils doivent mettre en mobilité le système d'information de leur entreprise : la révolution de la mobilité est en marche !

La double compétence acquise en informatique et dans les télécoms fait d'Econocom un acteur précurseur dans

Vivre avec son temps,

c'est pouvoir travailler

le domaine de la convergence. Associée à ses expertises multiples, Econocom dispose d'une véritable légitimité pour prendre en charge les projets de mobilité d'envergure.

Econocom affiche clairement son positionnement sur la mobilité IT. Son changement de signature il y a plus d'un an, « Mobility on Demand », témoigne de sa volonté de concentrer ses efforts sur ces enjeux.

Un business model performant

Le business model performant et pérenne mis en place par la Direction du groupe privilégie la variabilité des coûts : la logistique est externalisée et la force commerciale est constituée en grande partie d'agents indépendants.

Il permet à Econocom, dont certaines activités sont cycliques, de s'adapter au ralentissement des investissements de ses clients lorsque la situation économique se tend ou, au contraire, d'être prête en cas de reprise.

Ce business model, régulièrement amélioré (plateformes logistiques de plus en plus performantes, plan de développement optimisé de son réseau d'agents indépendants...), devrait permettre une nouvelle fois à Econocom de surmonter les obstacles qui se présenteront et de conforter sa position de leader sur ses marchés.

Pour compléter cette organisation, Econocom est présente dans 8 pays en Europe depuis plus de vingt ans. Ce maillage européen historique garantit des prestations de proximité et une qualité de services.

Par ailleurs, partenaire à part entière de ses clients, **Econocom est indépendante des constructeurs informatiques et des banques et a adopté une stratégie multimarque favorisant l'élaboration de services adaptés aux spécificités de chaque entreprise, pour un rapport performance/prix le plus juste possible.**

L'innovation au cœur de la culture d'entreprise d'Econocom

Face à un marché fortement concurrentiel, il est primordial de pouvoir se différencier par la qualité de ses offres et de ses services. Depuis toujours, Econocom innove et enrichit en permanence son offre pour satisfaire et anticiper les besoins de ses clients. Ses services sont ainsi en adéquation avec les grandes tendances du marché.

C'est sur la base d'initiatives locales, répondant la plupart du temps à des attentes clients, que **le groupe a élaboré des offres innovantes et multiactivité, dites « bundlées ». Ces offres combinent approvisionnement,**

services, financement et s'appuient sur tous les savoir-faire d'Econocom.

Lancées en 2008, 4 offres bundlées répondent ainsi à un besoin de gestion globale de parcs informatiques et/ou télécoms :

- **MyPC by econocom :**
pour maîtriser son parc informatique,
- **Papyrus by econocom :**
pour optimiser ses impressions,
- **Mobileasy by econocom :**
pour gérer son parc télécom,
- **Desktop on Demand by econocom :**
pour mieux appréhender les délais et les coûts d'approvisionnement.

La solution clés en main apportée par Econocom permet au client de maîtriser son infrastructure de A à Z, grâce notamment à une redevance détaillée (coût forfaitaire par poste, à la page, par mobile ou par utilisateur).

Horizon 2012 a pour ambition de capitaliser sur ces innovations afin de soutenir la croissance du chiffre d'affaires et de la rentabilité, et d'atteindre les objectifs fixés.

n'importe où,

n'importe quand.

À ces offres bundlées s'ajoute une gamme complète de services à forte valeur ajoutée, comme par exemple Master IT ou le contrat TRO (Technology Refresh Option) en matière de financement, le développement du référentiel ITIL (Information Technology Infrastructure Library), le contrat de distribution Sourcing on Demand...

Enfin, suivant les pays où Econocom est implantée, l'approche commerciale peut différer car il est indispensable pour les équipes d'adapter leurs offres aux spécificités de leurs marchés. Aux Pays-Bas par exemple, la filiale d'Econocom a élaboré des offres dédiées à des secteurs d'activité : Edulease pour l'éducation, Gemlease pour les collectivités publiques, Finance your Franchise pour les franchises ou encore Multimedialease pour les médias...

Un centre de remote services virtuel unique

Les évolutions technologiques, la baisse des coûts de télécommunication et une bonne connaissance du marché des infrastructures confortent le groupe dans sa stratégie d'offrir aux entreprises des services à distance de très grande qualité.

Dans cette perspective, Econocom a créé une plateforme de services à Rabat (Maroc) qui s'associe, au 1^{er} semestre 2009, à celles déjà existantes situées en Belgique (Woluwe) et en France (Les Ulis) pour former un centre de remote services virtuel unique, spécialisé dans la gestion des infrastructures distribuées.

Celui-ci bénéficie des récentes évolutions technologiques : IRP avec catalogue de services en ligne, ACD de dernière génération, réseau haut débit, data center totalement sécurisé, architecture redondante. Ses ressources d'ingénieurs et de techniciens multilingue, au travers des processus ITIL, permettent aux entreprises d'être assurées du respect des engagements de niveaux de services (SLA) 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Les récents succès commerciaux confirment le bien-fondé des investissements réalisés pour accompagner la stratégie de développement des remote services.



Pour atteindre les objectifs fixés par son plan Horizon 2012, Econocom entend :

- générer de la croissance par l'innovation et une compétitivité accrue,
- améliorer sa productivité en poursuivant ses actions de maîtrise et de variabilisation des coûts,

et s'attachera en 2009 à renforcer sa notoriété auprès des entreprises et des organisations au travers d'une stratégie commerciale dynamique et ciblée.

Conseil d'Administration

Jean-Louis Bouchard
Président et Administrateur délégué

Christian Bret

Charles de Water

Gaspard Dürrleman

Rafi Kouyoumdjian

Bruno Lemaistre
Administrateur délégué

Jean-Philippe Roesch
Administrateur délégué

Patrik Vandewalle

Comité de Direction Groupe

Jean-Louis Bouchard
Président et Administrateur délégué

Jean-Philippe Roesch
Administrateur délégué

Bruno Lemaistre
Administrateur délégué

Didier Bertho
Directeur Général des activités Managed Services

Olivier Aldrin
Directeur Administratif et Financier

Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'entreprises SCCRL représentée
par Josy Steenwinckel



Jean-Louis Bouchard

Christian Bret

Charles de Water

Gaspard Dürrleman

Rafi Kouyoumdjian

Patrik Vandewalle

Jean-Philippe Roesch

Bruno Lemaistre

Didier Bertho

Olivier Aldrin

L'expertise

de 4

métiers

complémentaires

L'approvisionnement sur mesure
en produits et solutions IT

Les services d'exploitation
des infrastructures distribuées

Les services télécoms

Le financement et la gestion
d'actifs informatiques et télécoms



S'équiper d'un parc performant et évolutif

L'approvisionnement sur mesure en produits et solutions IT

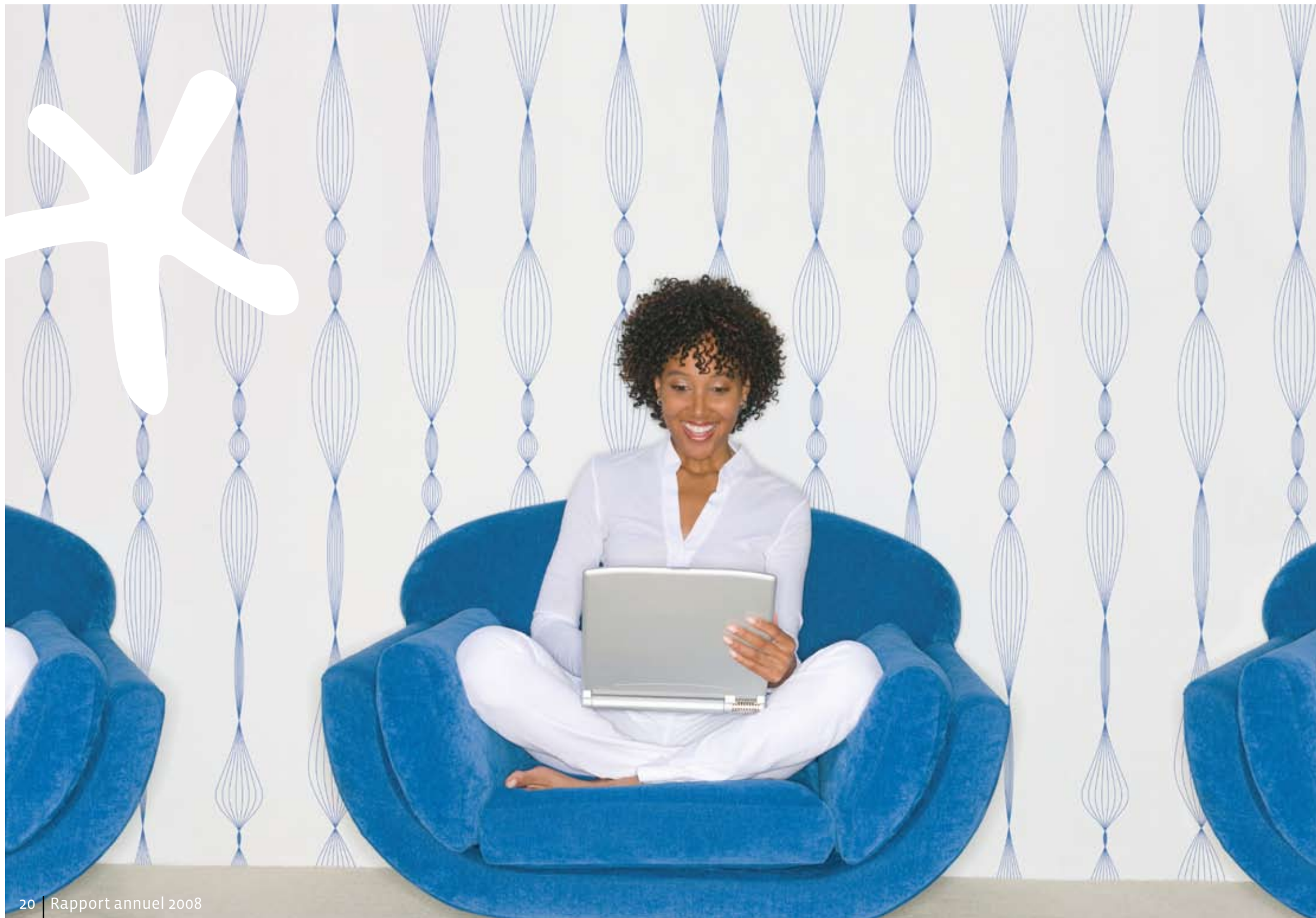
Véritable enjeu dans la stratégie de développement des entreprises, l'informatique est devenue aujourd'hui un outil clé de compétitivité.

Dans un contexte économique en constante mutation, il revient aux Directeurs des Systèmes d'Information, tiraillés entre exigences techniques et financières, de doter leurs entreprises d'infrastructures performantes et évolutives, tout en veillant à l'équilibre de leurs budgets.

Par son expertise de plus de 20 ans dans la distribution de matériels et de solutions informatiques, Econocom gère l'intégralité de la prestation de distribution, de la conception des solutions d'architecture clés en main à leur mise en œuvre, et ce en assurant la maîtrise des coûts.

Econocom garantit ainsi à ses clients : une puissance d'approvisionnement de produits et de logiciels, la personnalisation et le suivi des équipements, une maîtrise des grands déploiements et la transparence des échanges.

Econocom intervient également pour conseiller ses clients dans la mise en œuvre d'architectures IT complexes, sources de performances et d'économies : consolidation et virtualisation de serveurs, archivage et stockage de données, solutions globales d'impression... Ce savoir-faire garantit une mise en place cohérente et rapide des équipements.



Maîtriser et optimiser son outil informatique

Les services d'exploitation des infrastructures distribuées

Gérer des équipements au sein d'environnements techniques complexes, en garantir la disponibilité, la sécurité, optimiser les ressources IT et les budgets... : la maîtrise des ressources informatiques distribuées est un enjeu majeur pour les entreprises ! Les Directions Informatiques doivent répondre à des exigences de performance, de mobilité et de qualité de services qui ne cessent de croître.

Econocom, pour accompagner et assister ses clients face à ce challenge, propose des services d'exploitation personnalisés autour des infrastructures distribuées. Ils intègrent le conseil en management des services et en méthodologie ITIL, l'intégration de systèmes, le support de proximité et l'infogérance d'équipements fixes et mobiles, dans le cadre de contrats pluriannuels avec engagement de résultats.

La supervision des infrastructures et le support aux utilisateurs sont réalisés par les équipes du Centre de services international du groupe.

Correspondant aux exigences du marché, cette organisation bénéficie d'une infrastructure technique qui lui apporte une efficacité et une flexibilité élevées, rendant possible la mise en œuvre de process de support mutualisés ou dédiés, multilingue, adaptés à la diversité des exigences des entreprises.

Nos équipes opérationnelles assurent chez le client l'assistance de proximité, ainsi que les services d'accompagnement contractuels.

1 600 ingénieurs et techniciens assument au quotidien la responsabilité d'un service centré sur une démarche continue de qualité et de progrès.

En Belgique, Econocom a développé A2Z, une structure dédiée aux PME-PMI. Elle développe une approche innovante des prestations de services informatiques et télécoms pour les besoins spécifiques de ces entreprises.



Réussir la mise en mobilité de son système d'information

Les services télécoms

La globalisation et les nouvelles technologies ont transformé les entreprises et généré de nouveaux besoins pour les utilisateurs. L'enjeu clé aujourd'hui, pour toute entreprise innovante, est de réussir la mise en mobilité de son système d'information, permettant à ses collaborateurs de travailler à distance, et pour certains, en utilisant des applications métiers spécifiques, pour effectuer les missions qui leur sont confiées. Cette convergence de l'informatique et des télécoms nécessite une approche indépendante et spécialisée qui garantit la pertinence de la solution mise en place et la maîtrise des coûts engagés.

Econocom, par sa double compétence dans l'informatique et les télécoms, pionnière en matière de convergence, se présente comme le partenaire capable d'adresser aux entreprises une prestation complète.

Seul intégrateur global de solutions mobiles, Econocom, au moyen d'audits et de recommandations sur les matériels, les applicatifs et les solutions, conseille et accompagne ses clients dans leur projet de mobilité. Au-delà de l'offre opérateur, Econocom gère l'approvisionnement et le déploiement des projets. Enfin, elle infogère les actifs déployés pour garantir la qualité de service et le retour sur investissement.

Grâce à son expertise des services télécoms fixes et mobiles, voix et data, développée depuis près de 10 ans et associée à un réseau de partenaires, de constructeurs, d'opérateurs, de consultants et d'éditeurs, Econocom assure à ses clients de profiter pleinement du potentiel des nouvelles technologies télécoms, au meilleur coût.



Adapter à tout moment son parc aux besoins des utilisateurs

Le financement et la gestion d'actifs informatiques et télécoms

Les entreprises sont aujourd'hui confrontées à une double problématique : renouveler leurs équipements (PC, serveurs et logiciels) pour bénéficier des nouvelles technologies, tout en gardant la maîtrise et le contrôle de leurs infrastructures et de leurs dépenses. Leur objectif est d'améliorer leur productivité et leur performance en développant l'environnement de travail de leurs collaborateurs.

La gestion des investissements informatiques et télécoms est ainsi devenue un enjeu crucial pour les Directions Informatiques et Financières, qui cherchent à la fois une mécanique financière souple et adaptable et des services de reporting efficaces.

Econocom, un des leaders en Europe du financement et de la gestion des parcs informatiques et télécoms, indépendante

des banques et des institutions financières, a élaboré des formules innovantes et adaptées aux nouveaux besoins de ses clients. Les solutions d'ingénierie financière ou encore celle de financement innovant comme Technology Refresh Option (TRO), à la pointe de ce que peut proposer le marché, permettent un pilotage optimisé du cycle de vie des équipements.

Par ailleurs, les services additionnels d'Econocom dans le domaine du financement s'enrichissent d'une gestion administrative modulaire, ainsi que d'outils web personnalisés : service de reporting Web Master IT, vision en temps réel du parc... Grâce à ces applications conçues sur mesure, l'entreprise a les moyens d'une gestion analytique rigoureuse et d'un suivi précis de ses actifs informatiques et télécoms.

desktop on demand

by econocom

Pour automatiser
l'approvisionnement
de vos matériels
informatiques

myPC

by econocom

Pour gérer votre parc
de PC efficacement
et en toute simplicité

papyrus

by econocom

Ne laissez pas
vos impressions
à l'état sauvage !



Un guichet unique
pour gérer vos projets
et vos parcs mobiles

Les offres bundlées

En s'appuyant sur l'ensemble de ses expertises et de ses savoir-faire, Econocom a conçu 4 offres transversales qui permettent aux entreprises de gérer de façon simplifiée et optimisée l'intégralité de leur parc informatique et télécom, tout au long de leur cycle de vie. Chaque offre est conçue pour répondre à une problématique spécifique.



desktop
on demand
by econocom

Pour automatiser l'approvisionnement de vos matériels informatiques

Réduire les coûts et les délais d'approvisionnement des postes de travail est un enjeu majeur pour les entreprises. En effet, être capable de fournir rapidement un équipement adapté aux besoins spécifiques de chaque collaborateur améliore sa performance.

Desktop on Demand by econocom permet à l'entreprise de satisfaire en temps réel les utilisateurs qui ont besoin de renouveler leur matériel. Ce processus industrialisé automatise la distribution du matériel informatique et le recyclage simultané des matériels devenus obsolètes, assure un contrôle des coûts d'approvisionnement et une disponibilité permanente des équipements grâce à une gestion optimisée des stocks. La solution *Desktop on Demand by econocom* affranchit l'entreprise de toutes les contraintes administratives liées à l'ensemble du cycle de vie du matériel informatique.

CIAT

Leader européen de la climatisation et du traitement de l'air, la CIAT compte 2 200 salariés répartis sur 27 sites.

La CIAT souhaite optimiser le service et les délais de mise à disposition de ses infrastructures informatiques, tout en réduisant les coûts inhérents à la gestion de son parc de 2 000 postes.

Elle souhaite également déléguer le traitement des tâches administratives et le contrôle budgétaire de ses factures.

En industrialisant la gestion des entrées et des sorties du parc informatique, l'offre de services *Desktop on Demand by econocom* permet l'automatisation des processus, générant économies, disponibilité et gains de productivité.

Econocom prend en charge l'intégralité de la prestation, de l'approvisionnement à l'installation, en passant par la gestion de la relation avec les constructeurs retenus par la CIAT. Cette approche lui permet de s'affranchir de toute gestion logistique, administrative et financière liée à ces matériels.

Adossé à ce contrat, l'outil web Master IT d'Econocom fournit une vision exhaustive des investissements et facilite la gestion des assets. L'offre locative évolutive permet, quant à elle, de piloter le renouvellement du parc et de ses budgets.



Pour gérer votre parc de PC efficacement et en toute simplicité

Complexité liée à la gestion des matériels, coûts cachés, inefficacité, insatisfaction des utilisateurs : autant de problématiques qui pesaient sur les Directions Informatiques et qui sont désormais résolues grâce à la solution *MyPC by econocom*.

MyPC by econocom, sous la forme d'un abonnement, permet à l'entreprise d'optimiser et de simplifier la gestion de son parc informatique, de l'approvisionnement en matériel aux services à l'utilisateur, en passant par son financement.

Simple et efficace, cette offre propose la facturation d'un abonnement mensuel forfaitaire par poste livré et installé. Sa souplesse permet de faire évoluer les matériels à la demande et en fonction des besoins réels des utilisateurs.

Fabricom GTI

Fabricom est la référence belge en matière d'installations et de services techniques novateurs pour les marchés de l'industrie, de l'énergie, du tertiaire et de l'infrastructure. Elle fait partie de l'entité belge de GDF SUEZ Energie Services.

Avec un parc constitué de 2 800 matériels informatiques (PC, imprimantes et serveurs) répartis sur 55 sites, Fabricom GTI a choisi l'approche globale d'Econocom pour la gestion du cycle de vie de ses équipements (de la distribution jusqu'à la reprise des matériels), en y associant des services d'exploitation pour le maintien d'un parc performant.

Dans le cadre de ce contrat initié en 2000, Econocom a défini avec Fabricom GTI des engagements de Service Level Agreement (SLA) et mis en place un service desk pour la bureautique afin d'y répondre. S'appuyant sur les pratiques ITIL, ce centre de services traite en moyenne 75 incidents (y compris les demandes d'évolution) par jour ; il gère tous les incidents, problèmes et configurations informatiques pouvant être rencontrés par les 2 200 utilisateurs.

La satisfaction des utilisateurs, mesurée mensuellement, est la garantie pour Fabricom GTI de disposer d'équipes professionnelles, capables de délivrer aux clients un niveau élevé de qualité de services.

Ne laissez pas vos impressions à l'état sauvage !

Le monde de l'impression dans les entreprises est souvent méconnu : peu d'entre elles connaissent précisément le nombre de périphériques (imprimantes, copieurs...) qu'elles utilisent, de pages imprimées et de cartouches d'encre consommées par an. Les processus de commande qu'elles mettent en œuvre sont souvent multiples, générant des coûts mal maîtrisés, de l'insatisfaction chez leurs utilisateurs et un accroissement de leur empreinte écologique.

Papyrus by econocom permet aux entreprises d'optimiser et de maîtriser les impressions par un contrat de services innovant et de bénéficier d'une facturation unique intégrant toutes les composantes du coût d'utilisation.

Les processus spécifiques mis en place par Econocom offrent une visibilité nouvelle sur l'ensemble des ressources d'impression, permettant d'en optimiser la gestion et d'en réduire les coûts d'utilisation.

Par ailleurs, *Papyrus by econocom*, grâce à ses solutions d'approvisionnement de consommables, de recyclage des matériels et de pilotage des flux d'impression, est une offre qui contribue pleinement au respect de l'environnement.

Partena

Implanté en Belgique, Partena est un ensemble d'entreprises de services, qui gère l'administration des salaires et de la sécurité sociale de plus de 50 000 entreprises belges et 1 600 000 particuliers.

Partena HR a choisi d'externaliser intégralement la gestion de son parc d'impression auprès d'Econocom. La solution *Papyrus by econocom* retenue permet d'optimiser et de gérer efficacement le parc de machines du groupe, situées sur 25 sites, avec notamment :

- des processus de gestion dédiés mis en place en partenariat avec Xerox : outils de reporting, remontées d'alertes, services de proximité avec gestion des IMAC, maintenance, gestion des consommables, ainsi qu'un help desk,
- un engagement sur les résultats (SLA) et sur le respect de la « Printing policy » – règles de gestion des impressions – défini avec Partena,
- une facturation sur la base d'un coût à la page, ajustée tous les 6 mois en fonction du volume réel d'impression constaté et couvrant l'ensemble de la prestation.

Un parc d'impression simplifié avec *Papyrus by econocom*.

papyrus
by econocom



Un guichet unique pour gérer vos projets et vos parcs mobiles

La mobilité est un véritable levier de productivité pour les entreprises. Elle engendre efficacité et réactivité au sein des organisations et également pour leurs clients. Aujourd'hui, la mise en mobilité des systèmes d'information et la maîtrise de leurs coûts sont donc stratégiques pour toutes les entreprises.

Econocom s'est appuyée sur sa double compétence en gestion des infrastructures informatiques et télécoms pour créer l'offre *Mobileasy by econocom*. Cette solution complète donne l'opportunité aux entreprises de construire et de déployer leurs parcs d'informatique mobile. *Mobileasy by econocom* intègre également une solution d'infogérance comprenant le help desk, le contrôle des consommations téléphoniques, le maintien en conditions opérationnelles de la flotte mobile et le financement, pour un prix déterminé.

Dalkia

Dalkia, leader européen des services énergétiques aux collectivités et aux entreprises, a choisi la solution *Mobileasy by econocom* pour simplifier la gestion et le fonctionnement de son parc mobile.

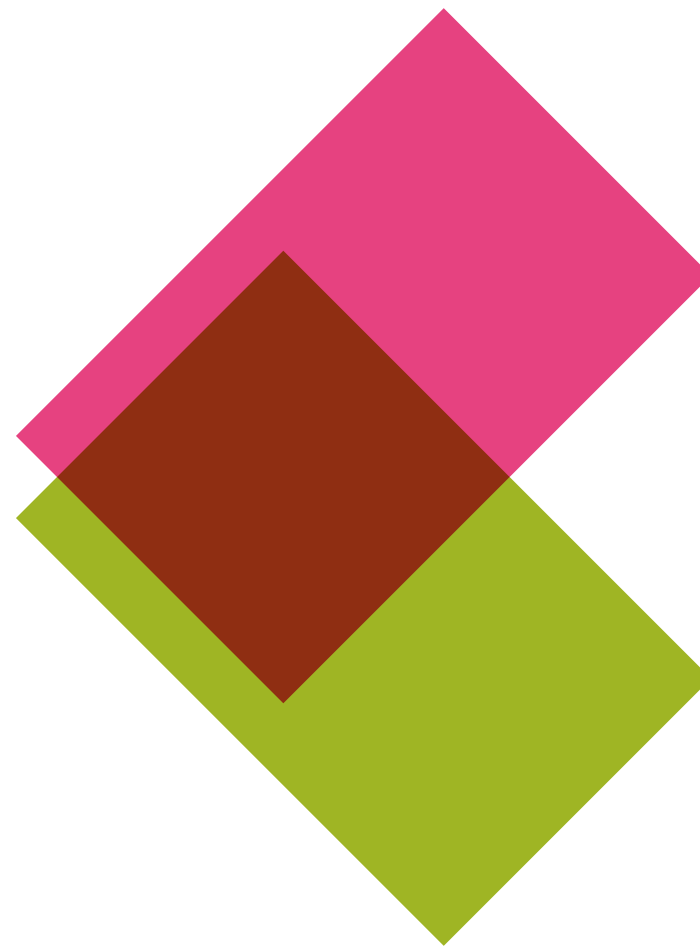
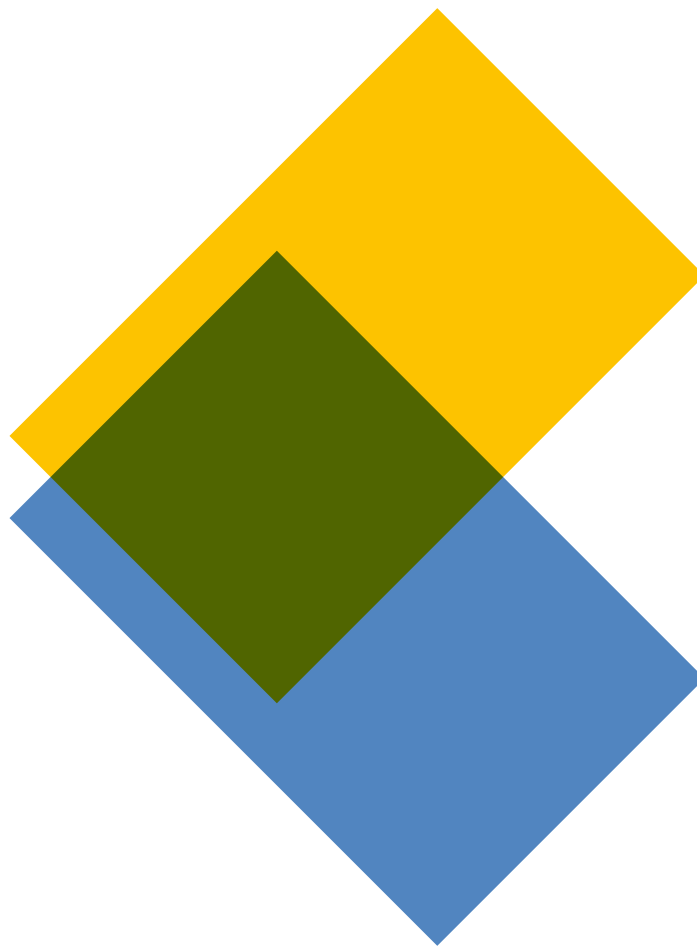
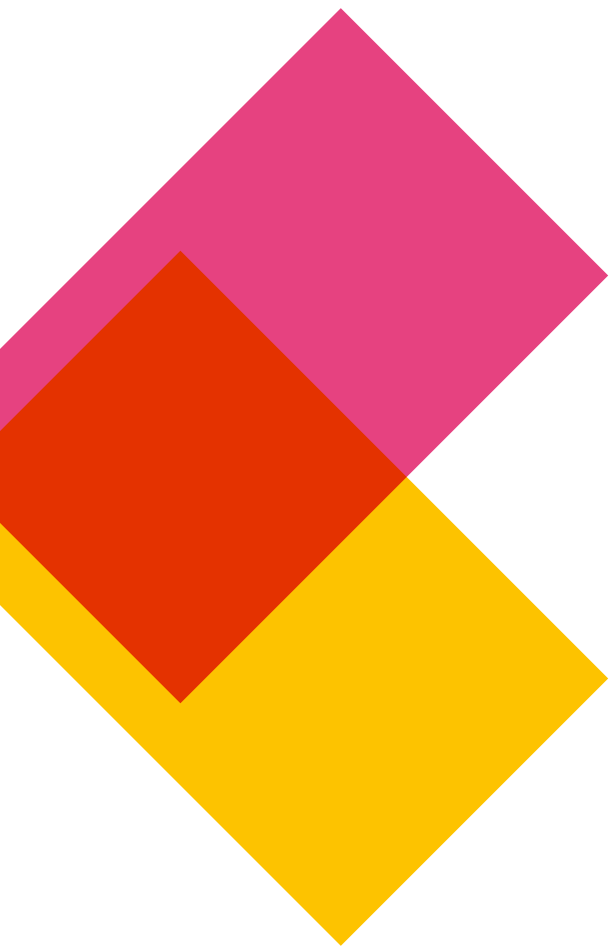
L'objectif du projet était d'équiper ses 3 500 techniciens de maintenance de PDA communicants intégrant une application métier, afin d'améliorer la productivité et la qualité du service rendu tout en garantissant la sécurité.

À l'image d'autres clients d'Econocom, Dalkia s'est vu proposer un contrat global par le biais d'un « guichet unique ». Econocom assure pour la société la mise en place et la gestion du projet, en toute sécurité financière, opérationnelle et informatique.

Dans le cadre de cette mission, Econocom s'est distinguée par sa double expertise informatique et télécom, par son offre de financement et son expérience dans la conduite de projets d'envergure, nécessitant la mise en place de solutions techniques complexes.



mobileasy
by econocom





Références clients

Des expertises
complémentaires
au service
de nos clients

PMU



Le PMU (Pari Mutuel Urbain) est la première entreprise de paris hippiques en Europe avec 6,5 millions de clients.

Avec des agences réparties sur toute la France et connectées en réseau, le PMU souhaite résoudre ses problématiques de disponibilité des infrastructures et de qualité des services fournis aux utilisateurs.

Partenaire depuis plus de 10 ans, le PMU confie à Econocom en 2008 :

- un contrat de prestation globale d'infogérance :
 - gestion complète et évolutive du parc (plus de 1 800 matériels et logiciels localisés au siège et en agences),
 - help desk (2 400 appels par mois),
 - support de proximité et supervision des serveurs et du réseau à distance,
 - le tout structuré par une démarche ITIL et un engagement de résultats (SLA).
- la migration d'un parc de 800 PC :
 - distribution,
 - déploiement sur les sites, confié à Alliance Support Services, filiale d'Econocom,
 - installation d'un nouvel outil de gestion de parc, LANDESK, dont les licences sont vendues par Econocom.



Schneider Electric



Schneider Electric est le spécialiste mondial de la gestion de l'énergie.

En 1998, Econocom propose à Schneider Electric une solution de financement souple adossée à une gestion administrative pointue. Cette solution, Master IT, a permis à l'entreprise de réduire de façon significative son budget informatique, tout en augmentant la satisfaction de ses clients internes. Master IT a, en effet, accru l'efficacité des processus, apportant de la pertinence et de l'exactitude dans la gestion des données ainsi qu'une meilleure maîtrise du cycle de vie du matériel.

En 2008, fort de cette collaboration de plus de 10 ans avec Econocom sur le territoire national, Schneider Electric a décidé d'étendre ces services à l'Europe pour une première durée de 3 ans, afin de rationaliser la gestion de ses 55 000 actifs informatiques (PC, écrans, imprimantes, serveurs...) répartis sur 14 pays.



EDF

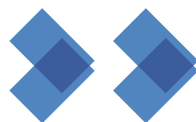


Econocom accompagne EDF dans l'industrialisation et la normalisation du poste de travail.

Le contrat de prestations, d'une durée de 5 ans, avec engagements de résultats (SLA), a été conclu pour réaliser les gestes de proximité auprès de 55 000 PC et 2 300 serveurs, répartis sur plus de 800 sites.

« J'apprécie l'engagement d'Econocom dans la mise en œuvre du contrat et sa volonté d'atteindre tous les objectifs fixés. Le pilotage rigoureux de la prestation, la transparence dans la relation opérationnelle et l'anticipation des évolutions permettent de garantir la qualité du service et d'inscrire la performance dans la durée. »

Michel Campion, Directeur Systèmes d'Informations & Politique Industrielle, Direction des Services Partagés



Longchamp



Longchamp est une marque de maroquinerie de luxe, implantée à travers 2 000 points de vente en France et dans le monde.

La dimension internationale de Longchamp et l'extension de ses points de vente rendent la gestion de son parc informatique complexe et coûteuse : comment garder une visibilité et une gestion optimale d'un parc évolutif dispersé sur des sites éclatés, et en affecter les coûts à des unités très diverses ? Comment gérer les renouvellements des équipements en maintenant le niveau de qualité du matériel et des logiciels ?

En 2006, Econocom propose à Longchamp de piloter ses investissements et leur suivi via un contrat de location de nouvelle génération, le TRO (Technology Refresh Option). Cette solution permet de mieux gérer l'approvisionnement, le renouvellement et les sorties de matériel. Ce loyer, affecté par site, permet une refacturation interne de l'ensemble des unités. Cette solution a permis à Longchamp d'améliorer le suivi budgétaire et de mieux contrôler ses coûts informatiques, tout en renouvelant efficacement son parc.



Accenture



Accenture France est un acteur majeur du conseil en organisation, management et technologies de l'information. La gestion de son parc télécom, de plus en plus complexe, l'a amené à chercher un partenaire unique, capable d'infogérer ses lignes télécoms mobiles.

Choisie pour son savoir-faire reconnu dans le domaine de l'infogérance de la mobilité, Econocom assure la gestion quotidienne des 4 500 lignes voix et data en France, et a notamment mis en place un guichet de proximité pour le support aux utilisateurs.

Econocom assure également le suivi de la facturation et son contrôle, le reporting et l'optimisation des coûts télécoms. Elle a su se démarquer notamment grâce à la compétence et au professionnalisme de ses équipes dans toutes les phases du projet (conseil, déploiement, help desk).



Fomento de Construcciones y Contratas



Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) est le leader espagnol sur le marché des infrastructures et des services urbains.

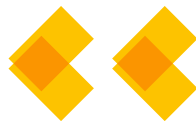
Client d'Econocom depuis novembre 2002, FCC décide en février 2008 de transférer tous ses contrats Classic Lease en un contrat TRO (Technology Refresh Option). L'intégration de cette solution de financement associée au service de reporting Web Master IT lui assure à la fois la flexibilité et le contrôle des principales fonctionnalités de ses centres de traitement des données, localisés sur plusieurs sites dans les villes de Madrid et Barcelone.

Econocom a ainsi doublé en 2008 le volume d'investissement de ce client et étendu son périmètre d'activités dans l'entreprise.

Le choix d'un contrat unique apporte à FCC une visibilité sur ses coûts à long terme, une maîtrise de son budget IT et la possibilité d'anticiper le renouvellement de ses équipements.



Centre Hospitalier Chrétien



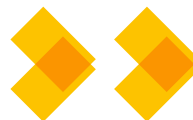
Le Centre Hospitalier Chrétien (CHC) gère 6 hôpitaux et 7 maisons de repos en Belgique dans lesquels sont répartis 1 600 PC et 2 500 utilisateurs.

L'ensemble des applications est exploité sur des serveurs centraux interconnectés au sein d'un réseau de stockage des données.

Pour la Direction des Systèmes d'Information du CHC, la principale problématique est de garantir la continuité des services à ses utilisateurs et de maintenir la disponibilité totale des applications jugées critiques et vitales pour le bon fonctionnement de ses services.

La solution d'Econocom a été retenue pour sa double approche stratégique. Elle comporte d'une part, la virtualisation de l'ensemble des ressources serveurs pour garantir une disponibilité permanente des données et, d'autre part, la mise en place d'un site de traitement des sinistres pour une meilleure gestion des incidents.

Econocom a su démontrer, au travers de son offre, son expertise sur la conception et la mise en œuvre de solutions d'architectures informatiques.



Akerys



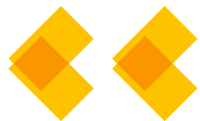
Akerys est le leader en France de l'investissement locatif et de la commercialisation de logements neufs.

Akerys voulait adapter la gestion de son parc informatique aux continues évolutions de son organisation. En particulier, l'entreprise souhaitait mettre en place un mode de gestion lui offrant une visibilité parfaite sur son parc et lui permettant à la fois de le renouveler régulièrement et d'en affecter les coûts respectifs à chaque entité.

Econocom a proposé à la société Akerys un contrat TRO (Technology Refresh Option), permettant le renouvellement annuel par tiers de son matériel informatique, ainsi que la solution Master IT, une formule unique de gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des coûts de l'infrastructure informatique. Cette solution a apporté à Akerys une lisibilité des coûts de chacune de ses entités en simplifiant le processus de refacturation en interne, tout en garantissant le maintien d'un parc homogène et des services de gestion plus performants.



AW Europe

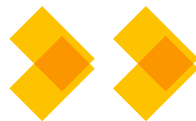


AW Europe occupe le premier rang mondial parmi les fournisseurs spécialisés dans le domaine des boîtes de vitesses automatiques et des systèmes de navigation automobile (GPS). Cette société est présente sur deux sites en Belgique : Mons et Braine l'Alleud.

En 2008, cette entreprise a lancé un plan « PC privé » en collaboration avec Econocom, afin de permettre à chacun de ses 550 salariés d'acquérir un matériel informatique de dernière génération.

« Dans le cadre de ce plan, la prestation d'Econocom a tout à fait correspondu à nos attentes. Par ailleurs, nous travaillons également avec Econocom pour nos achats de matériel et la gestion des licences software. Récemment, la réalisation d'un audit pour l'implémentation d'une nouvelle structure IT lui a été confiée. »

Vincent Delforce, Manager ICT,
AW Europe



Geodis Logistics Deutschland GmbH



Geodis Logistics Deutschland GmbH est une division logistique du groupe Geodis, un des premiers fournisseurs européens de la chaîne logistique. Basée à Francfort, elle compte 13 sites dans toute l'Allemagne.

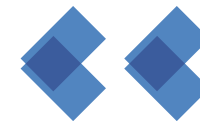
Selon Andrea Rudy, Directeur Général Geodis Logistics Deutschland : « Nous étions à la recherche d'une solution de financement flexible nous permettant de fournir à nos clients différents services personnalisés compte tenu de notre expertise multimétier. »

C'est grâce à son offre de gestion active intégrant un TRO qu'Econocom a été choisie, permettant ainsi à Geodis de mieux gérer son parc informatique, tout en gardant le contrôle de ses budgets.

« Econocom nous a fourni une solution de financement flexible et transparente, qui nous aidera à mieux anticiper les besoins de nos clients », précise Andrea Rudy.



In Extenso Groupe Deloitte



Créée en 1991 au sein du groupe Deloitte, la société In Extenso développe une offre de services dédiée au marché des TPE et des PME.

Aujourd'hui, In Extenso est un acteur majeur de l'expertise comptable en France rassemblant plus de 3 200 collaborateurs.

Afin d'accompagner le changement de son système d'information centralisé et hébergé, In Extenso a souhaité :

- définir et mettre en œuvre une nouvelle organisation du support informatique,
- décliner, dans le cadre d'un plan d'Assurance Qualité d'Hébergement, les processus clés visant à normaliser les relations avec l'hébergeur et à garantir un haut niveau de prestations.

Synopse, filiale consulting du groupe Econocom, accompagne depuis bientôt 3 ans le groupe In Extenso au travers d'activités de conseil et d'intégration de solutions pour le Centre de Services. Dès 2006, In Extenso retient la méthodologie ITIL, présentée par Synopse. Cette démarche s'intègre et supporte le projet global de refonte du système d'information, associé à une croissance importante et régulière du groupe.



Conseil Régional de Lorraine



Le Conseil Régional intervient dans de nombreux domaines de la vie quotidienne

des Lorrains : économie, formation, emploi, aménagement, transports, qualité de vie...

En 2007, le Conseil Régional de Lorraine lance un appel d'offres afin de renouveler l'ensemble de son parc informatique interne. Il souhaite également s'affranchir de toutes les problématiques de gestion et d'entretien de ses matériels.

Econocom a été choisie pour son savoir-faire et son expérience des marchés publics. Econocom a approvisionné et déployé 800 nouveaux postes de travail (PC et portables) ainsi qu'une centaine d'imprimantes, répartis sur 4 sites principaux de la région Lorraine, dans le cadre d'un contrat Classic Lease. Econocom assure par ailleurs, durant 4 ans, l'approvisionnement, l'installation et les services de maintenance associés.

Le Conseil Régional a trouvé en Econocom un partenaire unique, capable de proposer une prestation complète pour le renouvellement de son parc, associée à une solution de financement.



McGregor Fashion Group B.V.



McGregor Fashion Group B.V. est une des maisons de mode haut de gamme les plus renommées sur le marché.

Avec plus de 120 magasins en Europe, dont 90 aux Pays-Bas, le groupe accroît chaque jour le succès de ses marques McGregor et Gaastra.

Avec *Finance your Franchise*, une marque d'Econocom aux Pays-Bas proposant des solutions globales pour les commerces et les franchises, McGregor Fashion Group a pu réaliser l'agencement et l'informatisation complète de tous ses magasins grâce au contrat TRO (Technology Refresh Option).

L'intégration du TRO a permis aux nouveaux établissements d'être plus rapidement opérationnels et de disposer d'une grande souplesse pour gérer leurs inventaires tout en conservant leurs trésoreries.

En outre, l'application Master IT garantit la visibilité de chaque inventaire et de sa valeur comptable, ce qui simplifie les décisions de réassort et la répartition des coûts internes. Cette application permet à McGregor d'anticiper, pour chaque site, les évolutions du marché et de procéder à des ajustements. Leurs décisions sont basées sur l'exploitation et les investissements propres à chaque magasin.

« Les cultures de McGregor Fashion Group et d'Econocom sont parfaitement en accord : nous partageons le même esprit d'entreprise et la même dynamique, ce qui assure le succès de notre collaboration. »

Remco Vermeij, Chief Financial Officer, McGregor Fashion Group B.V.



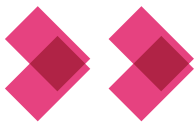
Speos



Filiale de La Poste en Belgique, spécialiste de la gestion documentaire

« S'adresser à un seul partenaire pour la gestion de ses infrastructures informatiques et télécoms est idéal. Econocom a permis pendant un mois, à 15 utilisateurs, de tester un nouveau système de téléphonie. Au terme de ces 30 jours, nous étions convaincus des avantages de la technologie sur IP en général, et du constructeur en particulier. En connaissant déjà les systèmes au moment de passer la commande, vous ne vous précipitez pas dans l'inconnu... Econocom est un véritable partenaire de confiance qui a fourni, entre autres, l'ensemble de notre architecture informatique. »

Fabrice Vlassembrouck,
MIS Manager, Speos



Medtronic Italia



Medtronic est le leader mondial dans la recherche, la production et la distribution de systèmes biomédicaux.

Medtronic Italia S.p.A., la filiale italienne du groupe, compte plus de 500 employés et se présente comme le partenaire global des médecins et institutions sanitaires italiens, offrant ses produits et services à ses clients, ainsi qu'une coopération scientifique et un support technique et clinique continu.

En 2006, Medtronic contacte Econocom Italie pour tester le principe de la location-gestion sur son parc d'imprimantes réparties sur l'ensemble du territoire et notamment chez leurs représentants pharmaceutiques locaux.

Medtronic confirme cet essai en signant un contrat TRO (Technology Refresh Option) avec Econocom en 2008, afin de gérer de façon dynamique son parc d'imprimantes et de réduire le TCO (Total Cost of Ownership). En répondant aux besoins d'impression de Medtronic à travers le paiement d'un simple loyer, Econocom lui a permis de réduire concrètement ses coûts.

Satisfait des bénéfices apportés par le TRO, tant au niveau économique qu'en matière de gestion, Medtronic évalue actuellement l'extension du contrat à l'ensemble de son parc informatique.



Ville de Lyon



En 2001, Econocom est retenue pour l'approvisionnement en matériels IT par la ville de Lyon.

Par la suite, elle a étendu le périmètre de son action et gère aujourd'hui pour son client :

- La distribution
 - des PC en volume : la ville de Lyon confie le renouvellement de son parc de machines pour un volume annuel de 800 PC,
 - des matériels et logiciels divers : imprimantes, graveurs, souris...
 - des serveurs et des logiciels associés.
- L'infogérance comprenant
 - le help desk qui traite les demandes et incidents du parc de 5 800 PC répartis sur plus de 200 sites,
 - la gestion des postes de travail : installation, exploitation, maintenance,
 - le support de 1^{er} niveau sur l'environnement serveurs et réseau pour 150 serveurs Wintel.

Chaque mois, Econocom et la Direction des Systèmes d'Information et Télécommunications de la ville de Lyon analysent des indicateurs de suivi des diverses activités et veillent au respect des SLA (Service Level Agreement) définis au contrat.





*

*

Cahiers financiers

Sommaire

43	Organisation du groupe Econocom
44	Évolution du cours de l'action Econocom Group SA/NV
45	Calendrier financier
46	Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2008
51	Organigramme du groupe
52	Organigramme de détention
53	Corporate Governance (administration, direction et surveillance de la société)
62	Comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2008
62	États financiers consolidés
	Compte de résultat et résultat par action
	Bilan
	Tableau des flux de trésorerie
	Variation des capitaux propres
71	Notes annexes aux états financiers consolidés
138	Comptes non consolidés simplifiés au 31 décembre 2008 (suivant le référentiel belge)
	Compte de résultat
	Bilan
	Tableau des flux de trésorerie
146	Renseignements à caractère général
147	Concurrence, recrutement
149	Évolution récente et perspectives
152	Historique des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

Organisation du groupe Econocom

au 31 décembre 2008

1. Conseil d'Administration

Président et Administrateur délégué

Jean-Louis Bouchard

Administrateurs délégués

Jean-Philippe Roesch
Bruno Lemaistre

Administrateurs

Christian Bret
Charles de Water
Gaspard Dürrleman
Rafi Kouyoumdjian
Patrik Vandewalle

2. Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises SCCRL
représentée par Josy Steenwinckel

Évolution du cours de l'action Econocom Group SA/NV

en Bourse de Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 2006

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (K€)
Janvier	7,05	6,68	6,84	6,90	497 035	3 429,54
Février	6,75	6,50	6,55	6,56	405 713	2 661,27
Mars	6,75	6,50	6,60	6,60	828 352	5 470,35
Avril	6,82	6,50	6,80	6,66	515 410	3 430,05
Mai	6,75	6,21	6,42	6,50	446 474	2 900,88
Juin	6,52	6,23	6,25	6,34	214 245	1 357,73
Juillet	6,55	6,15	6,31	6,33	169 435	1 072,10
Août	6,25	5,84	6,00	6,14	206 177	1 265,31
Septembre	6,01	5,65	5,72	5,86	400 926	2 350,39
Octobre	6,00	5,09	5,83	5,70	378 904	2 160,62
Novembre	6,49	5,85	6,25	6,20	320 815	1 987,45
Décembre	6,66	6,28	6,66	6,45	449 971	2 903,26
Total 2006	7,05	5,09	6,66	6,35	4 833 457	30 988,96

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (K€)
Janvier	7,20	6,69	7,15	6,94	761 004	5 281,37
Février	7,51	7,14	7,14	7,34	821 296	6 028,31
Mars	8,00	7,22	8,00	7,68	843 375	6 477,12
Avril	8,49	7,90	8,49	8,11	308 121	2 498,86
Mai	8,75	8,20	8,25	8,45	310 828	2 626,50
Juin	9,10	8,25	8,99	8,68	358 498	3 111,76
Juillet	9,93	8,70	8,70	9,35	523 541	4 895,11
Août	8,80	8,28	8,70	8,49	301 809	2 562,36
Septembre	8,99	7,32	7,57	8,32	277 863	2 311,82
Octobre	8,42	7,51	8,10	8,14	405 714	3 302,75
Novembre	8,43	7,65	7,80	8,05	716 366	5 766,75
Décembre	7,99	6,99	7,51	7,47	234 255	1 749,88
Total 2007	9,93	6,69	7,51	8,03	5 862 670	46 612,35

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (K€)
Janvier	7,51	6,32	7,45	7,00	337 597	2 363,18
Février	7,43	7,25	7,40	7,38	102 900	759,40
Mars	8,18	7,40	7,77	7,82	124 743	977,98
Avril	7,75	7,46	7,70	7,68	114 876	882,25
Mai	8,74	7,65	8,37	7,96	530 483	4 222,64
Juin	8,70	8,12	8,43	8,48	306 127	2 595,96
Juillet	8,30	6,30	6,51	7,39	333 326	263,28
Août	8,40	6,65	8,40	7,13	147 621	1 049,58
Septembre	8,00	6,86	6,86	7,76	252 177	1 959,41
Octobre	7,50	6,25	6,46	6,73	157 654	1 061,01
Novembre	6,62	5,02	5,50	5,82	166 108	966,75
Décembre	6,44	5,40	6,44	5,70	420 563	2 397,21
Total 2008	8,40	5,02	6,44	7,24	2 994 175	21 698,66

Calendrier financier

Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)	21 avril 2009
Assemblée Générale	19 mai 2009
Païement du dividende	Début juin 2009
Communiqué des chiffres semestriels provisoires	29 juillet 2009
Communiqué des résultats semestriels définitifs	31 août 2009
Réunion d'information	1 ^{er} septembre 2009
Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)	12 novembre 2009
Communiqué des chiffres annuels provisoires	27 janvier 2010
Communiqué des résultats annuels audités	11 mars 2010

Relations investisseurs :

Galliane Touze
42-46, rue Médéric
92582 Clichy Cedex, France
E-mail : galliane.touze@econocom.fr

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2008 à l'Assemblée Générale du 19 mai 2009

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la société ainsi que ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

1. Périmètre du groupe

En octobre 2008, le groupe Econocom a acquis la société Databail, spécialisée dans le financement des infrastructures informatiques en France.

Cette acquisition a été intégrée au sein de l'activité IT Financial Services et constitue la seule variation de périmètre de l'exercice 2008.

Databail est consolidée à partir du 1^{er} octobre 2008 dans les comptes du groupe Econocom.

Parallèlement à cette opération, Econocom continue d'adapter son organisation juridique interne afin de simplifier et de mettre en cohérence ses organigrammes juridiques et opérationnels.

2. Résultats

2.1. Résultats consolidés

(en millions €)	2008	2007
Produits des activités poursuivies	716,9	700,7
Résultat opérationnel courant	25,6	24,5
Rentabilité opérationnelle courante	3,6 %	3,5 %
Résultat opérationnel	25,0	23,8
Résultat avant impôt	24,7	23,5
Impôt	(5,8)	(5,2)
Résultat net – activités poursuivies	18,9	18,3
Activités abandonnées	-	(0,3)
Résultat net consolidé	18,8	18,0
Résultat net, part du groupe	18,8	18,0

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 716,9 M€ en 2008 contre 700,7 M€ en 2007, ce qui représente une croissance de 2,3 %.

Après avoir enregistré un premier semestre en progression de 4,8 %, l'activité du groupe a crû de 0,3 % au second semestre 2008 par rapport au second semestre 2007, grâce notamment à l'acquisition de Databail.

Dans un contexte économique difficile, Econocom réalise une performance satisfaisante en raison des investissements commerciaux consentis ces dernières années et aux développements des nouvelles offres transverses à ses quatre activités.

La rentabilité du groupe est également en hausse.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 25,6 M€ contre 24,5 M€ en 2007, soit une amélioration de 4,5 %.

Cette progression de la rentabilité est due à la légère augmentation d'activité et au strict contrôle des frais généraux.

Le taux d'imposition du groupe s'élève à 23,3 % contre 22,1 % en 2007. Ce taux s'explique notamment par les bonnes performances réalisées par les filiales italienne et espagnole qui bénéficient de reports fiscaux déficitaires.

Le résultat net, part du groupe progresse de 4,5 % pour atteindre 18,8 M€ contre 18 M€ en 2007.

Le groupe dispose d'une structure financière particulièrement solide avec une trésorerie nette de 24,2 M€ et des capitaux propres de 84,4 M€.

L'acquisition de Databail en octobre 2008 a eu pour effet une légère augmentation du poste « écarts d'acquisition » dont le détail est fourni ci-après.

Aucune dépréciation de ces actifs incorporels n'a été nécessaire en 2008 du fait des perspectives satisfaisantes des sociétés acquises ces dernières années.

Écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis

(en millions €)	Valeur nette au 31/12/2008	Année d'acquisition
Databail	2,7	2008
Alliance Support Services SA	7,3	2007
Fonds de commerce The Phone House	0,8	2007
Kentron SAS	0,7	2007
Tecnolease SpA	1,2	2007
Econocom Albis GmbH	0,3	2006
Fonds de commerce Avenir Telecom	1,2	2006
Fonds de commerce JCA	0,8	2005
A2Z Holding NV	2,7	2005
Signal Service SA	7,5	2004
CHanSE SA	1,1	2004/2006
Autres	2,4	1996 à 2003
Total	28,7	

2.2. Résultats par secteur d'activité

Les chiffres d'affaires réalisés dans les activités du groupe sont les suivants :

(en millions €)	2008	2007
Managed Services	142	134
Products and Solutions	184	190
IT Financial Services	358	344
Telecom Services	33	33
Total	717	701

La part de ces activités dans le résultat opérationnel courant ⁽¹⁾ est la suivante :

(en millions €)	2008	2007
Managed Services	5,5	6,0
Products and Solutions	2,6	3,1
IT Financial Services	16,1	15,0
Telecom Services	1,4	0,4
Total	25,6	24,5

(1) Après répartition du résultat opérationnel courant des holdings.

L'activité Managed Services (142 M€ de chiffre d'affaires)

L'activité Managed Services a enregistré en 2008 un chiffre d'affaires de 142 M€, en croissance de 6 % par rapport à 2007.

L'activité a été particulièrement dynamique en Belgique grâce à une forte réputation de qualité de service et de performance.

Par ailleurs, en milieu d'année, les filiales belge et française ont enregistré un succès commercial majeur qui s'est concrétisé par la signature d'un contrat de plus de 60 M€ sur 6 ans avec un leader européen des services.

La rentabilité opérationnelle de cette activité est en légère diminution en 2008 du fait de l'investissement consenti pour la création d'un centre de services au Maroc et de la diminution de l'activité non stratégique en tant que sous-traitant.

L'activité Managed Services a enregistré un résultat opérationnel de 5,5 M€ en 2008.

L'activité Products and Solutions (184 M€ de chiffre d'affaires)

L'activité Products and Solutions a enregistré un chiffre d'affaires de 184 M€ en 2008, en retrait de 3,2 % par rapport à 2007.

Cette évolution s'explique principalement par la diminution ou le report des investissements dans les grandes entreprises sur 2008.

Ce phénomène a été en partie compensé par une meilleure pénétration du secteur des PME. En outre, le

carnet de commandes de l'activité a crû en 2008, grâce notamment à un contrat de distribution de 27 M€ signé par la filiale française avec le Conseil Général de l'Oise au cours du dernier trimestre.

La rentabilité de l'activité présente un léger retrait résultant de deux tendances inverses :

- la marge brute des affaires a augmenté de près de 1 % grâce à une plus grande part relative des PME dans l'activité ;
- l'activité a continué d'investir significativement dans ses forces commerciales et la modernisation de ses systèmes.

L'activité Products and Solutions enregistre un résultat opérationnel de 2,6 M€.

L'activité IT Financial Services (358 M€ de chiffre d'affaires)

En 2008, l'activité IT Financial Services a poursuivi sa croissance tant en termes de chiffre d'affaires (+ 4 %) que de résultat (+ 7 %).

Cette progression est due, d'une part, à la réussite de pays tels que l'Espagne et l'Italie dans lesquels Econocom investit depuis plusieurs années et, d'autre part, à la confirmation du dynamisme de pays plus anciens comme la Belgique et la Hollande.

Après une année 2007 en fort développement, l'année 2008 a été stable pour la filiale française.

Cette bonne performance globale est due au succès et à la maîtrise des offres de financement et de services à forte valeur ajoutée de type TRO (Technology Refresh Option).

Il est à noter qu'en 2008, IT Financial Services a continué d'investir significativement dans la définition et la promotion des offres transverses aux métiers d'Econocom adossées à des solutions financières, en pleine cohérence avec le plan stratégique Horizon 2012.

Enfin, IT Financial Services a acquis la société Databail en octobre 2008 afin de compléter sa couverture commerciale en France.

L'activité Telecom Services (33 M€ de chiffre d'affaires)

Après une année 2007 à forte croissance de chiffre d'affaires, mais à rentabilité modeste du fait d'investissements commerciaux significatifs, l'activité Telecom Services a significativement amélioré ses résultats en 2008.

Ainsi, pour un chiffre d'affaires stable en 2008, Telecom Services a vu son résultat avant impôt croître de 0,4 M€ à 1,4 M€.

Cette progression est due à l'activité en France. La Belgique, de taille plus modeste, a connu en 2008 une année de réorganisation qui l'a conduite à une intégration plus importante avec les activités Products and Solutions et Managed Services.

2.3. Bilan et résultats de la société Econocom Group SA/NV (non consolidés)

Analyse des résultats 2008

Les ventes de prestations (non consolidées) de la société Econocom Group SA/NV se sont élevées à 13,3 M€ en 2008, à comparer à 10,5 M€ l'année précédente. Ce montant inclut l'ensemble des redevances et des facturations de services.

Suite à la hausse de ces dernières, le résultat d'exploitation se monte à 2,5 M€ contre 0,2 M€ en 2007. Le résultat financier est de 1,8 M€ en 2008 contre 50,3 M€ en 2007. En raison des opérations de réorganisation juridique interne concernant ses filiales IT Financial Services, Econocom Group SA/NV avait perçu en 2007 des dividendes exceptionnels, ce qui explique l'essentiel de la variation du résultat financier.

Le résultat net de l'exercice 2008 est de 4,5 M€ contre 50,1 M€ au titre de l'exercice 2007.

L'activité de la société en 2008

1) Les mouvements 2008 sur les participations détenues par Econocom Group SA/NV

Les mouvements 2008 s'expliquent par la volonté du groupe de faire évoluer son organisation juridique interne afin de simplifier et de mettre en cohérence ses organigrammes juridiques et opérationnels. À ce titre, la société mère Econocom Group SA/NV a notamment procédé à :

- la dissolution de la société Econocom France SAS ;
- la liquidation de la société Econocom USA Inc.

2) Le fonds commun de placement à risques MBO FCPR

À fin 2008, le montant des investissements effectués s'élève à 4,7 M€ sur un engagement irrévocable de 5 M€ souscrit en 2002. Par ailleurs, au cours de l'exercice, Econocom Group SA/NV a perçu des remboursements de parts pour un montant de 1,6 M€. À fin 2008, le montant total des remboursements reçus s'élève à plus de 3,8 M€.

3) Les actions propres

Econocom Group SA/NV a une politique de rachat d'actions propres principalement motivée par les raisons suivantes :

- livraison d'actions afin d'éviter aux actionnaires la dilution potentielle liée aux exercices d'options ;
- moyen éventuel de paiement lors d'opérations de croissance externe ;
- destruction des actions acquises.

Pendant l'exercice 2008, Econocom a poursuivi sa politique active de rachat d'actions propres. Au cours de l'exercice, Econocom a :

- acquis 1 335 009 actions propres représentant un montant de 9,7 M€ ;
- détruit 1 000 000 d'actions propres ;
- livré 100 000 actions propres lors de l'exercice d'options.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 décembre 2008 a renouvelé, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2009, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des achats d'actions propres, conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2 et 18 € dans la limite de 20 % du nombre total d'actions émises. Aucun droit de vote n'est associé à ces actions.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006 a renouvelé, pour une période de trois ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter, en cas de danger grave et imminent, des actions de la société Econocom Group SA/NV sans passer par la voie de l'Assemblée Générale.

Au 31 décembre 2008, Econocom Group SA/NV détenait 265 639 actions propres (prix moyen d'acquisition de 5,67 €) représentant 1,07 % du nombre total d'actions émises.

Les réserves indisponibles d'Econocom Group SA/NV ont augmenté de 1,3 M€ (donnée non consolidée) et s'élèvent à 1,5 M€.

4) Le capital

Au 31 décembre 2008, le capital d'Econocom Group SA/NV est représenté par 24 800 000 actions sans désignation de valeur nominale, suite à la destruction de 1 000 000 d'actions au cours de l'exercice.

La structure de l'actionnariat est décrite au chapitre « Organigramme de détention ».

3. Capital social, plans d'options sur actions et autocontrôle

3.1. Capital social

Le capital social, entièrement libéré à la clôture, se monte à 16 180 922,08 €.

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2008 à 15 894 722,08 €.

3.2. Plans d'options sur actions

Au cours de l'exercice 2008, 100 000 options ont été levées pour un montant global de 472 000 €. Ces levées d'options ont donné lieu à la cession par Econocom Group SA/NV de 100 000 actions aux bénéficiaires des options.

En application des recommandations de Corporate Governance, le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a créé un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions. Ce comité, composé de trois membres, est chargé d'exécuter le plan d'options sur actions du groupe selon les directives du Conseil d'Administration, et en par-

ticulier d'allouer les options sur proposition du Président du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction, dans la limite de 1 % du capital par an. Il est tenu de faire rapport au Conseil d'Administration toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, et au moins une fois par an.

Le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions s'est réuni le 6 mai 2008, et a autorisé l'attribution de 50 000 options au cours de l'exercice 2008 au bénéfice d'un manager du groupe.

Au 31 décembre 2008, le nombre total des options accordées non exercées était de 922 000, soit 3,72 % du nombre d'actions émises, représentant une augmentation potentielle de capital de 5,8 M€, prime d'émission incluse.

4. Appréciation sur les facteurs de risques

Econocom Group SA/NV est exposée, de par ses activités, à certains risques financiers ou juridiques. Une revue complète de l'exposition et des positions retenues, par type de risque, est incluse dans les cahiers financiers du rapport annuel.

En synthèse, Econocom Group SA/NV est, compte tenu de son business model, peu exposée aux risques de change, de taux et environnementaux.

La faible concentration de la clientèle (aucun des clients ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires total du groupe) limite également sa dépendance et l'existence d'une trésorerie nette positive réduit le risque de liquidité.

En outre, Econocom Group SA/NV a une exposition :

- au risque de crédit client, en grande partie couvert par des solutions d'affacturage et par le refinancement sans recours des contrats de location ;
- au risque de résiliation des contrats de services, une partie importante du personnel étant employée à durée indéterminée. Cependant, les contrats sont pour l'essentiel conclus sur des périodes excédant un an et comportent des durées de préavis réciproques.

Le groupe n'a pas de risques sociaux particuliers et emploie la grande majorité de son personnel en France et au Benelux.

Le marché des services informatiques est très concurrentiel, et ce depuis longtemps. Econocom Group SA/NV est donc habituée à devoir évoluer et innover pour conserver et développer sa clientèle.

5. Comité d'Audit

L'article 96 du Code des sociétés – modifié par l'article 5 de la loi du 13 janvier 2006 et l'article 81 de la loi du 9 juillet 2004 – est complété par le 9^e alinéa qui précise que les entreprises doivent justifier de l'indépendance et de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du Comité d'Audit.

Econocom confirme être en accord avec cette réglementation.

6. Perspectives 2009 et dividendes

Le contexte économique nécessite une vigilance particulière et une forte réactivité sur les frais généraux et les investissements.

Toutefois, la Direction reste raisonnablement confiante, au vu des informations dont elle dispose et compte tenu des atouts du groupe, pour traverser cette période de difficulté générale :

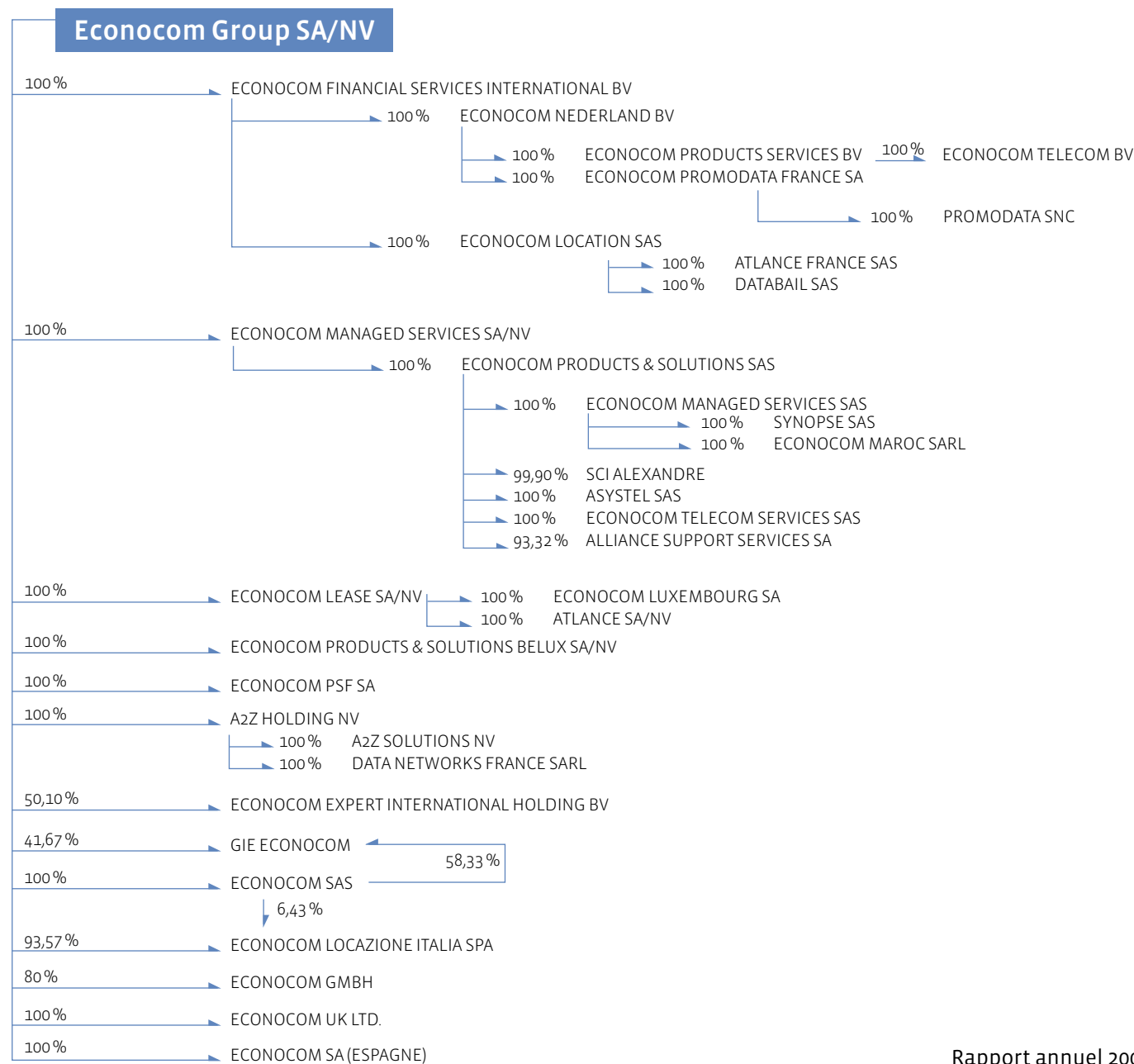
- une situation financière solide ;
- un business model avec une forte proportion de coûts variables ;
- des produits innovants, source de productivité et d'économies pour les entreprises.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Annuelle le maintien du dividende à 0,24 € brut par action.

Bruxelles, le 12 mars 2009
Le Conseil d'Administration

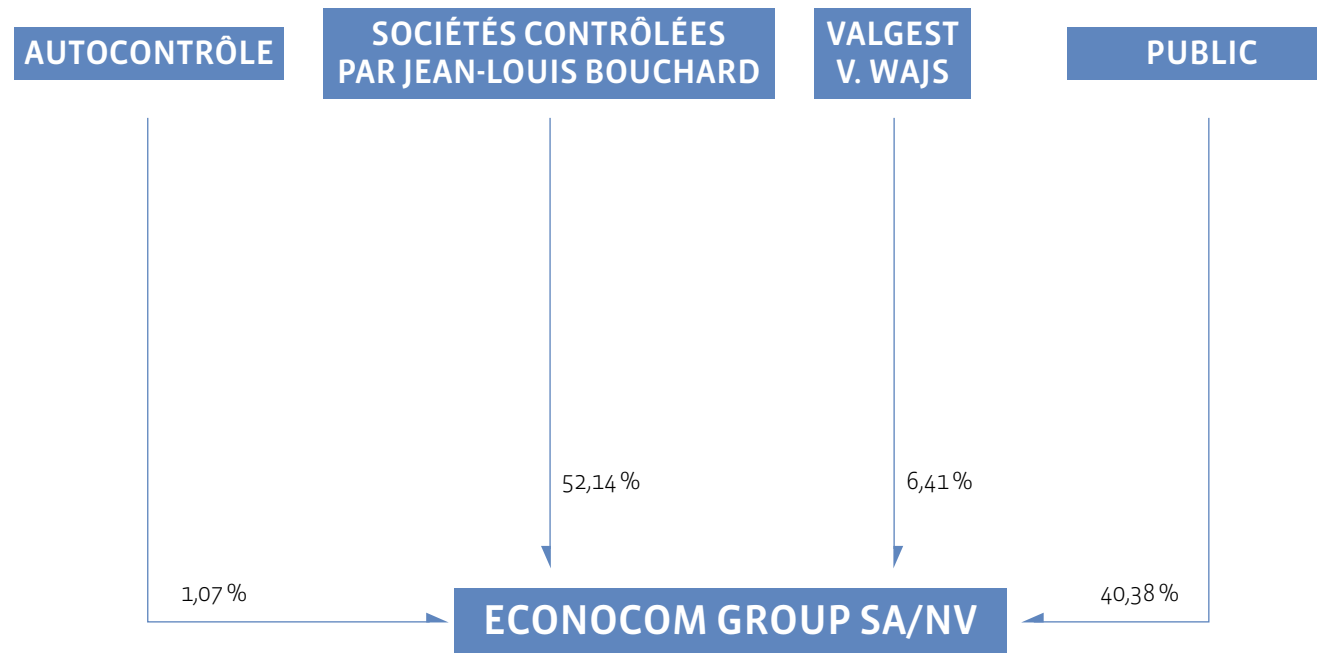
Organigramme du groupe

au 31 décembre 2008



Organigramme de détention

au 31 décembre 2008



Corporate Governance

administration, direction et surveillance de la société

1. Composition des organes d'administration et de surveillance (au 31/12/2008)

Jean-Louis Bouchard

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
38, avenue Gabriel 75008 Paris (France)
Président du Conseil d'Administration et Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV, Président de la société Econocom International NV

Jean-Philippe Roesch

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2014)
21, avenue de la Criolla 92150 Suresnes (France)
Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV

Bruno Lemaistre

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2014)
15, avenue des Éperons d'Or 1050 Bruxelles (Belgique)
Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV

Christian Bret

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
19, rue de la Côte d'Argent 92410 Ville-d'Avray (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Charles de Water

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2011)
Korte Veersteeg 4D, 4157 GR Enspijk (Pays-Bas)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV et Administrateur de la société Econocom International NV

Gaspard Dürreman

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2011)
50, avenue Bosquet 75007 Paris (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Rafi Kouyoumdjian

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2013)
25, rue de Lubeck 75016 Paris (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Patrik Vandewalle

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
Achiël Cleynhenslaan 13, 3140 Keerbergen (Belgique)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises SCCRL

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
Commissaire d'Econocom Group SA/NV, représentée par Josy Steenwinckel
Woluwe Garden, Woluwedal 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe (Belgique)

Au cours de l'exercice 2008, Monsieur Patrik Vandewalle a quitté ses fonctions exécutives au sein du groupe Econocom pour créer deux sociétés de services. Il reste Administrateur d'Econocom Group SA/NV.

Monsieur Bruno Lemaistre a été nommé Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV à compter de l'Assemblée Générale du 22 décembre 2008. Il a rejoint le groupe Econocom en 2002 lors du rachat de la société de location Promodata dont il était Directeur Général. Il occupe aujourd'hui au sein du groupe Econocom la fonction de Directeur Général en charge des activités IT Financial Services et Managed Services et du développement des offres bundlées.

Quatre membres du Conseil d'Administration ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2008 : il s'agit de Messieurs Jean-Louis Bouchard, Jean-Philippe Roesch, Bruno Lemaistre et enfin Monsieur Patrik Vandewalle jusqu'en

juillet 2008. Messieurs Gaspard Dürreman, Rafi Kouyoumdjian et Christian Bret sont Administrateurs non exécutifs et indépendants de l'actionnaire majoritaire. Monsieur Charles de Water est Administrateur non exécutif.

Le Président du Conseil d'Administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'Administrateur ou de Président. Les autres membres exécutifs du Conseil n'ont pas d'autres mandats que ceux exercés pour Econocom Group SA/NV et ses filiales.

Monsieur Gaspard Dürreman est membre du Comité de Direction de la société Audevard, Président-Directeur Général de la société Pichard Balme, et est également Administrateur de la société APL International. Monsieur Christian Bret est Associé gérant de la société Eulis, Administrateur des sociétés Fontaine Consultants et Prosodie, et membre du Conseil de Surveillance de la société Luceor. Monsieur Charles de Water est Administrateur de la société Econocom International NV, membre du Conseil de Surveillance de la société Rabobank West-Betuwe et Associé de la société Zuijdplas Beleggingen. Monsieur Rafi Kouyoumdjian est Directeur Général et Administrateur de la société RKO Management and Investment BV. Il est par ailleurs Président de NextiraOne Management SAS et exerce des mandats d'Administrateur, de Directeur Général et de membre ou Président du Conseil de Surveillance dans différentes sociétés de NextiraOne Group BV. Enfin, Monsieur Patrik Vandewalle est gérant des sociétés Proudfield BVBA, Ollygos BVBA et Skelia SARL.

À part la durée (six ans au plus) et le caractère renouvelable du mandat, les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

2. Mise en application des recommandations de Gouvernance d'Entreprise

Le Conseil d'Administration confirme son adhésion aux principes du Code Belge de Corporate Governance.

Afin de se conformer aux recommandations du Code de Corporate Governance, le Conseil d'Administration a défini et approuvé les règlements d'ordre intérieur du Comité de Direction, du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit, du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions d'Econocom Group SA/NV, et a établi la Charte de Corporate Governance disponible sur le site Internet du groupe.

La plupart des recommandations du Code sont en application au sein d'Econocom Group SA/NV. Le Conseil a toutefois jugé que certaines sont peu adaptées à la taille du groupe Econocom, ou doivent être mises en œuvre dans la durée. Les principes auxquels Econocom Group SA/NV n'adhère pas encore ou pas totalement sont décrits ci-dessous.

- Le groupe n'applique pour l'instant que partiellement les recommandations du Principe 1 du Code Belge de Corporate Governance. Pour des raisons liées aux caractéristiques de l'actionnariat d'Econocom Group SA/NV, Monsieur Bouchard cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur délégué et de Président du Comité de Direction. En cela, le groupe ne respecte pas le principe de séparation du pouvoir de contrôle du Conseil d'Administration et du pouvoir exécutif. Monsieur Jean-Louis Bouchard détient indirectement 52,14 % du capital d'Econocom Group SA/NV et a donc le contrôle de fait.

- Econocom Group SA/NV se conforme à la recommandation du Code Belge de Corporate Governance (Principe 2), selon laquelle la moitié au moins du Conseil d'Administration doit être constituée d'Administrateurs non exécutifs. Le Conseil d'Administration compte au 31 décembre 2008 cinq membres non exécutifs sur huit.

En revanche, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité nommer de secrétaire lui rapportant sur la manière dont les procédures et les règlements applicables sont suivis et respectés.

- Afin de se conformer aux recommandations du Principe 3 du Code Belge de Corporate Governance, Econocom Group SA/NV a défini et mis en œuvre une procédure relative aux transactions ou autres relations contractuelles entre les sociétés du groupe Econocom et ses Administrateurs et dirigeants. En revanche, le Conseil d'Administration n'a pas rédigé de procédure spécifique sur les opérations d'initiés. Le groupe estime que les salariés intéressés ne peuvent ignorer la loi en la matière et qu'il est de leur responsabilité de s'y conformer.

- Econocom Group SA/NV n'applique pas pour l'instant les recommandations du Principe 4 du Code Belge de Corporate Governance, selon lesquelles « le Conseil d'Administration établit des procédures de nomination et des critères de sélection pour les Administrateurs » et « un Comité de Nomination recommande les candidats appropriés au Conseil d'Administration ». Ce principe prévoit également une évaluation périodique de chaque Administrateur et du fonctionnement du Conseil d'Administration, selon des procédures établies par lui.

Le Conseil d'Administration n'a pas souhaité jusqu'à présent mettre en place de Comité de Nomination, ni de procédures formelles de nomination des membres

du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Cette recommandation du Code est considérée comme étant peu adaptée au groupe Econocom compte tenu de sa taille.

Quant à l'évaluation des membres du Conseil d'Administration, il s'agit d'un processus continu mais qui ne revêt pas de formalisation spécifique.

- Le Conseil d'Administration a nommé, conformément aux dispositions du Principe 5 du Code Belge de Corporate Governance, un Comité de Direction, un Comité d'Audit et un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions.

Les règlements d'ordre intérieur de chacun de ces comités sont en conformité avec le Code Belge de Corporate Governance. Néanmoins, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas porter de deux à trois le nombre minimum de membres du Comité d'Audit.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité mettre en place un Comité de Rémunération jugé peu adapté à l'organisation du groupe. Les rémunérations des membres du Comité de Direction sont déterminées par le Président du Conseil d'Administration et actionnaire de contrôle. Les éventuelles attributions d'options sur actions au bénéfice des membres du Comité de Direction sont validées par le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions, créé en février 2003.

3. Rémunérations, charges sociales comprises, et avantages en nature attribués par Econocom Group SA/NV et ses filiales aux membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance, au titre du dernier exercice

Les statuts prévoient depuis 1999 que les mandats peuvent être rémunérés. La rémunération des mandats d'Administrateur a été fixée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004 à 2 500 € par Conseil d'Administration et par Administrateur sous condition de leur présence effective.

Les Administrateurs exécutifs ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat d'Administrateur. Leurs rémunérations résultent de leur relation contractuelle avec l'une ou plusieurs des sociétés du groupe.

Par ailleurs, les Administrateurs non exécutifs, membres du Comité d'Audit ou membres du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions, perçoivent une rémunération de 1 000 € par réunion, sous condition de leur présence effective.

Les Administrateurs n'exerçant pas de fonction exécutive ne perçoivent aucune rémunération en dehors des jetons de présence stipulés ci-dessus.

En synthèse, les rémunérations perçues par les Administrateurs non exécutifs sont les suivantes :

Rémunérations allouées en 2008 aux Administrateurs non exécutifs (€)

Christian Bret	11 000
Gaspard Dürreman	14 000
Charles de Water	12 500
Rafi Kouyoumdjian	11 500
Patrik Vandewalle	7 500
Total	56 500

Jean-Louis Bouchard assume les fonctions de Président et Administrateur délégué au sein du Conseil d'Administration, et de Président du Comité de Direction du groupe. Il ne perçoit pas de rémunération d'Econocom Group SA/NV ou de ses filiales au titre de ces fonctions. La société Econocom International NV, dont Jean-Louis Bouchard est Président, a facturé à Econocom Group SA/NV et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 1 045 K€ en 2008 (940 K€ en 2007).

Rémunérations allouées en 2008 aux membres exécutifs du Conseil d'Administration (€) ⁽¹⁾

Part fixe	913 709
Part variable	800 545
Total	1 714 254

(1) Charges incluses. La rémunération perçue par Patrik Vandewalle en 2008 est incluse dans ces chiffres.

Rémunérations allouées en 2008 aux membres du Comité de Direction (€) ⁽¹⁾ (hors Conseil d'Administration)

Part fixe	477 754
Part variable	357 396
Total	835 150

(1) Charges incluses.

Options d'achats d'actions détenues par les organes d'Administration et de Direction

Nombre d'options restant à lever au 31 décembre 2008	530 000
--	----------------

Par ailleurs, le groupe n'a pris aucun engagement contractuel qui ne soit pas provisionné dans les comptes auprès des managers exécutifs au titre des conditions de leur éventuel départ.

4. Transactions et autres relations contractuelles inhabituelles, par leur nature ou leurs conditions entre Econocom Group SA/NV et ses filiales, et les membres des organes d'administration et de direction

Il n'y a pas eu au cours de l'exercice 2008 de transaction inhabituelle entre Econocom Group SA/NV et ses filiales et les membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction. Il n'existe pas, au 31 décembre 2008, de prêts ou de garanties accordés à ces derniers à l'exception d'un prêt de 13 132 € accordé à un membre du Comité de Direction dans le cadre de la cession à ce dernier d'une participation minoritaire dans l'une des filiales du groupe. Ce prêt a fait l'objet d'une déclaration au Président du Conseil d'Administration, en respect de la procédure de conflit d'intérêts adoptée par la société en vertu du Code Belge de Corporate Governance.

5. Nombre d'actions et d'options détenues par les Administrateurs et les membres du Comité de Direction d'Econocom Group SA/NV (au 31/12/2008)

	Actions	Options
Administrateurs non exécutifs	335 063	400 000
Administrateurs exécutifs		
• Jean-Louis Bouchard (indirectement)	12 931 803	0
• Jean-Philippe Roesch	550 000	0
• Bruno Lemaistre	350 000	0
Directeurs n'exerçant pas de mandat d'Administrateur	60 800	130 000
Total	14 227 666	530 000

Note : le prix d'exercice de ces options est fixé sur la base des mêmes règles que celles exposées au point 11 ci-après.

6. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Il a tenu en 2008 cinq réunions, dont deux réunions convoquées pour les arrêtés des comptes semestriels et annuels. Le taux de participation des Administrateurs à ces réunions est globalement de 89 %.

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration a été approuvé le 3 juillet 2006.

Le Conseil d'Administration approuve la stratégie de la société proposée par le Président, les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour les décisions autres que la gestion journalière.

La gestion opérationnelle est confiée aux Administrateurs délégués et au Comité de Direction, tel que défini à l'article 524 bis du Code des sociétés et à l'article 20 bis des Statuts. Le Conseil nomme les membres du Comité de Direction, ainsi que le ou les Administrateur(s) délégué(s). Il exerce une surveillance de la qualité de la gestion et de sa cohérence avec les objectifs stratégiques.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui

préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit. Cependant, cette procédure ne peut être mise en œuvre pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

Le Conseil d'Administration a mis en place une procédure de budgets annuels accompagnée de révisions trimestrielles pour toutes les filiales, avec examen individuel de leurs données (chiffre d'affaires, marges, frais, bilan, trésorerie, indicateurs divers de gestion). La mise en œuvre et le respect de cette procédure sont confiés au Comité de Direction.

Les membres du Comité de Direction sont chargés de la gestion journalière des filiales. Toutes les filiales communiquent mensuellement au groupe des comptes d'exploitation et un bilan, respectivement les septième et huitième jours ouvrables du mois suivant. Un département spécialisé en reporting les analyse et remet une synthèse consolidée chaque mois à la Direction du groupe. Le Conseil d'Administration reçoit les budgets annuels et une synthèse consolidée des résultats chaque trimestre. Un département d'audit interne est placé sous l'autorité de Jean-Philippe Roesch, Administrateur délégué : une mission d'audit interne est planifiée dans chaque filiale significative sur un cycle de douze mois. Toutes les activités d'audit interne sont accomplies en tenant tant le Comité d'Audit que le Commissaire de la société informés de leurs conclusions.

7. Comités créés par le Conseil d'Administration

Les statuts tels que modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui.

Comité de Direction

En vertu de ce principe, le Conseil d'Administration a mis en place un Comité de Direction du groupe, dont l'existence a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité de Direction a été amendé afin de le conformer aux recommandations du Code Belge de Corporate Governance et approuvé par le Conseil d'Administration en sa séance du 3 juillet 2006.

Sa mission est de mettre en œuvre la stratégie définie par le Président et approuvée par le Conseil d'Administration, de lui proposer les orientations stratégiques du groupe, de coordonner les directions fonctionnelles centrales et d'accomplir tout acte qui relève de la gestion journalière.

Le Comité de Direction est composé de Monsieur Jean-Louis Bouchard qui en assure la présidence, Messieurs Olivier Aldrin, Didier Bertho, Bruno Lemaistre et Jean-Philippe Roesch.

Messieurs Bruno Lemaistre et Jean-Philippe Roesch sont Directeurs Généraux du groupe Econocom. Bruno

Lemaistre est en charge des activités IT Financial Services et Managed Services et du développement des offres bundlées, et Jean-Philippe Roesch des activités Products & Solutions et Telecom Services ainsi que de l'ensemble des fonctions centrales du groupe.

Monsieur Didier Bertho est Directeur Général des filiales Managed Services du groupe.

Le 6 mai 2008, le Conseil d'Administration a nommé Monsieur Olivier Aldrin en qualité de membre du Comité de Direction. Il exerce la responsabilité de Directeur Administratif et Financier du groupe Econocom.

Monsieur Patrik Vandewalle a démissionné de son mandat de membre du Comité de Direction ; cette démission a pris effet le 16 juillet 2008.

Trois des membres du Comité de Direction exercent des mandats d'Administrateurs délégués. Le Conseil d'Administration, en sa séance du 3 juillet 2006, a nommé Monsieur Jean-Philippe Roesch en qualité d'Administrateur délégué et renouvelé Monsieur Jean-Louis Bouchard dans ce mandat. Monsieur Bruno Lemaistre a été nommé Administrateur délégué lors du Conseil d'Administration du 20 novembre 2008 sous réserve de sa nomination effective en qualité d'Administrateur par l'Assemblée Générale des actionnaires. Son mandat d'Administrateur délégué a pris effet lors de l'Assemblée Générale du 22 décembre 2008.

Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions

Un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions a été créé en février 2003 dont le rôle est, sous le contrôle du Conseil d'Administration, de déterminer les modalités

d'attribution d'options sur actions et de veiller à leur mise en œuvre.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions a été approuvé par le Conseil en sa séance du 3 juillet 2006.

Le Comité se compose de trois membres, Messieurs Bret, Dürleman et Kouyoumdjian, dont les mandats prendront fin en 2009.

Le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions s'est réuni une fois au cours de l'exercice 2008, en présence de tous ses membres, aux fins d'autoriser l'attribution d'options au bénéfice d'un manager du groupe et d'en définir les modalités.

Comité d'Audit

Un Comité d'Audit a été instauré par le Conseil d'Administration du 18 mai 2004 et son règlement d'ordre intérieur amendé et approuvé par le Conseil en sa séance du 3 juillet 2006.

Il est constitué de deux Administrateurs indépendants, Messieurs Dürleman et Kouyoumdjian.

Le Comité d'Audit s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2008, en présence de tous ses membres, de Jean-Philippe Roesch, Administrateur délégué et d'Olivier Aldrin, Directeur Administratif et Financier du groupe. Lorsque l'ordre du jour le requiert, les membres du Comité d'Audit invitent le Commissaire et le Responsable de l'audit interne à prendre part aux réunions.

Son rôle est d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle des activités du groupe Econocom. En particulier, il examine la qualité

et la pertinence des missions d'audit interne et externe, le suivi des mécanismes de contrôle interne et de gestion des risques, le caractère adapté des méthodes comptables utilisées, l'intégrité et l'exactitude de l'information financière.

8. Gestion journalière

Le Comité de Direction prend en charge la gestion journalière ; il prend connaissance des résultats mensuels et veille à l'avancement des projets du groupe.

Les filiales organisent des Comités de Direction au moins une fois par mois. Ces Comités de Direction se composent habituellement du Directeur Général de la filiale concernée, de son Directeur Administratif et Financier et, le cas échéant, des Directeurs Technique, Commercial, des Ressources Humaines... Selon les cas, ces comités invitent d'autres intervenants ponctuels sur des sujets précis (Informatique, Communication, Juridique...).

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur Président ou Administrateur délégué, par deux Administrateurs conjointement ou par un Administrateur et un membre du Comité de Direction conjointement. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière. Les pouvoirs des dirigeants des filiales du groupe et les limites apportées à ces pouvoirs sont précisés dans un document de référence.

9. Politique d'affectation du résultat et politique du dividende

La progression des résultats d'Econocom Group SA/NV depuis 1995 et le renforcement de sa situation financière ont permis la croissance régulière du dividende, de 0,031 € en 1995 à 0,24 € en 2007. En particulier, le dividende a crû de 25 % en 2006 et de 20 % en 2007, ceci sans obérer la politique d'investissements du groupe.

Le dividende brut par action proposé à l'Assemblée Générale du 19 mai 2009 est de 0,24 € (5 952 000 € pour 24 800 000 actions). La situation financière solide du groupe permet au Conseil d'Administration, malgré le contexte économique actuel, de proposer le maintien du montant du dividende. Cette rémunération représente un pay-out de 31,6 %.

10. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International NV comme actionnaire dominant.

En application de l'article 74 § 6 de la loi du 1^{er} avril 2007 sur les OPA, la société Econocom Group SA/NV a reçu le 26 août 2008 une notification de la part de la société Econocom International NV, contrôlée par Jean-Louis Bouchard, indiquant qu'à cette date Econocom International NV détenait 12 816 132 actions Econocom Group SA/NV, représentant 49,67 % du capital.

Au 31 décembre 2008, Monsieur Jean-Louis Bouchard détenait directement et indirectement 12 931 803 actions Econocom Group SA/NV, représentant 52,14 % du capital. Monsieur Jean-Louis Bouchard est le seul actionnaire qui contrôle plus de 30 % du groupe ; il est dispensé de lancer une OPA, car il détenait déjà 30 % au 1^{er} septembre 2007 et a procédé aux notifications de participation dans les formes et les délais prévus par la loi.

La société a par ailleurs connaissance d'un autre actionnaire possédant plus de 5 % du capital : Monsieur Vincent Wajs (directement ou indirectement via la société Valgest). Ce dernier demeure 40, rue du Village - 91530 Le Val-Saint-Germain (France) et détenait, au 31 décembre 2008, 6,41 % du capital.

Il n'existe pas d'accord entre actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert de titres et/ou à l'exercice du droit de vote.

Les relations avec l'actionnaire majoritaire, la société Econocom International NV, correspondent à des prêts/emprunts et à des prestations de services à caractère courant, rémunérés à des conditions normales.

11. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group SA/NV

Plusieurs plans d'options ont été mis en place à partir de novembre 1997 par Econocom Group SA/NV et des filia-

les et sous-filiales en faveur de leur personnel, cadres et dirigeants. Une synthèse actualisée au 31 décembre 2008 des engagements pris par le groupe à ce titre figure ci-après :

	Nombre d'options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (€)
2004	400 000	Novembre 2009	5,85
2005	40 000	Janvier 2010	5,98
	40 000	Mai 2010	6,52
2006	255 000	Novembre 2011	5,70
2007	20 000	Janvier 2012	6,94
	130 000	Octobre 2012	8,12
2008	37 000	Avril 2013	7,70
Total	922 000		

Ces plans portent sur les actions Econocom Group SA/NV cotées sur le marché à terme de la Bourse de Bruxelles. Lors de l'exercice des options, Econocom Group SA/NV choisit soit de céder des actions existantes, soit de procéder à une émission de nouvelles actions par voie d'augmentation de capital d'Econocom Group SA/NV.

Ils visent à associer les salariés, cadres et dirigeants du groupe à la marche des affaires et au développement du groupe.

Une partie des options est soumise à des conditions de réalisation d'objectifs individuels par leurs bénéficiaires. Dans le

cas où les bénéficiaires concernés n'atteindraient pas leurs objectifs, ces options ne pourraient être exercées.

Les options sont accordées par un contrat d'options signé par Econocom Group SA/NV et le bénéficiaire (avec intervention de la filiale employant le bénéficiaire, si nécessaire).

Le Conseil d'Administration du 25 janvier 2000 a ratifié le texte des contrats d'options. Par application de l'article 523 du Code des sociétés, trois Administrateurs se sont abstenus lors du vote, dans la mesure où ils bénéficiaient ou pourraient bénéficier à l'avenir de ce régime.

La dernière mise à jour du texte de la convention type relative au plan d'options a été faite de façon à le mettre en concordance avec la loi-programme du 24 décembre 2002, et approuvée par le Conseil d'Administration réuni le 12 décembre 2003.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à l'article 43 de la loi du 26 mars 1999. Il s'agit du cours moyen de l'action Econocom Group SA/NV pendant les 30 jours précédant l'offre.

Outre certaines conditions individuelles, les options sont incessibles et il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group SA/NV en cas de baisse du cours de Bourse.

Au cours de l'exercice 2008, 100 000 options ont été levées par leurs bénéficiaires et 50 000 options nouvelles ont été attribuées à un manager.

Le Conseil d'Administration a décidé de céder aux salariés ayant exercé leurs droits 100 000 actions détenues en propre et en conséquence de ne pas procéder à la création d'actions nouvelles.

Au 31 décembre 2008, 922 000 options (représentant 3,72 % du nombre d'actions en circulation) n'ont pas encore été exercées. Ces options donnent droit au même nombre d'actions et représentent une augmentation potentielle de capital (prime d'émission incluse) de 5,8 M€.

12. Émoluments du Commissaire

Au cours de l'exercice 2008, le réseau PricewaterhouseCoopers a rendu à Econocom Group SA/NV et à ses filiales diverses prestations tant d'audit (comptes consolidés et comptes sociaux des sociétés du groupe) qu'exceptionnelles. La nature de ces prestations et les rémunérations associées sont précisées ci-après :

(€)

Émoluments consolidés du Commissaire pour la révision des comptes 2008	419 924
Émoluments afférents aux mandats du Commissaire ou aux mandats assimilés exercés auprès du groupe par des personnes avec lesquelles le Commissaire est lié	235 349
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par le Commissaire	
Autres missions d'attestation	51 159
Missions de conseils fiscaux	-
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	-
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le/les commissaire(s) est/sont lié(s)	
Autres missions d'attestation	-
Missions de conseils fiscaux	25 235
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	19 000

13. Autodétention d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 décembre 2008 a renouvelé, pour une période de 5 ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des achats d'actions propres, conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2 et 18 €, dans la limite de 20 % du nombre total d'actions émises. Cette autorisation se substitue à partir du 1^{er} janvier 2009 à celle conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2008.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006, pour une période de 3 ans, à acheter en cas de danger grave et imminent, des actions de la société Econocom Group SA/NV sans passer par la voie de l'Assemblée Générale.

Au cours de l'exercice 2008, les actionnaires d'Econocom Group SA/NV ont décidé de procéder à la destruction d'actions Econocom Group SA/NV autodétenues, à hauteur de 1 000 000 d'actions lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 décembre 2008, portant ainsi le nombre d'actions d'Econocom Group SA/NV à 24 800 000.

Econocom Group SA/NV et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2008, 265 639 actions Econocom Group SA/NV, représentant 1,07 % du nombre total d'actions émises.

Les droits de vote afférents aux actions détenues par la société sont suspendus. Les dividendes des actions détenues par la société au moment de leur attribution par l'Assemblée Générale sont annulés.

Comptes consolidés du groupe

au 31 décembre 2008

États financiers consolidés

Compte de résultat consolidé et résultat par action

Bilan consolidé

Tableau des flux de trésorerie consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

Compte de résultat consolidé

au 31 décembre 2008

(en milliers €)	Note	2008	2007
Produits des activités poursuivies	23	716 886	700 664
Charges opérationnelles		(691 321)	(676 214)
Coût des ventes		(504 290)	(497 419)
Charges de personnel	24	(110 186)	(107 253)
Charges externes	25	(68 198)	(62 645)
Dotations aux amortissements et provisions	26	(2 412)	(2 185)
Impôts et taxes d'exploitation		(3 776)	(3 993)
Perte nette de valeur sur actifs	27	(147)	(2 487)
Autres produits et charges d'exploitation	28	341	490
Résultat financier opérationnel	29	(2 653)	(722)
Résultat opérationnel courant		25 565	24 450
Autres produits et charges opérationnels non courants	30	(518)	(54)
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	30		(611)
Résultat opérationnel		25 047	23 785
Produits financiers	31	372	301
Charges financières	31	(720)	(538)
Résultat avant impôt		24 699	23 548
Impôt	32	(5 843)	(5 215)
Résultat net - activités poursuivies		18 856	18 333
Activités abandonnées	11	(35)	(294)
Résultat net consolidé		18 821	18 039
Résultat net - part des minoritaires			(39)
Résultat net - part du groupe		18 821	18 000
Résultat par action - activités poursuivies	33	0,743	0,688
Résultat par action - activités abandonnées		(0,001)	(0,011)
Résultat net par action		0,742	0,677
Résultat dilué par action - activités poursuivies		0,738	0,682
Résultat dilué par action - activités abandonnées		(0,001)	(0,011)
Résultat net dilué par action		0,737	0,671

Bilan consolidé

au 31 décembre 2008

Actif (en milliers €)	Note	2008	2007 Pro forma
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	5	2 650	1 758
Écarts d'acquisition	6	28 774	26 035
Immobilisations corporelles nettes	7	9 571	8 397
Immeubles de placement	8	530	541
Immobilisations financières	9	16 578	12 665
Créances à long terme	10	1 459	1 614
Impôts différés Actif	32	7 270	6 984
Total actifs non courants		66 832	57 994
Actifs courants			
Stocks	12	7 614	8 232
Clients et autres débiteurs	13-14	225 132	180 454
Actifs d'impôts exigibles		4 254	3 251
Autres actifs courants	14	7 026	5 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	56 768	61 255
Total actifs courants		300 794	258 774
Actifs détenus en vue de la vente	11		13
Total bilan actif		367 626	316 781

2007 Pro forma : se référer aux notes 1.3 et 1.4 des Principes et méthodes comptables.

Passif (en milliers €)

	Note	2008	2007 Pro forma
Capital		16 181	16 181
Primes et réserves		49 337	46 900
Résultat de l'exercice		18 821	18 000
Total capitaux propres - part du groupe	17	84 339	81 081
Intérêts minoritaires	17	110	169
Total capitaux propres		84 449	81 250
Passifs non courants			
Dettes financières	20	11 182	15 246
Provisions	18	862	730
Provisions pour retraites et engagements assimilés	19	5 498	5 604
Autres dettes		1 014	1 343
Impôts différés Passif	32	3 748	2 892
Total passifs non courants		22 304	25 815
Passifs courants			
Dettes financières	20	21 435	17 656
Provisions	18	3 109	3 293
Passifs d'impôts courants		1 435	2 450
Fournisseurs et autres créditeurs courants	21	204 219	152 526
Autres passifs courants	21	30 675	33 717
Total passifs courants		260 873	209 642
Passifs liés aux actifs en cours de cession	11		74
Total bilan passif		367 626	316 781

2007 Pro forma : se référer aux notes 1.3 et 1.4 des Principes et méthodes comptables.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers €)

	2008	2007
Résultat net consolidé	18 821	18 039
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 612	4 059
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	–	611
Perte de valeur sur immobilisations financières	42	–
Perte de valeur sur créances commerciales, stocks et autres actifs courants	148	2 615
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	83	5
Perte/(gain) sur cession de société et d'activité	(183)	(167)
Impact non récurrent de la prise d'intérêt résiduel sur contrats TRO ^(a)	(3 757)	
Variations des provisions	376	(1 362)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	209	389
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	18 351	24 189
Charge d'impôt constatée	5 843	5 215
Coût de l'endettement financier net	4 478	2 644
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)	28 672	32 048
Variation des stocks	929	361
Variation des créances à long terme	206	1 281
Variation des créances courantes et autres actifs courants	(39 123)	(5 087)
Variation des dettes commerciales	39 128	(10 126)
Variation des autres dettes courantes	1 051	740
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	2 191	(12 831)
Impôt décaissé (c)	(7 094)	(2 670)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	23 769	16 547

(en milliers €)

	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	23 769	16 547
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, hors activité de location	(4 934)	(3 530)
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles, hors activité de location	334	134
Acquisition et cession des immobilisations corporelles affectées à l'activité de location	(98)	136
Acquisition d'immobilisations financières	(1 006)	(801)
Cession d'immobilisations financières	3 164	3 168
Acquisition de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	(4 336)	(5 082)
Cession de sociétés et d'activités hors activité abandonnée, nette de la trésorerie cédée	453	230
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	(6 423)	(5 745)
Augmentation des dettes financières non courantes	142	10 255
Remboursement des dettes financières non courantes	(4 842)	(1 797)
Augmentation des dettes financières courantes	8 952	8 645
Remboursement des dettes financières courantes	(5 455)	(16 304)
Intérêts décaissés	(4 478)	(2 644)
Acquisitions et cession d'actions propres	(9 188)	(18 934)
Dividendes décaissés au cours de l'exercice	(5 990)	(5 284)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	(20 859)	(26 063)
Incidence des différences de change sur la trésorerie	(933)	(100)
Variation de la trésorerie (d+e+f)	(4 446)	(15 361)

(1) Se référer à la note 1.13.3 : les valeurs résiduelles.

Les composantes de la trésorerie sont détaillées en note 15.

L'incidence des variations de périmètre sur la trésorerie est détaillée en note 34.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers €)	Nombre d'actions	Capital souscrit	Primes d'émission	Différence de conversion
31 décembre 2006	29 000 000	16 181	55 038	(38)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾		0	0	0
Résultat de l'exercice ⁽¹⁾				
Total des produits et charges⁽¹⁾		0	0	0
Dividendes distribués				
Différence de conversion				(389)
Variations liées aux avantages au personnel				
Autres variations				
Moins-value constatée sur la levée d'options sur actions				
Actions d'autocontrôle	(3 200 000)			
31 décembre 2007	25 800 000	16 181	55 038	(427)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾		0	0	(1 174)
Résultat de l'exercice ⁽¹⁾				
Total des produits et charges⁽¹⁾		0	0	(1 174)
Dividendes distribués				
Différence de conversion				
Variations liées aux avantages au personnel				
Autres variations				
Moins-value constatée sur la levée d'options sur actions				
Actions d'autocontrôle	(1 000 000)			
31 décembre 2008	24 800 000	16 181	55 038	(1 601)

(1) Voir tableau page 70.

Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux avantages au personnel	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Réserves et résultats	Actions propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
883	736		20 443	(5 015)	88 228	113	88 341
1 510	0	(3 183)	1 061	0	(612)	0	(612)
			18 000		18 000	39	18 039
1 510	0	(3 183)	19 061	0	17 388	39	17 427
			(5 296)		(5 296)		(5 296)
					(389)		(389)
	310				310		310
			(224)		(224)	17	(207)
			(268)		(268)		(268)
			(23 462)	4 794	(18 668)		(18 668)
2 393	1 046	(3 183)	10 254	(221)	81 081	169	81 250
452	0	757	(252)	0	(217)	(59)	(276)
			18 821		18 821		18 821
452	0	757	18 569	0	18 604	(59)	18 545
			(6 019)		(6 019)		(6 019)
			(180)		(180)		(180)
	41				41		41
					0		0
			(276)		(276)		(276)
			(7 628)	(1 284)	(8 912)		(8 912)
2 845	1 087	(2 426)	14 720	(1 505)	84 339	110	84 449

(1) Détail des produits et charges incluant les produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :

(en milliers €)	2008	2007
Résultat net consolidé	18 821	18 039
Ajustements à la juste valeur des instruments financiers et autres actifs financiers	452	1 510
Variation des écarts de conversion	(1 174)	
Gains/pertes actuariels sur avantages au personnel	757	(3 183)
Impôts relatifs aux éléments directement crédités ou débités dans les capitaux propres	(252)	1 061
Autres variations nettes	(59)	
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(276)	(612)
Total des produits et charges comptabilisés	18 545	17 427
<i>attribuable au groupe</i>	<i>18 604</i>	<i>17 388</i>
<i>attribuable aux intérêts minoritaires</i>	<i>(59)</i>	<i>39</i>

Notes annexes aux états financiers consolidés

- | | | |
|--|--|--|
| 1. Principes et méthodes comptables | 16. Juste valeur des actifs financiers | 29. Résultat financier d'exploitation |
| 2. Variation du périmètre de consolidation | 17. Capitaux propres consolidés | 30. Autres produits et charges opérationnels non courants |
| 3. État des filiales | 18. Provisions | 31. Résultat financier |
| 4. Informations sectorielles | 19. Provisions pour retraites et engagements assimilés | 32. Impôt sur le résultat |
| 5. Immobilisations incorporelles | 20. Dettes financières | 33. Résultat par action |
| 6. Écarts d'acquisition | 21. Fournisseurs, autres créditeurs et autres passifs courants | 34. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés |
| 7. Immobilisations corporelles | 22. Juste valeur des passifs financiers | 35. Gestion des risques |
| 8. Immeuble de placement | 23. Produits des activités poursuivies | 36. Engagements hors bilan |
| 9. Immobilisations financières | 24. Charges de personnel | 37. Passifs éventuels |
| 10. Créances à long terme | 25. Charges externes | 38. Informations sur les parties liées |
| 11. Actifs et passifs détenus en vue de la vente | 26. Dotations et reprises aux amortissements et provisions | 39. Événements postérieurs à la clôture |
| 12. Stocks | 27. Perte nette de valeur sur actifs | 40. Appréciations émises par la Direction et sources d'incertitude |
| 13. Clients | 28. Autres produits et charges d'exploitation courante | |
| 14. Autres débiteurs et autres actifs courants | | |
| 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie | | |

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers

Les comptes du groupe Econocom au 31 décembre 2008 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté par l'Union européenne (règlement 1606/2002 du 19 juillet 2002). Ils intègrent les comptes de la société Econocom Group SA/NV et de ses filiales.

Ils sont présentés en milliers d'euros (K€).

Les comptes consolidés et les comptes sociaux ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 mars 2009 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2009.

Les comptes sont mis à la disposition des actionnaires en date du 1^{er} mai 2009.

1.2. Nouvelles normes IFRS

1.2.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008

Le groupe a adopté toutes les normes et interprétations nouvelles et révisées publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et approuvées par l'Union européenne, applicables à ses opérations à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le groupe a opté pour l'application des dispositions particulières du règlement CE n° 611-2007 qui autorise le report de l'adoption d'IFRIC 11 « Interprétation IFRIC 11, IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe » au 1^{er} janvier 2009.

Les normes, amendements ou interprétations s'appliquant au groupe sont les suivantes :

Normes	Date d'application		Impacts groupe
	UE ⁽¹⁾	Groupe	
IFRIC 11 IFRS 2			
Actions propres et transactions intra-groupe	1 ^{er} mars 2008	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
Amendement IAS 39 et IFRS 7			
Reclassement d'actifs financiers	Reclassement à compter du 1 ^{er} juillet 2008	1 ^{er} juillet 2008	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom

(1) Sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne.

1.2.2. Nouvelles normes, amendements et interprétations dont l'application anticipée est permise

Le groupe Econocom a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

Normes		Date d'application		Impacts groupe attendus
		UE ⁽¹⁾	Groupe	
IAS 1 révisée	Présentation des états financiers	01/01/2009	01/01/2009	Présentation modifiée des états financiers
IAS 23 révisée	Coûts des emprunts	01/01/2009	01/01/2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRIC 13	Programme de fidélisation des clients	01/01/2009	01/01/2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRIC 14	IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies	01/01/2009	01/01/2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRS 8	Secteurs opérationnels	01/01/2009	01/01/2009	Étude d'impact en cours. Pas d'incidence significative identifiée
IFRS 2 Amendement	Paiement fondé sur des actions – Conditions d'acquisition et annulation	01/01/2009	01/01/2009	Sans incidence significative sur les comptes du groupe Econocom

(1) Sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne.

1.2.3. Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union européenne

Normes		Date d'application IASB	Impacts groupe attendus
IAS 39 Amendement	Instruments financiers – Éligibilité des instruments couverts	01/07/2009	Sans incidence significative sur les comptes du groupe Econocom au 31 décembre 2008
IFRS 3 révisée	Regroupement d'entreprises	01/07/2009	Étude d'impact en cours
IAS 27 révisée	États financiers consolidés et individuels	01/07/2009	Présentation modifiée des états financiers
IAS 32 et IAS 1 Amendement	Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation	01/01/2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRIC 12	Concessions	01/01/2008	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRIC 16	Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger	01/10/2008	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
IFRIC 17	Distributions en nature aux actionnaires	01/07/2009	Sans incidence sur les comptes du groupe Econocom
Premier projet annuel d'améliorations des IFRS		01/01/2009	Impacts en cours d'évaluation

1.3. Changement de méthode comptable

Dans le cadre de l'option laissée par la norme IAS 19 Avantages du personnel, et afin de mieux prendre en compte les effets en France de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008, le groupe a opté pour la comptabilisation en capitaux propres de l'intégralité des gains et pertes actuariels déterminés dans le cadre de l'évaluation des régimes de retraite à prestations définies, au cours de la période durant laquelle ils surviennent.

Cette méthode SoRIE (Statement of Recognized Income and Expense) se substitue à la méthode dite « du corridor » utilisée par le groupe jusqu'alors. Celle-ci consistait en l'étalement des écarts actuariels sur la durée résiduelle moyenne de vie active des bénéficiaires, pour la part excédant le plus grand de 10 % de la valeur actuelle de l'obligation ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

Les conséquences de ce changement de méthode comptable sont les suivantes :

- compte de résultat : celui-ci ne supporte plus l'étalement des écarts actuariels non reconnus tel que défini ci-dessus ;
- bilan : l'intégralité des gains et pertes actuariels jusqu'à non reconnus ont été comptabilisés en provision, un impôt différé actif a été constaté et le montant net a été imputé sur les capitaux propres.

Les impacts de ce changement de méthode sont détaillés ci-après :

Bilan

(en milliers €)

	2008	2007	Ouverture 2007
Variation de la provision pour retraite	757	(1 478)	(1 705)
Variation des impôts différés actifs afférents	(252)	493	568
Variation des capitaux propres	505	(985)	(1 137)

Pour 2007, ce changement de méthode n'affecte pas le compte de résultat et par voie de conséquence le bénéfice par action. En 2008, il affecte positivement le compte de résultat de 391 K€.

	SoRIE	CORRIDOR	Différence
Ouverture 2007	(703)	(703)	-
Variation de périmètre	(700)	(700)	-
Compte de résultat 2007	(251)	(251)	-
SoRIE/Capitaux propres 2007	(3 183)	-	(3 183)
Clôture 2007	(4 837)	(1 654)	(3 183)
Compte de résultat 2008	(277)	(668)	391
SoRIE/Capitaux propres 2008	757	-	757
Clôture 2008	(4 357)	(2 322)	(2 035)

1.4. Informations comparatives

L'application de l'option pour la comptabilisation des écarts actuariels dans les capitaux propres et la modification de l'écart d'acquisition de la société Tecno-

lease (note 6) ont une incidence sur les états financiers consolidés 2007, tel que cela apparaît dans le tableau ci-après.

Bilan

(en milliers €)

	2007 Pro forma	Publié	Retraitement
Écarts d'acquisition	26 035	25 541	494
Immobilisations financières	12 665	12 993	(328)
Impôts différés – Actif	6 984	5 923	1 061
Actifs non courants	57 994	56 767	1 227
Clients et autres débiteurs	180 454	180 674	(220)
Actifs courants	258 774	258 994	(220)
Total bilan actif	316 781	315 774	1 007
	2007 Pro forma	Publié	Retraitement
Capitaux propres part du groupe	81 081	83 203	(2 122)
Total des capitaux propres	81 250	83 372	(2 122)
Provisions pour retraite et engagements assimilés	5 604	2 421	3 183
Total passifs non courants	25 815	22 632	3 183
Provisions courantes	3 293	3 347	(54)
Total passifs courants	209 642	209 696	(54)
Total bilan passif	316 781	315 774	1 007

1.5. Principes comptables, jugements et recours à des estimations

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la Direction du groupe Econocom est amenée à faire appel à des jugements pour définir ses principes comptables et à des estimations pour déterminer l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges qui peuvent avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

1.5.1. Principes comptables

Les principes comptables retenus par le groupe sont listés ci-dessous et décrits dans les notes ci-après correspondantes :

- Écarts d'acquisition et tests de dépréciation (se reporter aux notes 1.8 et 1.14)
- Comptabilisation des contrats de location dans le cadre de l'activité IT Financial Services (note 1.11)
- Classification des instruments financiers (notes 1.17 et 1.20)
- Comptabilisation des produits de l'activité (note 1.24)

1.5.2. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés du groupe Econocom implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Les principales méthodes comptables dont l'application nécessite le recours à des estimations portent sur les éléments développés en note 40 – Appréciations émises par la Direction et sources d'incertitude.

1.6. Méthodes de consolidation

Filiales

Les filiales sont les sociétés sur lesquelles Econocom exerce un contrôle exclusif. Ce dernier est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités. Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au groupe ; les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Le groupe comptabilise les participations dans lesquelles il exerce le contrôle exclusif selon la méthode de l'intégration globale : les actifs, passifs, produits et charges de la filiale sont intégrés à 100 %, ligne à ligne dans les états consolidés, et la quote-part des capitaux propres et du résultat net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en intérêts minoritaires au bilan et au compte de résultat consolidés.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les participations dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles de l'entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque la société mère dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Le groupe comptabilise ses investissements dans les entreprises associées selon la méthode de la mise en équivalence : la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée à son coût d'acquisition, puis sa valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs de l'entreprise détenue.

1.7. Méthodes de conversion des éléments en devises

1.7.1. Conversion des états financiers des entités étrangères

Les états financiers des activités à l'étranger sont convertis en Euro, monnaie de présentation des états financiers du groupe Econocom. Tous les actifs et passifs des entités sont convertis au cours de clôture et les produits et charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les réserves de conversion résultant de ce traitement et celles résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus dans le poste « Réserves » des capitaux propres consolidés. Lors de la cession ou de la liquidation d'une entité étrangère, ces différences de change sont reprises dans le compte de résultat comme élément de résultat de cession.

Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le groupe a retenu l'option offerte par IFRS 1 consistant à remettre à zéro les écarts précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros. Le montant existant au 1^{er} janvier 2004 en normes belges a été reclassé en réserves, sans impact sur les capitaux propres, part du groupe. Il ne sera donc pas tenu compte dans les résultats de cessions futures d'entités consolidées des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS.

1.7.2. Conversion des transactions en devises étrangères

Les opérations libellées en monnaie étrangère des filiales sont initialement enregistrées dans leur monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère sont comptabilisés au coût historique et convertis au cours de change à la date de la transaction.

	31/12/2008		31/12/2007		31/12/2006	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
USD	0,719	0,680	0,679	0,727	0,759	0,798
GBP	1,050	1,256	1,364	1,458	1,489	1,465
MAD	0,089	0,090				

1.8. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Regroupements postérieurs au 1^{er} janvier 2004

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode d'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables et les passifs éventuels de la société acquise qui satisfont aux critères IFRS de reconnaissance sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond :

- à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise,
- et
- au montant des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

La différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs identifiés et passifs éventuels à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Lorsqu'un écart d'acquisition est déterminé de façon provisoire à la clôture de l'exercice au cours duquel l'acquisition est réalisée, le groupe comptabilise les ajustements de ces valeurs provisoires dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Si les changements entre les valeurs provisoires et les valeurs finales affectent significativement la présentation des états financiers, l'information comparative présentée pour la

période précédant la finalisation des justes valeurs est retraitée comme si les valeurs avaient été finalisées dès la date d'acquisition.

Lorsque l'écart entre le coût du regroupement et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels est négatif, il est immédiatement constaté en résultat.

Ultérieurement, les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué d'éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur, déterminées conformément à la méthode décrite à la note 1.14. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel de manière irréversible.

Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le groupe n'a pas, conformément à l'option offerte par IFRS 1, revisité les calculs des écarts d'acquisition effectués lors des acquisitions réalisées avant le 1^{er} janvier 2004.

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées, soit à leur coût d'acquisition, soit à la juste valeur à la date d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Postérieurement à la date d'acquisition, elles sont évaluées à leur coût d'entrée diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur la durée d'utilité économique.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ne sont pas amorties.

Les actifs incorporels acquis par le groupe sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles dépréciations. Ils comprennent essentiellement les licences d'exploitation et les logiciels informatiques.

Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

1.10. Immobilisations corporelles

1.10.1. Immobilisations corporelles détenues en propre

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

La dotation aux amortissements est comptabilisée selon le mode linéaire ou dégressif, sur la durée prévue d'utilisation des actifs et en tenant compte, le cas échéant, de la valeur résiduelle :

Durée d'utilité, en années

Constructions	20 - 50
Agencements	10
Matériels informatiques	3 - 7
Matériel de transport	4 - 7
Mobilier	10

Les terrains ne sont pas amortis.

Lorsqu'une immobilisation corporelle est constituée de composants ayant des durées d'utilisation différentes, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts dans les immobilisations corporelles.

Les profits ou les pertes provenant de la cession d'une immobilisation corporelle sont déterminés par la différence entre les produits de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé et sont inclus dans les « Autres produits et charges d'exploitation ».

1.10.2. Immobilisations corporelles acquises en location-financement

Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des avantages et les risques inhérents à la propriété des biens sont comptabilisés au bilan, au démarrage du contrat de location, à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimum au titre de la location. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette. Les charges financières sont enregistrées en compte de résultat au poste « Charge de dettes long terme » inclus dans le détail du résultat financier.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens acquis en propre de catégorie identique.

1.11. Immeubles de placement

L'immeuble de placement est un bien immobilier détenu en propre ou via un contrat de location pour en retirer des loyers et/ou valoriser le capital investi.

Au moment de son acquisition, l'immeuble de placement est évalué à son coût, frais d'acquisition inclus.

Les évaluations ultérieures sont faites au coût amorti.

1.12. Autres immobilisations financières

Les titres de participations dans les sociétés non consolidées sont inscrits à leur juste valeur. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à ce que les titres soient aliénés, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice.

1.13. Contrats de location dans le cadre de l'activité IT Financial Services

La quasi-totalité des contrats de location de l'activité IT Financial Services sont des contrats de type location-financement (Financial Lease). Mais cette activité peut être amenée à signer quelques contrats de type location simple.

1.13.1 Les contrats de location-financement (Financial Lease)

Les contrats de location sont pour la plupart des contrats refinancés dont l'économie est la suivante : les matériels et les contrats y afférents sont cédés à un organisme de refinancement pour un prix global intégrant, outre la valeur actuelle des loyers à percevoir, la valeur résiduelle des matériels. Cette valeur résiduelle est le prix auquel le groupe s'engage à racheter le matériel à l'expiration

du contrat de location. Les loyers dus par les clients sont versés directement aux organismes de refinancement, et ce, sans recours, le groupe se trouvant ainsi dégagé du risque d'insolvabilité de ses clients. Sur le plan juridique, le groupe perd la propriété des équipements à dater de la cession et la recouvre au terme du contrat lorsqu'elle honore son engagement de rachat.

Le chiffre d'affaires, le coût des ventes et l'intérêt résiduel sont comptabilisés au fur et à mesure des livraisons successives des actifs, au prorata du montant de ces livraisons.

La norme IAS 17 indique que la comptabilisation doit avoir lieu à la date à laquelle le preneur est autorisé à exercer son droit d'utilisation des actifs loués. L'article 5.1 de nos Conditions Générales de Vente définit cette date comme étant la date de livraison des actifs loués.

Les contrats refinancés

Les contrats sont comptabilisés comme suit :

Bilan

- L'écart entre l'intérêt résiduel du groupe dans les actifs loués (défini au paragraphe ci-dessus) et la valeur résiduelle des actifs loués (engagement de rachat du groupe envers les organismes de refinancement, défini dans le paragraphe relatif à l'économie des contrats) est porté à l'actif du bilan s'il est positif. Il est porté au passif du bilan s'il est négatif.

Compte de résultat

- Le chiffre d'affaires est égal à la valeur actualisée des paiements minimum (qui correspondent aux paiements que le preneur est tenu d'effectuer durant la période de collecte et la durée du contrat de location) ;

- Le coût des ventes est égal au coût d'achat de l'actif ;
- L'intérêt résiduel du groupe dans les actifs loués (cf. 1.13.3) est comptabilisé en minoration du coût des ventes pour sa valeur actualisée.

Le cas spécifique des bridges (emprunts court terme adossés) sur contrats ROF (Roll Out Facility) et TRO (Technology Refresh Option)

Ces contrats démarrent systématiquement par une période d'investissement – dite « période de réalisation » – précédant le début de la période initiale de location.

Afin de refinancer les investissements effectués durant la période de réalisation, une cession sans recours (pour ne plus être en risque de crédit sur le client) de l'investissement à un organisme de refinancement est réalisée. Le groupe traite cette opération de financement comme une cession entraînant au bilan une substitution des « factures à émettre » sur le client par une créance sur l'organisme de refinancement.

Ces opérations, traitées pour des raisons administratives en deux étapes (un bridge lors de la période de réalisation suivi d'un refinancement consécutif au début de la période initiale de location), constituent en substance une seule transaction, sous réserve que le bridge et le refinancement consécutif se fassent avec le même refinancier et que les conditions du refinancement consécutif soient déterminées au moment du bridge.

Le cas spécifique des prolongations de contrats de location

La reconnaissance des revenus sur les prolongations de contrats de location suit la qualification initiale du contrat de location, à savoir :

- Si le contrat initial est qualifié de contrat de location opérationnel, le revenu de la prolongation sera reconnu de façon étalée sur la durée de la prolongation ;
- Si le contrat de location initial est qualifié de contrat de location financière, le revenu de la prolongation sera reconnu intégralement le premier jour de la prolongation.

Les contrats non refinancés

Ils concernent une très petite minorité de contrats.

Leur comptabilisation est la suivante :

Bilan

Les créances de location se substituent à la valeur des équipements au bilan.

Compte de résultat

Le résultat est constaté au fur et à mesure des livraisons pour les éléments suivants :

- Chiffre d'affaires : valeur actualisée des paiements minimaux.
- Coût des ventes : valeur comptable de l'actif loué.

Il est constaté de façon périodique pour les éléments suivants :

- Produits financiers : produit financier mensuel correspondant à la différence entre le loyer facturé mensuellement et la quote-part mensuelle de la valeur actualisée.

1.13.2. Les contrats de location simple (Operating Lease)

Le groupe Econocom conserve l'ensemble des risques liés au contrat de location puisqu'il n'y a pas transfert des principaux risques et avantages liés à la propriété de l'actif.

Bilan

Les équipements sont maintenus à l'actif du bilan et amortis de façon linéaire jusqu'à atteindre leur valeur résiduelle, égale à l'intérêt résiduel de la société dans l'actif à la fin du contrat.

Compte de résultat

Le résultat est constaté de façon périodique, le chiffre d'affaires étant égal au loyer facturé et le coût égal à la dotation aux amortissements.

1.13.3. Les valeurs résiduelles

Comme indiqué précédemment, la société rachète aux organismes financiers les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat sont dénommées « valeurs résiduelles ».

Elles constituent une dette, en général à long terme, qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat en référence.

L'intérêt résiduel du groupe Econocom dans les actifs cédés correspond à une valeur de marché prévisionnelle.

Cet intérêt résiduel est calculé de la manière suivante :

- Pour tous les types de contrats hormis les contrats TRO (Technology Refresh Option), cette valeur de marché prévisionnelle est calculée selon une méthode d'amortissement dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement. Cet intérêt résiduel constitue un actif à long terme qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat en référence.
- En raison de la nature particulière des contrats TRO, la méthode d'amortissement dégressive accélérée décrite ci-dessus n'est pas applicable. La valeur de marché prévisionnelle pour ces contrats est calculée en prenant un pourcentage fixe du prix d'achat d'origine des équipements. Sur l'exercice 2008, la confirmation de la bonne maîtrise de ces contrats et la connaissance d'un historique suffisant ont permis de procéder à un changement d'estimation comptable, qui a généré la prise en compte d'un intérêt résiduel sur les TRO de 2 %.

La comptabilisation d'un intérêt résiduel sur les TRO a été appliquée pour la première fois sur l'exercice 2008. Il en résulte une augmentation brute de l'intérêt résiduel global de 4,8 M€ dans les états financiers consolidés, soit 3,7 M€ net de commissions. Cet impact a été reconnu par le compte de résultat et n'a pas, pour l'essentiel, de caractère récurrent.

Par contrat, les différences positives et négatives entre la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière sont respectivement portées en immobilisations financières et en dettes financières.

1.14. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Le groupe Econocom apprécie à chaque date de clôture s'il existe des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquant qu'une perte de valeur est susceptible d'avoir affecté les actifs non courants. Lorsqu'une telle indication existe ou lorsqu'un test de perte de valeur annuel est requis pour un actif (écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie), une évaluation de la valeur recouvrable de l'actif est effectuée.

Pour ce test d'évaluation de la valeur recouvrable, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur recouvrable de l'UGT est évaluée soit par référence à sa valeur d'utilité (déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie nets attendus pour l'UGT), soit par référence à sa juste valeur diminuée des frais de vente (déterminée par le montant que le groupe encaisserait s'il revendait l'UGT).

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT, c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des frais de vente, est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Dans le cadre du groupe :

a) Détermination des UGT

Les UGT correspondent aux activités du groupe par pays.

Les écarts d'acquisition sont testés par activité et par pays et par comparaison entre la valeur comptable des actifs de l'UGT auxquels ils appartiennent et la valeur recouvrable de cette UGT.

Les immeubles de placement sont testés individuellement.

b) Les modalités de détermination de la valeur recouvrable des UGT sont les suivantes :

L'évaluation est faite par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale basée sur un taux de croissance à l'infini des produits générés par l'actif valorisé.

Les projections sont basées sur une durée maximale de 4 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) avant impôt de l'activité. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacune des activités.

Si cette évaluation fait état d'une perte de valeur, elle est constatée dans le poste « Perte de valeur sur écarts d'acquisition » du compte de résultat.

Conformément à la norme IAS 36, les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

1.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant ou un groupe d'actifs et de passifs est classé comme « détenu en vue de la vente » quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue et que la cession est hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus faible de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des frais de cession.

Une activité abandonnée est définie comme un composant de l'entreprise qui fait l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue de la vente et qui représente une activité significative pour le groupe Econocom ou est une filiale acquise uniquement dans le but de la revente.

Les éléments du résultat et du tableau des flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils ont un caractère matériel.

1.16. Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible valeur soit de leur coût de revient, selon la méthode du coût moyen pondéré, soit de leur valeur nette de réalisation. Cette dernière correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.17. Actifs financiers

Les actifs financiers sont répartis entre les quatre catégories suivantes : les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à l'échéance et les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs financiers sont répartis en actifs courants et non courants conformément à la norme IAS 1. Les transactions sur actifs financiers sont comptabilisées à la date de règlement.

1.17.1. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur qui correspond au coût d'acquisition, majoré des coûts de transaction. À chaque arrêté des comptes, ils sont évalués à leur juste valeur (valeur de marché que le groupe Econocom considère comme juste valeur). Les variations de valeur de marché sont enregistrées via les capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente font l'objet d'un suivi individuel de dépréciation : en cas d'indication objective d'une dépréciation, une perte de valeur est enregistrée en résultat (irréversible en ce qui concerne les instruments de capitaux propres).

1.17.2. Prêts et créances

Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis au coût amorti lors de chaque clôture, en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie inclut les créances clients et autres débiteurs, les prêts et dépôts de garantie, les créances rattachées à des participations, la trésorerie, les avances

en comptes courants consenties à des entités associées ou non consolidées.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat et peut être reprise si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement sur les exercices suivants.

1.17.3. Placements détenus jusqu'à l'échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que l'entreprise a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Ces placements sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat.

1.17.4. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur avec inscription des variations de juste valeur en résultat.

Cette catégorie couvre :

- les actifs financiers considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les actifs que le groupe a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lesquels il existe une pratique de cession à court terme ;
- les actifs désignés explicitement par le groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation de juste valeur est enregistrée en résultat.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans le poste Dettes financières.

La norme IAS 7 définit les équivalents de trésorerie comme des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur ; les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique Résultat financier opérationnel.

1.19. Actions propres

Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

1.20. Passifs financiers

Les passifs financiers sont répartis entre les deux catégories suivantes : les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les passifs financiers au coût amorti.

La catégorie des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat recouvre :

- les passifs considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les passifs encourus principalement en vue d'être vendus ou rachetés à court terme ;
- les passifs désignés explicitement par le groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation à la juste valeur est enregistrée en résultat.

Les passifs financiers du groupe sont constitués essentiellement d'un emprunt, des comptes courants de trésorerie passifs, des concours bancaires de trésorerie, de la dette enregistrée en contrepartie des actifs en location-financement et des dettes d'affacturage. Ils sont évalués au coût amorti.

1.20.1. Dettes d'affacturage

Pour couvrir leurs besoins de trésorerie, certaines filiales du groupe Econocom ont recours à l'affacturage. L'affacturage entraîne, via la subrogation conventionnelle, le transfert de propriété des créances commerciales et de tous les droits

associés au profit du cessionnaire. Cela implique qu'il y a transfert du droit à recevoir les flux de trésorerie.

Selon l'IAS 39 – Instruments financiers, si la quasi-totalité des risques et avantages liés à ces créances est transférée au cessionnaire, alors il y a décomptabilisation des créances au bilan du cédant. Sinon, ces créances demeurent au bilan après cession et une dette financière est constatée en contrepartie de la trésorerie reçue.

1.21. Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le groupe utilise un instrument dérivé, un contrat de swap, pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt. La politique du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité et non à des fins spéculatives.

Pour les besoins de comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme, tel qu'un prêt ou emprunt à taux fixe ou un actif ou passif en devise étrangère ;
- soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables :
 - à un actif ou un passif tel que des prêts ou emprunts à taux variables,
 - à une transaction future hautement probable,
 - ou à un engagement ferme pour une couverture de risque de change.

À la date de mise en place d'une opération de couverture, le groupe désigne de manière formelle l'instrument financier auquel sera appliquée la comptabilité de couverture et documente :

- la relation de couverture,
- l'efficacité de la relation de couverture par la réalisation de tests d'efficacité dès l'initiation et de manière continue durant tous les exercices pour lesquels la couverture a été désignée.

Les instruments de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture sont comptabilisés de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat de la période. L'instrument de couverture et l'instrument couvert sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché ;
- couverture de flux de trésorerie : le profit ou la perte net d'impôt relatif à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé en capitaux propres et la partie inefficace est comptabilisée en compte de résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction affecte le compte de résultat.

1.22. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) actuelle à l'égard de tiers, provenant d'événements passés, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice

des tiers et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Dans le cas de restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

Les provisions sont évaluées à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle, le taux d'actualisation étant déterminé sur base des appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent ainsi que les risques spécifiques du passif en question.

Les passifs éventuels sont ceux dont l'existence doit être confirmée par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle du groupe ou pour lesquels la sortie de ressources ne peut être évaluée de manière fiable. Ils ne font pas l'objet de provision.

1.22.1. Provisions non courantes

Les principales natures de provisions non courantes sont les suivantes :

- Provisions pour restructuration :
 - suite à des opérations de réorganisation lors de rapprochement avec d'autres sociétés ;
 - suite à l'apurement de situations défavorables ou abandon d'un secteur d'activité ;
 - suite à une amélioration de la productivité.

Ces provisions pour restructuration résultent d'une obligation, d'un engagement de la société vis-à-vis de tiers à la clôture.

- Provisions pour litiges

Ces provisions concernent principalement des litiges sur exercices antérieurs.

1.22.2. Provisions courantes

Les provisions courantes comprennent principalement les provisions pour litiges et sont évaluées à hauteur des sorties de ressources probables qu'occasionneront les procès ou litiges en cours dont le fait générateur existait à la date de clôture.

Les provisions pour litiges et contentieux comprennent les débours estimés au titre des litiges, contentieux et réclamations de la part des tiers. Elles incluent également les charges relatives aux contentieux de nature sociale et fiscale. Le montant des redressements notifiés fait l'objet d'une provision si la société concernée estime que la prise en compte du bien-fondé de sa position dans le contentieux l'opposant aux administrations n'est pas hautement probable. La part des redressements qui ne fait pas l'objet de contentieux est enregistrée en dette dès que le montant est connu.

1.23. Avantages au personnel

1.23.1. Avantages à court terme et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Le groupe comptabilise en Charges de personnel le montant des avantages à court terme, ainsi que les cotisations à payer au titre des régimes de retraite généraux et obligatoires. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

1.23.2. Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme (provisions pour retraite et engagements assimilés)

Ces régimes concernent essentiellement la France pour le versement d'indemnités conventionnelles de départ en retraite.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de services donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constitué au regard des engagements de retraites et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de

l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et d'autre part les effets de changement d'hypothèses actuarielles.

À compter de l'exercice 2008 (changement de méthode comptable note 1.3), les écarts actuariels sont comptabilisés intégralement dans les capitaux propres, nets d'impôts différés, conformément à l'option SoRIE introduite par l'option laissée par la norme IAS 19.

1.24. Reconnaissance des revenus

La norme applicable est IAS 18 Produits des activités ordinaires.

• Activité IT Financial Services

IAS 17 est la norme appliquée pour la reconnaissance des revenus ; celle-ci dépend du type de contrat, comme précisé en note 1.13.

• Activités Products and Solutions et Telecom Services

Les ventes de produits sont comptabilisées lors de la livraison et à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété.

• Activité Managed Services

Les ventes de prestations de services effectuées par nos activités sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à l'entreprise et que nous pouvons les évaluer de façon fiable.

Les prestations de services qui recouvrent plusieurs périodes comptables sont comptabilisées selon la

méthode du pourcentage d'avancement. Le pourcentage est obtenu en comparant les coûts cumulés à la clôture par rapport au coût total planifié du projet. S'il apparaît que le total des coûts identifiés va dépasser le prix que le client est disposé à payer, la perte à terminaison est reconnue immédiatement.

1.25. Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste regroupe des produits et charges en nombre très limité, inhabituels, peu fréquents et significatifs au niveau consolidé, que le groupe Econocom présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

1.26. Impôts

Le poste « Impôts » comprend les impôts de l'exercice (impôts à payer sur base du bénéfice imposable et rectifications éventuelles sur années antérieures) et les impôts différés.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs, à l'exception des cas particuliers prévus par la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat et notamment des écarts d'acquisition.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués sur la base des taux d'impôts de l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé et le passif réglé. Les taux d'impôts utilisés

sont ceux qui sont applicables ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable.

Les impôts relatifs aux éléments directement reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en contrepartie des réserves consolidées.

1.27. Résultat net par action

Le résultat de base par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, c'est-à-dire en tenant compte prorata temporis des actions détenues en autocontrôle.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture et en excluant les instruments antidilutifs.

Les plans d'options de souscription d'actions non dilutifs ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

1.28. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le groupe a mis en place des plans d'options de souscription d'actions au bénéfice de son personnel (note 17.3.1).

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les éléments de rémunération du personnel réglés en instruments de capitaux propres sont comptabilisés en Charges de personnel au compte de résultat en contrepartie des capitaux propres.

Pour les plans d'attributions d'options de souscription d'actions, la charge totale est évaluée de façon définitive à la date d'attribution des options, selon le modèle de Black-Scholes-Merton et répartie en résultat sur la période d'acquisition des droits.

Conformément aux dispositions des normes IFRS 1 et IFRS 2, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1^{er} janvier 2004 sont évalués et comptabilisés en Charges de personnel.

1.29. Informations sectorielles

Les activités opérationnelles du groupe Econocom sont organisées en domaines d'activités stratégiques et gérées suivant la nature des services vendus dans les environnements économiques donnés.

Le premier niveau d'information sectorielle pour le groupe Econocom est le secteur d'activité. Le second niveau d'information est le secteur géographique.

Les résultats, actifs et passifs des secteurs, comprennent les éléments directement ou indirectement attribuables à un secteur d'activité.

Les investissements sectoriels correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés aux conditions normales du marché.

Les secteurs d'activité du premier niveau d'information sectorielle sont les suivants :

- **IT Financial Services** : financement des infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

- **Managed Services** :

- Prestations complètes de gestion des ressources informatiques distribuées : services de conseil, d'infogérance et de support.

- Pour les entités A2Z, une offre de services spécifiques aux besoins des PME-PMI : gestion complète des postes de travail et des moyens de communication facturée sur la base d'un coût mensuel par utilisateur.

- **Products and Solutions** : prestations allant de la vente de matériels et logiciels (PC, serveurs, imprimantes et licences) à l'intégration de systèmes.

- **Telecom Services** : prestations complètes de gestion des ressources télécoms.

Le groupe Econocom représente son secteur secondaire en cinq secteurs géographiques : France, Belgique/Luxembourg, Pays-Bas, Europe du Sud (Espagne et Italie) et autres pays.

L'information sectorielle du groupe Econocom est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers consolidés.

1.30. Autres informations

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

2. Variation du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe Econocom établis au 31 décembre 2008 incluent les comptes des sociétés dont la liste est donnée dans la note 3 - État des filiales.

Les incidences sur la trésorerie des variations significatives de la période sont présentées dans la note 34.

2.1. Entrées dans le périmètre de consolidation et augmentation de pourcentage d'intérêts sur l'exercice 2008

2.1.1. Acquisitions

- La société Econocom Location SAS a acquis 100 % de la société Databail SAS. La société Databail détient 100 % de la société Jafa Consulting SAS.
- La société Atlance France SAS a acquis 20 % de la société Broke System SARL.

2.1.2. Création d'entreprises

- La société Econocom Maroc SARL a été créée en octobre 2008 pour héberger une plateforme de télé-services. Cette société est détenue à 100 % par la société Econocom Managed Services SAS (France).
- La société Econocom Enterprise Solutions France EURL a été créée en décembre 2008 pour héberger la conception et la commercialisation des offres dites « bundlées ». Cette société est détenue à 100 % par la société Econocom Location SAS.
- La société Econocom Gestion EURL a été créée en décembre 2008 pour héberger la conception et la commercialisation de tout service de gestion d'actifs informatiques et télécoms. Cette société est détenue à 100 % par la société Econocom Location SAS.

2.1.3. Liquidations/Dissolutions

- Econocom USA INC, détenue à 100 % par la société Econocom Group SA/NV, a été liquidée au 31 décembre 2008.
- Econocom France SAS, détenue à 100 % par la société Econocom Group SA/NV, a été dissoute en novembre 2008.

2.1.4. Restructurations internes sans impact en consolidation

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation de la structure juridique du groupe Econocom, les opérations suivantes ont été réalisées :

- fusion de Tecnolease avec Econocom Locazione SPA ;
- absorption d'Econocom Telecom Services SA/NV et d'Econocom Telecom SPRL par Econocom Managed Services SA/NV.

2.2. Entrées dans le périmètre de consolidation et augmentation de pourcentage d'intérêts sur l'exercice 2007

2.2.1. Acquisitions

La société Econocom Products and Solutions SAS a acquis :

- 93,32 % de la société Alliance Support Services (SA) ;
- le fonds de commerce Entreprises de The Phone House France.

La société Econocom Managed Services SAS a acquis la société Kentron. La société Kentron a ensuite fusionné avec la société Synopse.

La société Econocom Locazione SPA a acquis 100 % de la société de location de matériel informatique Tecnolease en Italie, fin novembre 2007.

2.2.2. Création d'entreprises

La société Asystel SAS a été créée en décembre 2007 pour héberger une des activités françaises de Telecom Services. Cette société est détenue à 100 % par la société Econocom Products and Solutions SAS (France).

2.2.3. Augmentation de pourcentage d'intérêts

Econocom Locazione Italia SPA a acquis 5 % complémentaires de la société Aperleasing, portant ainsi sa participation à 100 %. La société Aperleasing a ensuite fusionné avec la société Econocom Locazione SPA.

Econocom Managed Services SA/NV a porté sa participation à 100 % dans :

- Econocom Products and Solutions SAS (France) ;
- Econocom Telecom Services SA/NV.

2.2.4. Diminution de pourcentage d'intérêts

La société Econocom Group SA/NV a cédé 20 % de sa participation dans Econocom GmbH à ses managers locaux.

2.2.5. Restructurations internes sans impact en consolidation

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation des structures juridiques des sociétés détenant directement ou indirectement des participations, les opérations suivantes ont été réalisées :

- absorption d'Aperleasing par Econocom Locazione SPA ;
- cession d'Econocom Location SAS à Econocom Financial Services International BV ;
- cession d'Econocom PSF SA à Econocom Group SA/NV ;
- cession d'Econocom Telecom Services BV à Econocom Products and Solutions BV.

3. État des filiales

Entreprises consolidées par intégration globale

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2008	2007	
Econocom SAS	Clichy	FR 653 269 667 77	100 %	99,99 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Location SAS	Clichy	FR 513 324 398 68	100 %	100 %	EFS International BV Econocom Lease SA/NV
Atlance France SAS	Clichy	FR 774 408 146 14	100 %	100 %	Econocom Location SAS
Econocom Enterprise Solutions France EURL	Clichy	FR 785 096 021 32	100 %		Econocom Location SAS
Econocom Gestion EURL	Clichy	FR 915 096 026 86	100 %		Econocom Location SAS
G.I.E. Econocom	Clichy	FR 104 082 368 83	41,67 % 58,33 %	41,67 % 58,33 %	Econocom Group SA/NV Econocom SAS
Econocom Products and Solutions Belux SA/NV	Bruxelles	BE 042 685 15 67	100 %	99,99 % 0,01 %	Econocom Group SA/NV Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Managed Services SA/NV	Bruxelles	BE 043 209 34 28	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Telecom Services SA/NV ⁽¹⁾	Bruxelles	BE 045 618 46 64		100 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Telecom Sprl ⁽¹⁾	Bruxelles	BE 047 836 11 41		100 %	Econocom Telecom Services SA/NV
Atlance SA/NV	Bruxelles	BE 047 648 96 35	99,93 % 0,07 %	99,93 % 0,07 %	Econocom Lease SA/NV Econocom Managed Services SA/NV
Econocom PSF SA	Luxembourg	LU 181 844 17	0,08 % 99,92 %	100 %	Econocom Products and Solutions Belux SA/NV Econocom Group SA/NV
Econocom Luxembourg SA	Luxembourg	LU 134 543 64	100 %	100 %	Econocom Lease SA/NV
Econocom Lease SA/NV	Bruxelles	BE 043 132 17 82	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Nederland BV	Nieuwegein	NL 007 552 506 B01	100 %	100 %	EFS International BV
Econocom GmbH	Isenburg	DE 225 258 231	80 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Expert International Holding BV	Nieuwegein	NL 007 552 506 B02	50,1 %	50,1 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Products Services BV	Nieuwegein	NL 007 552 506 B01	100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom UK Ltd	Chertsey	GB 386 394 113	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom SA (Espagne)	Madrid	ES A78 017 282	100 %	99,98 % 0,02 %	Econocom Group SA/NV Econocom SAS

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2008	2007	
Econocom Locazione Italia SPA	Milan	IT 076 558 901 55	93,57 % 6,43 %	93,57 % 6,43 %	Econocom Group SA/NV Econocom SAS
Tecnolease SPA ⁽¹⁾	Milan	IT 038 225 409 63		100 %	Econocom Locazione Italia SPA
Econocom USA Inc ⁽¹⁾	Memphis			100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Promodata France SA	Clichy	FR 953 114 632 77	100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Promodata SNC	Clichy	FR 333 929 453 58	100 %	100 %	Econocom Promodata France SA
Databail SAS	Clichy	FR 55 345 358 782	100 %		Econocom Location SAS
Jafa Consulting SARL	Clichy	FR 10 491 225 330	100 %		Databail SAS
Econocom Products and Solutions SAS	Les Ulis	FR 953 315 664 30	100 %	99,56 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Managed Services SAS	Les Ulis	FR 083 422 331 03	100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Synopse SAS	Les Ulis	FR 064 009 426 11	100 %	100 %	Econocom Managed Services SAS
Econocom Maroc SARL	Rabat		100 %		Econocom Managed Services SAS
SCI Alexandre	Les Ulis	FR 713 789 003 85	99,90 %	99,90 %	Econocom Products and Solutions SAS
Econocom France SAS ⁽¹⁾	Clichy	FR 804 395 782 53		100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Telecom Services SAS	Clichy	FR 503 532 352 45	100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Alliance Support Services SA	Les Ulis	FR 464 513 670 72	93,32 %	93,32 %	Econocom Products and Solutions SAS
Asystel SAS	Clichy	FR 185 017 211 53	100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Econocom Telecom BV	Nieuwegein	NL 811 786 109 B01	100 %	100 %	Econocom Products Services BV Econocom Telecom Services SA/NV
A2Z Holding NV	Bruxelles	BE 044 560 86 94	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
A2Z Solutions NV	Bruxelles	BE 044 848 72 20	100 %	100 %	A2Z Holding NV
Data Networks France SARL	Clichy	FR 314 141 463 24	100 %	100 %	A2Z Holding NV
EFS International BV	Nieuwegein	NL 817 289 094 B01	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV

(1) Se référer à la note 2 : Variation du périmètre de consolidation.

4. Informations sectorielles

4.1. Information par secteur d'activité

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

(en milliers €)	IT Financial Services		Products and Solutions		Managed Services		Telecom Services		Autres sociétés ⁽¹⁾		Total consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Chiffre d'affaires												
Chiffre d'affaires externe	357 496	344 115	184 321	190 050	142 097	133 958	32 966	32 511	6	30	716 886	700 664
Chiffre d'affaires interne	3 427	4 589	10 637	19 807	12 049	14 215	3 676	746	18 416	17 143	48 205	56 500
Total chiffre d'affaires	360 923	348 704	194 958	209 857	154 146	148 173	36 642	33 257	18 422	17 173	716 886	700 664
Résultat												
Résultat opérationnel courant par segment	15 968	15 315	2 571	3 279	5 398	6 146	1 288	527	340	(817)	25 565	24 450
Résultat opérationnel par segment	15 654	15 397	2 571	3 279	5 398	5 747	1 084	259	340	(897)	25 047	23 785
Charges d'intérêt	(25)	(65)	(484)	(342)	(124)	(131)	(87)				(720)	(538)
Produits d'intérêt	372	293								8	372	301
Résultat financier	347	228	(484)	(342)	(124)	(131)	(87)	0	0	8	(348)	(237)
Impôt sur les sociétés	(4 038)	(4 426)	(217)	129	(1 554)	(1 355)	(377)	(2)	343	439	(5 843)	(5 215)
Résultat des activités abandonnées	(35)	(294)									(35)	(294)
Résultat net	11 928	10 905	1 870	3 066	3 720	4 261	620	257	683	(450)	18 821	18 039
Total Actifs courants consolidés	182 300	150 447	41 654	48 666	47 862	42 959	9 538	3 483	19 440	13 452	300 794	259 007
Total Passifs courants consolidés	133 933	97 500	56 203	49 065	54 714	49 163	8 186	3 605	7 837	10 437	260 873	209 770
Total Bilan	197 533	161 594	48 156	59 668	72 558	63 720	13 652	5 532	35 727	25 260	367 626	315 774
Dépenses d'investissement (corporel et incorporel)	(232)	(252)	(233)	(412)	(2 839)	(1 160)	(240)	(113)	(1 389)	(785)	(4 933)	(2 722)
Écarts d'acquisition	(2 739)	(759)			(60)	(8 004)		(782)			(2 799)	(9 545)
Amortissement	(99)	(320)	(340)	(327)	(1 255)	(1 146)	(164)	(52)	(754)	(688)	(2 612)	(2 533)
Perte de valeur sur écarts d'acquisition						(363)		(248)				(611)
Autres produits et charges non décaissés	367	(1 187)	(231)	255	53	165	(100)	(31)	310	(453)	399	(1 251)

(1) La catégorie « Autres sociétés » inclut Econocom Group SA/NV (société mère), des sociétés immobilières (SCI Alexandre) et des filiales de moyens (les sociétés Econocom Expert International NV, EFS International BV, Econocom SAS, GIE Econocom).

4.2. Informations par secteur géographique

Pour l'information sectorielle sur la base des secteurs géographiques, les produits, les actifs et les investissements sectoriels sont répartis selon la localisation des entités juridiques.

1) par zone de clientèle

(en milliers €)

	Chiffre d'affaires	
	2008	2007
Belgique	201 983	189 968
Pays-Bas	66 400	60 782
France	348 040	351 708
Europe du Sud (Espagne, Italie)	78 472	69 381
Autres pays	21 991	28 825
Total	716 886	700 664

2) par zone de localisation des actifs

(en milliers €)

	Actifs courants		Dépenses d'investissement		Écarts d'acquisition de l'année	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Belgique	71 729	61 214	(1 659)	(758)	2 799	
Pays-Bas	33 891	21 714	(592)	(52)		
France	162 882	144 870	(2 532)	(1 762)		(8 786)
Europe du Sud (Espagne, Italie)	27 026	19 900	(55)	(55)		(759)
Autres pays	5 266	11 309	(96)	(95)		
Total	300 794	259 007	(4 934)	(2 722)	2 799	(9 545)

5. Immobilisations incorporelles 2008

(en milliers €)	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2007	7 997	506	8 503
Acquisitions	1 582	200	1 782
Cessions	(285)		(285)
Variations de périmètre	514		514
Transferts et autres	129		129
Valeur brute au 31 décembre 2008	9 937	706	10 643
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	(6 239)	(506)	(6 745)
Dotations	(852)	(200)	(1 052)
Reprise sur perte de valeur			0
Cessions	286		286
Variations de périmètre	(430)		(430)
Transferts et autres	(52)		(52)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2008	(7 287)	(706)	(7 993)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	1 758	0	1 758
Valeur nette comptable au 31 décembre 2008	2 650	0	2 650

5. Immobilisations incorporelles 2007

(en milliers €)	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2006	6 982	506	7 488
Acquisitions	958		958
Cessions	(65)		(65)
Variations de périmètre	122		122
Valeur brute au 31 décembre 2007	7 997	506	8 503
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	(5 541)	(506)	(6 047)
Dotations	(776)		(776)
Reprise sur perte de valeur	101		101
Cessions	65		65
Variations de périmètre	(88)		(88)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	(6 239)	(506)	(6 745)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	1 441	0	1 441
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	1 758	0	1 758

6. Écarts d'acquisition

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition ont été alloués comme suit entre les différentes Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

(en milliers €)	Année d'acquisition	Valeur nette au 31/12/2006	Variation de périmètre 2007	Autres	Valeur brute au 31/12/2007	Perte de valeur au 31/12/2007
Products and Solutions Belgique		461	0	0	461	0
PLI	2000	461			461	
Telecom Services France		9 524	782	0	10 306	0
The Phone House	2007		782		782	
Avenir Telecom	2006	1 246			1 246	
JCA	2005	760			760	
Signal Service	2004	7 518			7 518	
Telecom Services Belgique		1 079	0	41	1 120	0
CHanSE	2004	1 079		41	1 120	
Managed Services France		413	8 004	10	8 427	0
Alliance Support Services	2007		7 306		7 306	
Kentron	2007		698		698	
Synopse	2003	413		10	423	
Managed Services Belgique		761	0	0	761	0
SX Consultants	2002	656			656	
CSI	2000	105			105	
A2Z		3 104	0	0	3 104	(363)
A2Z Holding	2005	3 104			3 104	(363)
Managed Services Pays-Bas		248	0	0	248	(248)
For Connected	2005	248			248	(248)
IT Financial Services Italie		0	759	0	759	0
Aperleasing	2007		4		4	
Tecnolease	2007		755		755	
Econocom Locazione	2008				0	
IT Financial Services Allemagne		295	0	0	295	0
Econocom Albis	2006	295			295	
IT Financial Services France		671	0	0	671	0
France Location	1996	671			671	
Databail	2008					
Jafa Consulting	2008					
TOTAL		16 556	9 545	51	26 152	(611)

Valeur nette au 31/12/2007	Correction écart d'acquisition	Valeur nette au 31/12/2007	Variation de périmètre 2008	Autres	Valeur brute au 31/12/2008	Perte de valeur au 31/12/2008	Valeur nette au 31/12/2008
461		461			461	0	461
461		461			461		461
10 306		10 306	0	0	10 306	0	10 306
782		782			782		782
1 246		1 246			1 246		1 246
760		760			760		760
7 518		7 518			7 518		7 518
1 120		1 120	0	0	1 120	0	1 120
1 120		1 120			1 120		1 120
8 427		8 427	0	60	8 487	0	8 487
7 306		7 306			7 306		7 306
698		698			698		698
423		423		60	483		483
761		761	0	0	761	0	761
656		656			656		656
105		105			105		105
2 741		2 741	0	0	3 104	(363)	2 741
2 741		2 741			3 104	(363)	2 741
0		0	0	0	248	(248)	0
0		0			248	(248)	0
4	493	1 252	0	0	1 252	0	1 252
4		4			4		4
755	493	1 248			1 248		1 248
0		0			0		0
295		295	0	(59)	236	0	236
295		295		(59)	236		236
671		671	2 739	0	3 410	0	3 410
671		671			671		671
		0	2 735		2 735		2 735
0		0	4		4		4
24 786	493	26 034	2 739	1	29 385	(611)	28 774

Principales acquisitions 2008

La principale acquisition sur l'exercice 2008 résulte de la prise de contrôle à 100 % de la société Databail en octobre 2008. Cette société est un acteur du marché français de la location et du financement d'infrastructures informatiques, dotée d'un portefeuille clients qui élargit l'offre du groupe Econocom en France.

Databail a été intégrée opérationnellement dans l'activité IT Financial Services.

Au vu de perspectives satisfaisantes sur cette entité, il a été décidé d'affecter la totalité des déficits reportables de Databail à la date d'acquisition en impôt différé actif (400 K€) et de réduire d'autant l'écart d'acquisition dont la valeur résiduelle s'élève à 2 735 K€.

Modification d'écarts d'acquisition en période transitoire

La société Tecnolease, acquise en décembre 2007, a été absorbée en 2008 par Econocom Locazione. Par ailleurs, des corrections ont été apportées au calcul de l'écart d'acquisition d'origine ; en effet, le calcul de l'intérêt résiduel futur avait été surestimé sur certains types de contrats à la date d'acquisition. La correction aboutit à une augmentation de l'écart d'acquisition de 493 K€.

Tests de dépréciation sur les écarts d'acquisitions

Les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition ont été soumis conformément à la note 1.14 : « Principes comptables – Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ». Ils ont été effectués selon les méthodes décrites

ci-dessous et n'ont pas fait apparaître de perte de valeur significative au 31 décembre 2008.

UGT Telecom Services

La valeur recouvrable des UGT Telecom Services a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 4 ans issues des plans et budgets approuvés par la Direction. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 8,5 % pour les UGT Telecom Services France et Belgique. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini de respectivement 2 % pour l'UGT Telecom Services Belgique et 1 % pour l'UGT Telecom Services France. Ces taux de croissance sont cohérents avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent les entités de l'UGT ainsi qu'avec leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Une analyse de sensibilité de calcul à la variation des paramètres clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

UGT A2Z

La valeur recouvrable des UGT A2Z a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 5 ans issues des plans et budgets approuvés par la Direction. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 8,5 %. Les flux de trésorerie

au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini de 2 %. Ce taux de croissance est cohérent avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent les entités de l'UGT, ainsi qu'avec leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Une analyse de sensibilité de calcul à la variation des paramètres clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

UGT Managed Services

La valeur recouvrable des UGT Managed Services a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 4 ans issues des plans et budgets approuvés par la Direction. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 8,5 %. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini de 1 %. Ces taux de croissance sont cohérents avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent les entités de l'UGT, ainsi qu'avec leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Une analyse de sensibilité de calcul à la variation des paramètres clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

7. Immobilisations corporelles 2008

Les mouvements de l'exercice 2008 relatifs à la valeur brute des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations données en location ⁽¹⁾	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2007	8 073	10 607	2 507	296	3 098	24 581
Acquisitions	194	2 600	376	357	12 905	16 432
Cessions		(906)	(479)	(26)	(13 881)	(15 292)
Variations de périmètre		109	133			242
Écarts de conversion		(3)			(9)	(12)
Transferts et autres	92	177	(244)	(154)		(129)
Valeur brute au 31 décembre 2008	8 359	12 584	2 293	473	2 113	25 822
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	(3 376)	(8 133)	(2 050)	(84)	(2 541)	(16 184)
Dotations	(385)	(1 361)	(216)	(37)	(348)	(2 347)
Reprises	16		461		120	597
Cessions		875	7		1 002	1 884
Variations de périmètre		(73)	(118)			(191)
Écarts de conversion		2			8	10
Transferts et autres	(33)	(251)	195	71	(2)	(20)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2008	(3 778)	(8 941)	(1 721)	(50)	(1 761)	(16 251)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	4 697	2 474	457	212	557	8 397
Valeur nette comptable au 31 décembre 2008	4 581	3 643	572	423	352	9 571

(1) Les immobilisations données en location concernent uniquement du matériel informatique classé en mobilier et matériel roulant lorsqu'il est détenu en propre, c'est-à-dire non refinancé par le groupe auprès d'un organisme de refinancement.

7. Immobilisations corporelles 2007

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations données en location ⁽¹⁾	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2006	8 306	6 665	3 982	1 123	27 294	47 370
Acquisitions	150	1 314	156	142	32 332	34 094
Cessions		(256)	(145)	(1)	(38 292)	(38 694)
Variations de périmètre		767	273			1 040
Écarts de conversion		(1)			(8)	(9)
Transferts et autres	(383)	2 118	(1 759)	(968)	(18 228)	(19 220)
Valeur brute au 31 décembre 2007	8 073	10 607	2 507	296	3 098	24 581
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	(3 387)	(4 763)	(3 147)	(1 043)	(25 074)	(37 414)
Dotations	(339)	(1 287)	(215)	(47)	(3 074)	(4 962)
Reprises	12		27		1 558	1 597
Cessions		189	77	2	5 813	6 081
Variations de périmètre		(513)	(202)			(715)
Écarts de conversion		1			8	9
Transferts et autres	338	(1 760)	1 410	1 004	18 228	19 220
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	(3 376)	(8 133)	(2 050)	(84)	(2 541)	(16 184)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	4 919	1 902	835	80	2 220	9 956
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	4 697	2 474	457	212	557	8 397

(1) Les immobilisations données en location concernent uniquement du matériel informatique classé en mobilier et matériel roulant lorsqu'il est détenu en propre, c'est-à-dire non refinancé par le groupe auprès d'un organisme de refinancement.

8. Immeuble de placement

Une des filiales françaises du groupe détient un immeuble à usage de bureaux, sis aux Ulis, en région parisienne. Il est loué à des sociétés extérieures au groupe.

Les mouvements des exercices 2008 et 2007 relatifs à la valeur brute de l'immeuble de placement et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Valeur brute	1 279	1 279
Amortissements	(749)	(738)
<i>Dotation de l'exercice</i>	<i>(11)</i>	<i>(11)</i>
Total	530	541

La valeur brute de l'immeuble de placement se répartit selon les composants suivants :

	Répartition	Taux d'amortissement
Gros œuvre	30 %	2 %
Façades	15 %	3,33 %
Installations générales et techniques	30 %	6,66 %
Agencement	25 %	10 %

L'amortissement pratiqué est linéaire.

(en milliers €)	2008	2007
Produits des loyers sur le compte de résultat	116	116

La valeur nette comptable de l'immeuble, d'une surface utile de 780 m² – avec 28 parkings –, est au 31 décembre 2008 de 530 K€.

Une expertise indépendante, réalisée en décembre 2000, avait évalué la valeur vénale de l'immeuble à 900 K€. Compte tenu de l'évolution générale du marché de l'immobilier en région parisienne sur ces dernières années, l'ordre de grandeur de cette évaluation de bureaux est considéré comme toujours valable.

9. Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	Participations dans des sociétés non consolidées	Participations mises en équivalence	Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location ⁽¹⁾	Autres immobilisations financières	Total
Solde au 31 décembre 2006	2	0	1 576	10 750	12 328
Augmentation			395	406	801
Remboursements			(238)	(2 903)	(3 141)
Variations de périmètre			608	889	1 497
Écart de conversion			(2)		(2)
Retraitement à la juste valeur				1 510	1 510
Solde au 31 décembre 2007	2	0	2 339	10 652	12 993
Augmentation			5 159	420	5 579
Remboursements			(138)	(3 032)	(3 170)
Variations de périmètre		50	360	383	793
Écart de conversion			(1)		(1)
Retraitement à la juste valeur				712	712
Autres mouvements			(328)		(328)
Solde au 31 décembre 2008	2	50	7 391	9 135	16 578

(1) La valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location est diminuée de la valeur de rachat. La ligne « Autres mouvements » 2008 contient la partie long terme (328 K€) de la modification de l'écart d'acquisition de Tecnolease à l'ouverture.

Les autres immobilisations financières se répartissent comme suit :

Autres immobilisations financières	MBO Capital	Dépôts et cautionnements	Total
Solde au 31 décembre 2007	4 914	5 738	10 652
Augmentation		420	420
Remboursements	(1 659)	(1 373)	(3 032)
Variations de périmètre		383	383
Retraitement à la juste valeur	712		712
Solde au 31 décembre 2008	3 967	5 168	9 135

En 2008, une valeur résiduelle a été constatée sur les équipements informatiques loués sous la forme de contrats TRO (note 1.13).

Les autres immobilisations financières concernent des dépôts et cautionnements et les parts détenues par Econocom Group SA/NV dans le fonds commun de placement à risques MBO Capital FCPR. Depuis octobre 2002, le groupe a investi 4 674 K€ dans ce fonds et s'était engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 K€ dans ce fonds. Il s'agit d'un placement à horizon 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque mais sans garantie ; en contrepartie il n'y a pas de liquidités. Le montant non appelé s'élève à 326 K€. En 2008, le groupe Econocom a reçu 1 659 K€ de remboursement. L'évaluation de fonds commun de placement à risques, dans les comptes consolidés, est faite, en l'absence d'une évaluation à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre. La comptabilisation à la juste valeur du MBO a conduit à une appréciation de 712 K€ de la valeur comptable du fonds constatée en capitaux propres.

Échéancier des immobilisations financières comme suit :

2008	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Participation dans des sociétés non consolidées			2
Participation mise en équivalence			50
Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location MBO Capital		7 391	
Dépôts de garantie - affacturage	3 807	3 967	
Autres dépôts et cautionnements		757	604
Total 2008 - par échéance	3 807	12 115	656
2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Participation dans des sociétés non consolidées			2
Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location MBO Capital		2 339	
Dépôts de garantie - affacturage	4 328	4 914	
Autres dépôts et cautionnements	4	833	573
Total 2007 - par échéance	4 332	8 086	575

Analyse de la rubrique « Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location »

La différence positive calculée contrat par contrat entre la valeur future des équipements à long et court terme et la valeur résiduelle financière est portée en immobilisations financières pour la partie supérieure à 12 mois et en autres débiteurs pour la partie inférieure à 12 mois.

	2008	2007
Long terme	7 391	2 339
Court terme	1 175	1 401
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	8 566	3 740

Les valeurs nette et brute de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location s'analysent suivant l'échéancier comme suit :

2008	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	5 670	16 750	1 841	24 261
Valeur résiduelle financière	(4 495)	(9 359)	(1 841)	(15 695)
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	1 175	7 391	0	8 566

2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	4 851	14 964	2 723	22 538
Valeur résiduelle financière	(3 450)	(12 625)	(2 723)	(18 798)
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	1 401	2 339	0	3 740

10. Créances à long terme

(en milliers €)

Créances à long terme	2008	2007
Créances fiscales à long terme	-	100
Autres créances à long terme	1 459	1 514
Total	1 459	1 614

Par échéance	2008	2007
1 an < x < 5 ans	555	698
> 5 ans	904	916
Total	1 459	1 614

Les autres créances correspondent principalement :
– aux prêts à des organismes dédiés à la contribution à l'effort de construction pour 764 K€ ;

– à une créance actualisée de 692 K€ sur une société française sortie d'un redressement judiciaire par un plan de continuation.

Ce plan s'inscrit sur une période de 10 ans.

11. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Suite à la liquidation de la société Econocom USA Inc. en 2008, il n'y a plus d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2008.

Bilan

(en milliers €)

Nature des actifs et passifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2007	Actif	Passif
Econocom USA Inc.	13	74
Total	13	74

Compte de résultat

Activités abandonnées	2008	2007
Econocom USA Inc.	(3)	11
Econocom Suisse	(32)	(305)
Charges des activités abandonnées	(35)	(294)
Résultat avant impôts des activités abandonnées	(35)	(294)
Impôts sur le résultat des activités abandonnées	0	0
Résultat net des activités abandonnées	(35)	(294)

12. Stocks

(en milliers €)

	2008			2007		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Équipement en cours de refinancement	2 396	(38)	2 358	2 641	(1)	2 640
Autres stocks	7 002	(1 746)	5 256	7 204	(1 612)	5 592
<i>Matériel informatique et télécoms</i>	3 193	(209)	2 984	3 265	(285)	2 980
<i>Pièces détachées</i>	3 809	(1 537)	2 272	3 939	(1 327)	2 612
Total	9 398	(1 784)	7 614	9 845	(1 613)	8 232

Valeur brute

	Au 31/12/2007	Variation de stocks	Variation de périmètre	Autres variations	Au 31/12/2008
Équipement en cours de refinancement	2 641	(738)	555	(62)	2 396
Autres stocks	7 204	(191)		(11)	7 002
<i>Matériel informatique et télécoms</i>	3 265	(61)		(11)	3 193
<i>Pièces détachées</i>	3 939	(130)			3 809
Total	9 845	(929)	555	(73)	9 398

Perte de valeur sur stocks

	Au 31/12/2007	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Autres variations	Au 31/12/2008
Équipement en cours de refinancement	(1)	1		(38)		(38)
Autres stocks	(1 612)	(301)	83		84	(1 746)
<i>Matériel informatique et télécoms</i>	(285)	(91)	83		84	(209)
<i>Pièces détachées</i>	(1 327)	(210)				(1 537)
Total	(1 613)	(301)	84	(38)	84	(1 784)

13. Clients

(en milliers €)

	2008	2007
Clients - valeur brute	216 270	170 359
Clients refinanceurs	78 233	50 063
Autres clients	138 037	120 296
Perte de valeur sur créances douteuses	(6 689)	(6 259)
Valeur nette	209 581	164 100

Les clients refinanceurs sont des établissements financiers, filiales de banques.

Les variations de périmètre 2008 impactent le poste Clients pour un montant de 5 519 K€.

Les montants importants des créances vis-à-vis des refinanceurs sont liés aux forts volumes en décembre sur l'activité IT Financial Services.

	Au 31/12/2007	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Au 31/12/2008
Perte de valeur sur créances douteuses	(6 259)	(930)	948	(448)	(6 689)

Une réduction de valeur des créances est enregistrée dès lors qu'un doute sérieux existe sur la recouvrabilité de ces créances.

14. Autres débiteurs et autres actifs courants

(en milliers €)	2008	2007
Créances de TVA	5 018	3 630
Fournisseurs débiteurs	5 066	2 166
Partie court terme de la valeur résiduelle des actifs donnés en location	1 175	1 401
Avances aux agents	842	874
Créances d'affacturage	1 620	4 161
Autres débiteurs	1 830	4 342
Autres débiteurs	15 551	16 574
	2008	2007
Charges constatées d'avance	6 099	4 200
Divers actifs courants	662	1 285
Autres actifs courants	6 761	5 485

Les autres débiteurs représentent des avances au personnel et diverses créances sur des tiers (fournisseurs, Trésor Public, etc.) et des parties liées.

Les charges constatées d'avance sont principalement liées aux contrats de maintenance de l'activité Managed Services.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste de trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Disponibilités	27 273	40 204
Caisses	9	11
Comptes à vue	27 264	40 193
Équivalents de trésorerie	29 495	21 051
Compte à terme	13 354	10 923
Valeurs mobilières de placement	16 141	10 128
Trésorerie	56 768	61 255

Les équivalents de trésorerie constituent des placements de moins de 3 mois sans risque significatif de variations de valeur, et peuvent être facilement et rapidement convertis en disponibilités.

Aucun élément de la trésorerie du groupe ne fait l'objet de restriction.

À la clôture de l'exercice :

1 - Le traitement spécifique des bridges sur contrats ROF (Roll Out Facility) et TRO (Technology Refresh Option) évoqué dans la note sur les principes comptables (note 1.13.1) a contribué à hauteur de 45 M€ à la trésorerie nette au 31 décembre 2008 contre 36 M€ au 31 décembre 2007.

2 - La différence négative calculée par contrat, entre la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière est portée en dettes financières. Cette méthode de calcul a contribué à hauteur de 15,7 M€ à la trésorerie nette au 31 décembre 2008 contre 18,8 M€ au 31 décembre 2007.

3 - Volume des créances affacturées décomptabilisées selon le principe comptable décrit à la note 1.20.1.

31/12/2008 : 43,8 M€

31/12/2007 : 52,7 M€

16. Juste valeur des actifs financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix du marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.

En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation de marché nécessaire à la valorisation.

De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur.

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de la trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

Au titre de l'exercice 2008, les actifs financiers du groupe s'analysent comme suit :

Notes	Rubriques du bilan	Actifs financiers		Valeur comptable
		Prêts et créances	disponibles à la vente	
9	Immobilisations financières	12 611	3 967	16 578
	<i>Dépôts et cautionnements</i>	5 168		5 168
	<i>Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location (long terme)</i>	7 391		7 391
	<i>MBO Capital</i>		3 967	3 967
10	Créances long terme	1 459		1 459
13	Clients	209 581		209 581
14	Autres débiteurs	15 551		15 551
	<i>Autres débiteurs</i>	14 376		14 376
	<i>Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location (court terme)</i>	1 175		1 175
15	Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 768		56 768
	Total des actifs financiers	295 970	3 967	299 937

Au vu des informations détenues par la société, la juste valeur des actifs financiers s'assimile à la valeur comptable.

17. Capitaux propres consolidés

17.1. Capital social et prime d'émission

Au 31 décembre 2008, le capital s'élève à 16 181 K€ et est représenté par 24 800 000 actions ordinaires, entièrement libérées.

Les actions sont sans mention de valeur nominale et donnent le même droit au vote et au dividende. Il n'y a pas de classe d'actions.

Le nombre d'actions au porteur ou dématérialisées s'élève à 11 785 469. Le nombre d'actions nominatives est de 13 014 531.

La prime d'émission s'élève à 55 038 K€.

Au 31 décembre 2008, le capital autorisé s'élève à 15 895 K€. Cette autorisation s'étend jusqu'en 2010.

17.2. Écarts de conversion

Les écarts de conversion représentent l'effet cumulé de change résultant de la consolidation des filiales qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que l'euro.

Le montant des différences de change en capitaux propres se répartit comme suit :

(en milliers €)

Différence de change par devise	2008	2007
Dollar américain (USD)		(180)
Livre Sterling (GBP)	(1 601)	(248)
Total	(1 601)	(428)

Les fonds propres ont donc été réduits de ce montant au 31 décembre 2008.

17.3. Variation de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

17.3.1. Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Depuis 1998, il a été consenti au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux du groupe, des plans d'actions à prix unitaire convenu. Les caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

Plans d'options	Options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (en €)
2004	400 000	Novembre 2009	5,85
2005	40 000 40 000	Janvier 2010 Mai 2010	5,98 6,52
2006	255 000	Novembre 2011	5,70
2007	20 000 130 000	Janvier 2012 Octobre 2012	6,94 8,12
2008	37 000	Avril 2013	7,70
Total	922 000		

Informations générales		Spécificités pour IFRS 2				
Plans d'options	Options non encore exercées	Juste valeur ⁽¹⁾	Volatilité	Durée	Dividende (en €)	TISR ⁽²⁾
2004	400 000	2,10	43 %	5 ans	0,10	3,5 %
2005	40 000 40 000	1,84 1,98	40 % 38 %	5 ans 5 ans	0,15 0,15	2,8 % 2,8 %
2006	255 000	1,95	23 %	5 ans	0,20	4,0 %
2007	20 000 130 000	1,99 2,32	32 % 32 %	5 ans 5 ans	0,24 0,24	4,0 % 4,0 %
2008	37 000	1,82	40 %	5 ans	0,24	4,0 %

(1) Juste valeur de l'option (en euros).

(2) TISR : taux d'intérêt sans risque.

Le prix moyen pondéré de l'option est égal au prix d'exercice.

La volatilité attendue est calculée par la société de bourse gérant le titre sur une base quotidienne et sur une durée en adéquation avec la durée des options et l'historique des variations du titre.

Une description détaillée de ces plans d'attribution est donnée au point 11 du Corporate Governance.

Les mouvements du nombre d'options d'achat d'actions au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	2008	2007
Options au début de l'exercice	1 005 000	1 098 500
Options émises durant l'exercice	50 000	170 000
Options exercées durant l'exercice	(100 000)	(84 000)
Options arrivées à échéance durant l'exercice et non exercées	(33 000)	(179 500)
Options à la fin de l'exercice	922 000	1 005 000

En application de la norme IFRS 2 sur la rémunération en actions ou liées aux actions, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 font l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du groupe.

Les plans d'options sur actions ont un impact de 1 087 K€ dans les capitaux propres du groupe au 31 décembre 2008.

L'impact sur le résultat de l'exercice 2008 relatif aux stock-options est de 209 K€.

17.3.2. Provisions pour retraite et engagements assimilés

Les impacts sur les capitaux propres de ces obligations consolidées sont présentés en note 19.

17.3.3. Actions d'autocontrôle

La réserve d'actions d'autocontrôle comprend le coût des actions de la société détenues par le groupe. En 2008 et 2007, ce dernier a procédé à des rachats suivis d'annulations d'actions propres dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Nombre de titres	Valeur (en milliers €)
31 décembre 2007	30 630	221
Acquisitions	1 335 009	9 660
Cessions	(100 000)	(748)
Annulations	(1 000 000)	(7 628)
31 décembre 2008	265 639	1 505

Ces titres d'autocontrôle sont détenus par la société Econocom Group SA/NV. Le nombre total d'actions détenues ne peut excéder 20 % du nombre total d'actions émises constituant le capital social.

Le coût d'acquisition des titres achetés et le produit de cession des titres vendus ont été imputés respectivement en diminution et augmentation des capitaux propres.

17.3.4. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le groupe au titre des exercices antérieurs ainsi que le montant proposé par le Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2008 pour approbation en Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2009.

	À distribuer en 2009	Distribués en 2008	Distribués en 2007
Dividende total (en milliers €)	5 952	6 192	5 800
Dividende par action (en €)	0,24	0,24	0,20

Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 décembre 2008.

17.4. Intérêts minoritaires

Les mouvements des intérêts minoritaires se présentent comme suit :

(en milliers €)

Valeur au 31 décembre 2007	169
Part des minoritaires dans le résultat 2008	1
Cession de 20 % d'Econocom GmbH	(60)
Valeur au 31 décembre 2008	110

18. Provisions

Le tableau ci-dessous détaille les provisions courantes et non courantes par catégorie :

(en milliers €)

Provisions	Restructurations	Risques sociaux	Risques juridiques et fiscaux	Commissions différées	Autres risques	Total
Solde au 31 décembre 2006	336	751	1 169	1 663	1 304	5 223
Dotations		370	103	188	159	820
Reprises	(66)	(49)	(460)	(768)	(98)	(1 441)
Utilisations	(169)	(716)	(240)		(230)	(1 355)
Variations de périmètre		336		89	10	435
Écart de conversion				(4)		(4)
Autres mouvements					345	345
Solde au 31 décembre 2007 (pro forma)	101	692	572	1 168	1 490	4 023
Dotations		350	450	225	465	1 490
Reprises	(4)	(154)	(116)	(44)	(192)	(510)
Utilisations		(301)	(298)	(171)	(485)	(1 255)
Variations de périmètre				222	16	238
Écart de conversion				(5)		(5)
Autres mouvements					(10)	(10)
Solde au 31 décembre 2008	97	587	608	1 395	1 284	3 971
Courant		587	285	1 395	842	3 109
Non courant	97		323		442	862

	2008	2007 (Pro forma)
Provisions non courantes	862	730
Provisions courantes	3 109	3 293
Total provisions	3 971	4 023

Impact (net des charges encourues)	Dotations	Reprises (provisions non utilisées)
Résultat opérationnel courant	1 190	(981)
Éléments opérationnels non courants	300	
Total	1 490	(981)

Une provision est constituée dès lors qu'une obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers provoquera, de manière certaine ou probable, une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. La provision est revue à chaque clôture et ajustée le cas échéant pour refléter la meilleure estimation de l'obligation à cette date.

Provisions non courantes

Les provisions pour restructuration au 31 décembre 2008 sont liées aux conséquences des différentes restructurations opérées en 2003 et 2004 sur les filiales françaises Econocom Managed Services SAS et Econocom Products and Solutions SAS.

Les provisions pour autres risques concernent un litige sur la société Promodata SNC. À la reprise de cette société en octobre 2002, quatre managers bénéficiaient d'un plan d'achat d'actions de la maison mère américaine Comdisco Inc. en ayant souscrit à un emprunt auprès d'une banque américaine. La société Comdisco Inc. ayant été déclarée en faillite, les actions avaient perdu leur valeur. Un des managers avait engagé une action à l'encontre de son employeur Promodata SNC. Une transaction est intervenue en 2008. Les autres managers concernés sont susceptibles d'engager également une action. La provision correspond à une estimation de ce risque.

Les provisions non courantes ne font pas l'objet d'actualisation.

Provisions courantes

Les provisions pour risques sociaux concernent essentiellement des litiges prud'homaux.

Les provisions pour commissions différées sont calculées contrat par contrat sur la valeur résiduelle non garantie des actifs loués, diminuée le cas échéant de la valeur résiduelle commerciale du contrat.

Les autres risques correspondent principalement à l'appréciation du groupe sur un certain nombre de litiges commerciaux ayant, pour quelques-uns, fait l'objet d'une assignation.

19. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Comme rappelé en note 1.3, la détermination de ces provisions a fait l'objet d'un changement de méthode au cours de l'exercice 2008. La méthode SoRIE (Statement of Recognized Income and Expense) se substitue désormais à la méthode de Corridor utilisée jusqu'alors.

Ces provisions concernent des régimes à prestations définies, non financés, en France.

(en milliers €)	31/12/2007	Écarts actuariels 2007	31/12/2007 (Pro forma)	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Variation des écarts actuariels	31/12/2008
Provision pour retraite	1 654	3 183	4 837	327	(50)	(757)	4 357
Engagements assimilés	767		767	374			1 141
Total	2 421	3 092	5 604	701	(50)	(757)	5 498

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la loi du 21 août 2003 portant sur les régimes des retraites. La provision d'indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 1.23.2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ce régime sont les suivantes :

	2008	2007
Taux d'actualisation des engagements	5,5 %	4,3 %
Taux d'augmentation future des salaires	2,64 %	2 %
Âge de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Table de mortalité	INSEE 2000-2002	INSEE 2000-2002

Tableau d'évolution de la provision pour retraite

Valeur actualisée de l'obligation non financée

31 décembre 2006	2 489
Coût des services rendus	176
Coût financier	75
Variation de périmètre	700
Variation des écarts actuariels nets non reconnus	1 397
31 décembre 2007	4 837
Coût des services rendus	223
Coût financier	96
Prestations servies aux salariés	(42)
Variation des écarts actuariels 2008	(757)
31 décembre 2008	4 357

20. Dettes financières

(en milliers €)	2008	2007
Dettes de location-financement et assimilés	5 307	6 935
<i>Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier</i>	3 320	3 540
<i>Valeurs résiduelles financières⁽¹⁾</i>	1 782	2 240
<i>Autres dettes de location-financement</i>	205	1 155
Dettes envers les établissements de crédit ⁽²⁾	5 875	7 705
Autres emprunts		606
Passifs non courants portant intérêts	11 182	15 246
Emprunts bancaires ⁽²⁾	5 687	3 150
Dettes de location-financement et assimilés	1 162	1 784
<i>Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier</i>	193	183
<i>Valeurs résiduelles financières⁽¹⁾</i>	722	822
<i>Autres dettes de location-financement</i>	247	779
Découverts bancaires	955	128
Autres emprunts	13 631	12 593
<i>Dettes d'affacturage⁽³⁾</i>	12 090	9 690
<i>Divers emprunts et dettes financières</i>	1 541	2 903
Passifs courants portant intérêts	21 435	17 655
Total de l'endettement financier	32 617	32 901

(1) Pour chaque contrat, Econocom compare la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière. Si cette opération réalisée par contrat fait apparaître une valeur résiduelle financière nette, celle-ci est comptabilisée en dette financière. Dans le cas contraire, la différence est enregistrée en immobilisation financière. L'impact sur les dettes financières du netting (compensation des actifs et des passifs) de cet engagement de rachat avec la valeur future des équipements est une minoration de 15,7 M€ au 31 décembre 2008 contre 16,7 M€ au 31 décembre 2007.

(2) En 2007, le groupe a contracté un emprunt bancaire de 10,5 M€ à taux variable couvert par un contrat de swap de taux. Cet emprunt est destiné à refinancer des acquisitions de fonds de commerce et de sociétés.

(3) Le groupe a signé 2 contrats d'affacturage dont les encours garantis seront indemnisés avec une franchise de 50 %. Les risques résiduels au titre de 2008 s'élèvent à 6,0 M€ contre 4,8 M€ en 2007.

(en milliers €)

Analyse par échéance des passifs non courants

	Total 2008	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Dettes de location-financement et assimilés	5 307	3 183	2 124
<i>Dettes de location-financement - Immobilier</i>	3 320	1 196	2 124
<i>Valeurs résiduelles financières</i>	1 782	1 782	
<i>Autres dettes de location-financement</i>	205	205	
Dettes envers les établissements de crédit	5 875	5 875	
Autres emprunts			
Total	11 182	9 058	2 124

Analyse par échéance des passifs non courants

	Total 2007	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Dettes de location-financement et assimilés	6 935	4 448	2 487
<i>Dettes de location-financement - Immobilier</i>	3 540	1 053	2 487
<i>Valeurs résiduelles financières</i>	2 240	2 240	
<i>Autres dettes de location-financement</i>	1 155	1 155	
Dettes envers les établissements de crédits	7 705	7 705	
Autres emprunts	606	606	
Total	15 246	12 759	2 487

Analyse de la rubrique « Valeurs résiduelles financières »

La différence négative calculée contrat par contrat entre la valeur future des équipements long et court terme et la valeur résiduelle financière est portée en passifs non courants portant intérêts pour la partie supérieure à 12 mois et en passifs courants portant intérêts pour la partie inférieure à 12 mois.

	2008	2007
Long terme	1 782	2 240
Court terme	722	822
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	2 504	3 062

Les valeurs nette et brute des valeurs résiduelles financières enregistrées en dettes financières s'analysent suivant l'échéancier comme suit :

(en milliers €)				
2008	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale des valeurs résiduelles financières	5 214	11 141	1 841	18 196
Valeurs résiduelles non garanties des actifs donnés en location	(4 492)	(9 359)	(1 841)	(15 692)
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	722	1 782	0	2 504

2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale des valeurs résiduelles financières	4 511	15 117	2 232	21 860
Valeurs résiduelles non garanties des actifs donnés en location	(3 689)	(12 877)	(2 232)	(18 798)
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	822	2 240	0	3 062

Les taux effectifs moyens par nature se déclinent comme suit :

Taux effectif moyen	2008	2007
Emprunts bancaires	4,43 %	4,43 %
Dettes sur immobilisations en location-financement	1,70 %	2,20 %
Découverts bancaires	4,88 %	4,29 %
Dettes d'affacturage	4,97 %	4,80 %

La totalité des dettes non courantes est libellée en euros.

Les engagements de location simple s'analysent comme suit :

(en milliers €)

Analyse par échéance des engagements de location simple	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Paiements minimaux futurs :					
Engagements de location simple - Immobilier	2 163	3 912	29	6 104	8 901
Engagements de location simple - Véhicules	4 593	5 593	564	10 750	10 323
Total	6 756	9 505	593	16 854	19 224

Charges de location simple de la période	2008	2007
Charges de location simple - Immobilier	3 425	3 461
Charges de location simple - Véhicules	5 155	4 372
Total	8 580	7 833

21. Fournisseurs, autres créiteurs et autres passifs courants

(en milliers €)	2008	2007
Fournisseurs	161 599	115 277
Autres créiteurs	42 620	37 249
Fournisseurs et autres créiteurs	204 219	152 526

Les autres créiteurs se décomposent comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Dettes fiscales et sociales	39 643	34 162
Dividendes à payer	137	108
Clients créiteurs	2 840	2 979
Autres créiteurs	42 620	37 249

Les autres passifs courants se décomposent comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Autres dettes	3 275	8 227
Produits constatés d'avance	19 235	20 551
Divers passifs courants	8 165	4 939
Autres passifs courants	30 675	33 717

Les autres dettes concernent principalement la dette d'Econocom Expert International Holding BV contractée auprès de la société Econocom International NV pour 2 445 K€.

La société Econocom International NV constitue une partie liée (cf. note 38).

Ont également été constatés en autres dettes les engagements de rachat de parts minoritaires (cf. note 36 - Engagements hors bilan).

Les produits constatés d'avance concernent principalement des contrats de maintenance, des facturations anticipées et des produits à reporter liés à l'activité IT Financial Services pour 15 732 K€.

22. Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des dettes fournisseurs et autres créiteurs est une estimation de leur juste valeur.

La valeur de marché des instruments dérivés est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Au titre de l'exercice 2008, les passifs financiers du groupe s'analysent comme suit :

Notes	Rubriques du bilan	Passifs financiers au coût amorti	Valeur comptable
20	Passifs non courants et courants portant intérêts	32 617	32 617
	<i>Emprunts bancaires</i>	11 562	11 562
	<i>Dettes de location-financement</i>	6 469	6 469
	<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	955	955
	<i>Autres emprunts</i>	13 631	13 631
	Passifs non courants ne portant pas intérêts	1 014	1 014
	Fournisseurs	161 597	161 597
21	Autres créiteurs	42 622	42 622
	Total des passifs financiers	237 850	237 850

Au vu des informations détenues par la société, la juste valeur des passifs financiers s'assimile à la valeur comptable.

23. Produits des activités poursuivies

Les produits des activités poursuivies se répartissent par nature comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Ventes de biens	217 287	222 561
Location-financement	357 496	344 115
Prestations de services	142 103	133 958
Autres produits des activités		30
Total des produits des activités poursuivies	716 886	700 664

24. Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2008	2007
Salaires et traitements	(77 233)	(75 144)
Charges sociales	(26 997)	(26 306)
Cotisations aux régimes de pension complémentaire à cotisations définies	(1 527)	(1 287)
Charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions	(651)	(613)
Participation des salariés	(508)	(840)
Autres charges de personnel	(3 270)	(3 063)
Total	(110 186)	(107 253)

Les charges afférentes aux régimes de retraite à prestations définies ne concernent que les filiales françaises du groupe.

Les caractéristiques des régimes de retraite à prestations définies sont détaillées en note 19.

L'impact des plans de rémunération en actions ou liés aux actions s'élève à :

	2008	2007
Stock-options	(209)	(389)
Total	(209)	(389)

Les plans d'attribution des options sur actions sont détaillés en note 17.3.1.

25. Charges externes

Les charges externes s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2008	2007
Services extérieurs (loyers, entretien, assurances...)	(10 758)	(10 421)
Commissions agents	(20 958)	(19 613)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(17 170)	(14 741)
Autres services et biens divers (sous-traitance, relations publiques, transports...)	(19 312)	(17 870)
Total	(68 198)	(62 645)

26. Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Les dotations et reprises aux amortissements et provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2008	2007
Immobilisations incorporelles - Concessions, brevets, licences et droits similaires	(1 052)	(675)
Immobilisations corporelles données en location	(228)	(1 522)
Immobilisations corporelles - Autres immobilisations	(1 523)	(1 851)
Immeuble de placement	(11)	(11)
Provision pour risques et charges d'exploitation	402	1 874
Total dotations et reprises aux amortissements et provisions	(2 412)	(2 185)

Les dotations et reprises sur provisions pour restructuration sont incluses dans le résultat opérationnel.

Les pertes de valeur sur stocks sont classées en Perte nette de valeur sur actifs courants.

La reprise de provision nette correspond à la résolution de litiges au cours de l'exercice.

27. Perte nette de valeur sur actifs

Le tableau ci-dessous détaille la perte nette sur actifs par nature.

(en milliers €)	2008	2007
Perte de valeur sur stocks	(300)	(197)
Reprise de perte de valeur sur stocks	85	155
Perte de valeur sur créances douteuses	(931)	(3 320)
Reprise de perte de valeur sur créances douteuses	999	844
Autre reprise de perte de valeur	-	31
Total	(147)	(2 487)

28. Autres produits et charges d'exploitation courante

Les autres produits et charges d'exploitation courante s'analysent comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
Plus-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles et incorporelles		9
Autres produits d'exploitation courante	1 062	1 023
Autres produits d'exploitation	1 062	1 032
Moins-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(84)	(13)
Moins-values sur réalisations de créances commerciales	(131)	(72)
Autres charges d'exploitation courante	(506)	(457)
Autres charges d'exploitation	(721)	(542)
Total	341	490

29. Résultat financier d'exploitation

Le tableau ci-dessous détaille les produits et les charges financiers opérationnels selon leur nature :

(en milliers €)	2008	2007
Produits financiers opérationnels liés à l'activité de location	1 524	1 473
Produits des actifs circulants	901	490
Produits financiers opérationnels divers	480	782
Différences de change	1 775	954
Total produits financiers opérationnels	4 680	3 699
Charges financières liées à l'activité de location	(2 785)	(1 147)
Charges financières opérationnelles sur découverts bancaires	(541)	(514)
Charges financières opérationnelles liées à l'affacturage	(2 023)	(1 954)
Charges financières opérationnelles diverses	(353)	(402)
Différences de change	(1 631)	(404)
Total charges financières opérationnelles	(7 333)	(4 421)
Résultat financier d'exploitation	(2 653)	(722)

Différence de change nette au compte de résultat	2008	2007
USD (\$)	(318)	545
GBP (£)	462	5
Total	144	550

30. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en milliers €)	2008	2007
Autres charges opérationnelles		(182)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition		(611)
Provisions pour litiges – non courant	(300)	
Coût lié à des réorganisations	(392)	
Autres charges opérationnelles	(692)	(793)
Autres produits opérationnels	173	26
Reprises de provisions non courantes		102
Autres produits opérationnels	173	128
Total	(518)	(665)

31. Résultat financier

(en milliers €)	2008	2007
Plus-value sur cession d'actifs financiers		167
Autres produits financiers	372	134
Produits financiers	372	301
Charges de dettes long terme	(653)	(500)
Autres charges financières	(67)	(38)
Charges financières	(720)	(538)
Résultat financier	(348)	(237)

32. Impôt sur le résultat

32.1. Comptabilisation de l'impôt courant et de l'impôt différé

32.1.1. Compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse de la façon suivante :

(en milliers €)	2008	2007
Impôt courant	(5 208)	(6 138)
Impôt différé	(635)	923
Charge d'impôt - activités poursuivies	(5 843)	(5 215)
Impôt afférent aux activités abandonnées		
Charge d'impôt	(5 843)	(5 215)

32.1.2. Rationalisation du taux d'impôt

(en milliers €)	2008	2007
Résultat avant impôt y compris le résultat des activités abandonnées	24 664	23 254
Charge d'impôt	(5 843)	(5 215)
Taux facial d'impôt du groupe rapporté au résultat avant impôt	23,69 %	22,43 %

Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

(en milliers €)	2008	2007
Résultat net	18 821	18 000
Intérêts minoritaires		39
Charge d'impôt	5 843	5 215
Résultat avant impôt	24 664	23 254
Charge d'impôt théorique au taux courant belge (2008 : 33,99 % ; 2007 : 33,99 %)	(8 383)	(7 904)
Rapprochement :		
Différences permanentes	(718)	(1 479)
Déficits fiscaux nés dans l'exercice et non reconnus	(8)	
Déficits fiscaux utilisés dans l'exercice et antérieurement non reconnus	2 422	2 627
Autres impôts différés antérieurement non reconnus	296	276
Écarts des taux d'impôt (entre taux d'impôt de référence belge et taux d'impôt des filiales étrangères)	607	126
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires		1 173
Crédit d'impôt et autres impôts	(59)	(34)
Charge réelle d'impôt	(5 843)	(5 215)

Les différences permanentes sont liées principalement aux éléments suivants :

(en milliers €)	2008	2007
Écarts d'acquisition et amortissements excédentaires	(3)	(208)
Résultats exonérés	(47)	(943)
Autres charges et produits non déductibles ou non imposables	(668)	(328)
Total	(718)	(1 479)

32.2. Actifs et passifs d'impôts différés

32.2.1. Variation des passifs d'impôts différés

(en milliers €)	2008	2007
Situation au 1^{er} janvier	(2 892)	(2 742)
Produit (charge) de l'exercice	(751)	54
Effets de variations de taux de change, de périmètre et reclassements	(105)	(204)
Situation au 31 décembre	(3 748)	(2 892)

32.2.2. Variation des actifs d'impôts différés

(en milliers €)	2008	2007 (Pro forma)
Situation au 1^{er} janvier	6 984	3 858
Produit (charge) de l'exercice	116	869
Actifs d'impôts ne transitant pas par le résultat	(252)	1 061
Effets de variations de taux de change, de périmètre et reclassements	422	1 196
Situation au 31 décembre	7 270	6 984

32.2.3. Principales sources d'imposition différée

	Actifs		Passifs		Net	
(en milliers €)	31/12/2008	31/12/2007 (Pro forma)	31/12/2008	31/12/2007 (Pro forma)	31/12/2008	31/12/2007 (Pro forma)
Immobilisations incorporelles		81				81
Immobilisations corporelles	376	288	(45)	2 747	331	3 035
Stocks		86		(2)		84
Instruments financiers				(23)		(23)
Autres actifs	453	851	(2 868)	(5 601)	(2 415)	(4 750)
Provisions	1 841	1 597	(392)	(492)	1 449	1 105
Autres passifs	328	(102)	(146)	479	182	377
Reports fiscaux déficitaires	4 272	4 183	(297)		3 975	4 183
Actifs (Dettes) d'impôts différés nets	7 270	6 984	(3 748)	(2 892)	3 522	4 092
Actifs d'impôts différés au bilan	7 270	6 984			7 270	6 984
Dettes d'impôts différés au bilan			(3 748)	(2 892)	(3 748)	(2 892)
Solde net					3 522	4 092
Recouvrés dans les 12 mois	1 877	1 740	(668)	(2 892)	1 209	(1 152)
Recouvrés au-delà de 12 mois	5 393	5 244	(3 080)		2 313	5 244

32.2.4. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Au 31 décembre 2008, le groupe dispose de reports fiscaux déficitaires dont l'échéance se répartit comme suit :

(en milliers €)	2008	2007
2009		265
2010		536
2011	18 531	18 533
Au-delà	829	827
Sans limite	31 530	42 264
Total	50 890	62 425

Les actifs d'impôts différés non reconnus par le groupe s'appliquent au 31 décembre 2008 aux éléments suivants :

(en milliers €)	2008			
	Valeur brute	Actifs d'impôts différés total	Actifs d'impôts différés reconnus	Actifs d'impôts différés non reconnus
Reports fiscaux déficitaires	50 890	16 185	4 272	11 913
Autres crédits d'impôts	2 120	628		628
Total	53 010	16 813	4 272	12 541

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable. L'application de cette méthode prudente aboutit à ce que les actifs d'impôts différés non reconnus correspondent à des reports déficitaires dont la récupération est jugée incertaine.

33. Résultat par action

Résultat par action	2008	2007
Résultat opérationnel (avant impôt et en milliers €)	25 047	23 785
Résultat net (en milliers €)	18 821	18 000
Nombre moyen d'actions en circulation	25 358 554	26 647 677
Résultat opérationnel (avant impôt) par action	0,988	0,893
Résultat net par action	0,742	0,677
Résultat dilué par action	2008	2007
Résultat opérationnel (avant impôt) dilué (en milliers €)	25 047	23 785
Résultat net dilué (en milliers €)	18 821	18 000
Nombre moyen d'actions en circulation	25 358 554	26 647 677
Impact des stock-options	167 638	219 533
Nombre moyen dilué d'actions en circulation	25 526 192	26 867 210
Résultat opérationnel (avant impôt) dilué par action	0,981	0,885
Résultat net dilué par action	0,737	0,671

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Ce nombre correspond aux mouvements sur les actions ordinaires au cours de l'exercice 2008 corrigés des mouvements sur actions propres.

Les mouvements sur actions propres sont détaillés en note 17.3.3.

Le nombre moyen dilué d'actions en circulation est une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2008 corrigée des mouvements sur actions propres et sur actions potentielles dilutives.

L'effet dilutif vient de la levée des options sur actions et est calculé suivant la méthode du rachat d'actions.

Aucune opération sur les actions ordinaires et les actions potentielles survenue après la clôture n'est de nature à modifier significativement les résultats publiés.

34. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

34.1. Définition de la trésorerie

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau des flux de trésorerie intègre la variation de toutes les activités, qu'elles soient poursuivies, cédées ou en cours de cession.

Les sociétés cédées en 2008 sont des filiales de la société Databail acquise en octobre 2008 dont le groupe ne souhaitait pas conserver le contrôle.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La variation de la trésorerie entre 2007 et 2008 analysée par le tableau des flux de trésorerie est présentée dans le tableau suivant :

(en milliers €)	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	61 255
Variation de la trésorerie brute	(4 446)
Réduction de valeur des équivalents de trésorerie	(41)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	56 768

34.2. Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie

L'incidence des investissements financiers sur les flux de trésorerie est la suivante :

(en milliers €)	Groupe Databail	Regroupements non significatifs et compléments de prix	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	4		
Actifs non courants acquis	1 751		
Actifs courants acquis	8 488		
Intérêts minoritaires acquis			
Passifs non courants acquis	(205)		
Passifs courants acquis	(8 497)		
Actifs nets acquis (A)	1 541		
Goodwill (B)	2 739	60	2 799
Décassement (A) + (B)	4 280	60	4 340
Trésorerie acquise	(4)		(4)
Décassement net	4 276	60	4 336

Le décaissement hors trésorerie acquise se détaille comme suit :

(en milliers €)	Date d'acquisition	% acquis	Prix d'acquisition	Frais d'acquisition	Coût du regroupement
Sociétés acquises					
Groupe Databail	21/10/08	100 %	4 184	96	4 280
Regroupements non significatifs			60		60
Total			4 244	96	4 340

L'incidence des cessions de participation sur les flux de trésorerie est la suivante :

(en milliers €)	2007
Encaissement	453
Trésorerie cédée	0
Encaissement net	453

Pour 2008, l'incidence nette des variations de périmètre sur la trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers €)	2008
Décaissement net	(4 336)
Encaissement net	453
Incidence nette des variations de périmètre	(3 883)

35. Gestion des risques

35.1. Politique de gestion du capital

Ratio endettement financier/fonds propres (2008 : 38,67 % ; 2007 : 39,46 %)

Le groupe utilise différents indicateurs dont le ratio « endettement financier/fonds propres ». Ce ratio fournit aux investisseurs une vision du niveau d'endettement du groupe comparé aux fonds propres. Il est calculé à partir de l'agrégat d'endettement financier, tel que défini dans la note 20, et les capitaux propres du bilan à la clôture.

Le principal objectif de la structure de capital est de maximiser la valeur aux actionnaires tout en maintenant la

flexibilité financière désirée afin d'exécuter les projets stratégiques.

35.2. Politique de gestion des risques

Le groupe est exposé, de par ses activités, à certains risques financiers : risque de marché (incluant le risque de change, de taux d'intérêt et de variation de prix), risque de liquidité et risque de crédit.

Le programme de gestion des risques financiers se focalise sur la réduction de l'exposition du groupe au risque de crédit et au risque de taux en transférant les créances de location à des organismes de refinancement et en utilisant des solutions d'affacturage sans recours dans plusieurs filiales.

Les risques financiers de marché (risques de taux, de change) et de liquidité sont gérés par la Direction Générale du groupe.

35.2.1. Risque de marché

En fin d'année, la Direction Générale du groupe fixe, pour l'élaboration des budgets, les « taux budgétaires » de change pour l'année suivante.

Le groupe gère son exposition aux risques de taux d'intérêt par le recours à des instruments de couverture tels que le contrat de swap. Les instruments dérivés sont réservés à des fins de couverture et ne sont jamais utilisés à des fins spéculatives.

35.2.1.1. Risque de change

Econocom est un groupe européen dont plus de 95 % des opérations ont lieu en zone Euro. Seules les activités du groupe en Grande-Bretagne et au Maroc, et certains

contrats exprimés en devises sont exposés aux fluctuations de la livre sterling, du dollar américain et du dirham marocain. Les achats et ventes de ces filiales sont libellés dans la même devise, ce qui limite d'autant l'exposition au risque de change. Le groupe considère ce risque comme peu significatif et ne nécessitant donc pas l'utilisation d'instruments de couverture.

35.2.1.2. Risque de taux d'intérêt

Les revenus opérationnels d'Econocom Group SA/NV et les flux de trésorerie sont largement indépendants des variations de taux d'intérêt. Les cessions de contrats de location à des organismes de refinancement se font systématiquement à taux fixe. Le revenu tiré de ces contrats est donc défini dès le départ et ne varie qu'en cas d'évolution du contrat.

Au 31 décembre 2008, l'endettement du groupe à taux variable est constitué d'une part par un emprunt à cinq ans couvert par un contrat de swap, et d'autre part à court terme par l'affacturage.

35.2.1.3. Risque de variation de prix

Econocom Group SA/NV détient des parts dans un fonds commun de placement à risques (MBO Capital). Cet actif destiné à la vente ne présente pas de liquidité immédiate. L'évaluation de fonds commun de placement à risques dans les comptes consolidés est faite, en l'absence d'une évaluation à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité IT Financial Services, le groupe est exposé au risque de variation de la valeur future des équipements loués. La réponse du groupe consiste à calculer une valeur future des équipe-

ments sur la base d'un amortissement fortement dégressif. La méthode de calcul est décrite dans la note 1.13.3.

Elle est régulièrement confrontée aux transactions effectivement réalisées, et des statistiques sont faites annuellement pour valider le caractère adapté et prudent de la méthode retenue.

35.2.1.4. Risque de liquidité

La Direction Financière est chargée de veiller à ce que le groupe dispose de sources de financement pérennes et en quantité suffisante :

- par une analyse et une réactualisation mensuelle des prévisions de trésorerie de l'ensemble des sociétés du groupe,
- par la négociation et le maintien d'un encours de lignes de financement de sécurité suffisant.

Échéancier des passifs financiers (hors dérivés)

Le tableau ci-dessous présente les flux non actualisés de remboursement (capital et intérêts) des passifs financiers sur la base des échéances contractuelles résiduelles.

(en milliers €)

2008

	Engagement total	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> à 5 ans
Dettes de location financement – Immobilier	4 731	403	1 614	2 714
Valeurs résiduelles financières	18 403	5 137	11 771	1 495
Autres dettes de location-financement	452	247	205	
Emprunts bancaires	12 168	6 245	5 923	
Fournisseurs et autres créditeurs	204 219	204 219		
Affacturage	12 090	12 090		
Autres dettes financières	2 557	1 542	666	349
Total	254 620	229 883	20 179	4 558

(en milliers €)

2007

	Engagement total	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> à 5 ans
Dettes de location financement – Immobilier	5 134	403	1 614	3 117
Valeurs résiduelles financières	17 946	3 952	12 708	1 286
Autres dettes de location-financement	1 935	780	1 155	
Emprunts bancaires	11 853	3 547	8 306	
Fournisseurs et autres créditeurs	152 526	152 526		
Affacturage	9 939	9 939		
Autres dettes financières	3 388	2 782	606	
Total	202 721	173 929	24 389	4 403

35.2.2. Risque de crédit et de contrepartie

Le groupe ne présente pas d'exposition significative au risque de crédit. La politique du groupe assure que les biens et services sont vendus à des clients ne présentant pas de risque d'insolvabilité. La non concentration de la clientèle et l'utilisation de solutions d'affacturage pour les activités Products and Solutions et Managed Services, et de refinancement sans recours à des organismes filiales de banques pour l'activité IT Financial Services limitent l'exposition.

Concernant ses placements, le groupe ne contracte qu'avec des contreparties de premier plan afin de limiter le risque de crédit.

Exposition maximale au risque de crédit

Le groupe n'ayant pas de risque de crédit particulier, son exposition maximale à ce risque correspond à la valeur bilantielle des actifs financiers (note 16).

Balance âgée des créances échues non dépréciées

(en milliers €)

	Valeur nette comptable	Créances non échues	Créances échues			
			Total	< 60 jours	60 < x < 90 jours	> 90 jours
2008						
Clients – Refinanceurs ⁽¹⁾	78 233	14 610	63 623	60 963	1 343	1 317
Autres clients ⁽²⁾	138 036	97 796	40 240	24 182	5 134	10 924
Perte de valeur sur créances douteuses	(6 688)		(6 688)			(6 688)
Total clients et comptes rattachés nets	209 581	112 406	97 175	85 145	6 477	5 553

(1) Les Clients – Refinanceurs sont des établissements financiers, filiales de banque. La forte activité IT Financial Services en décembre est à l'origine de ce montant significatif des créances échues au 31 décembre. Ces créances échues sont recouvrées pour l'essentiel dès la première quinzaine de janvier.

(2) Autres clients : la valeur nette comptable est impactée par les créances cédées (44 626 K€).

35.2.3. Risque sur actions

La stratégie du groupe est de ne pas détenir des actions cotées ou non cotées en dehors de ses propres actions.

Les titres Econocom Group SA/NV en autodétention au 31 décembre 2008 figurent dans les comptes consolidés en moins des capitaux propres depuis leur acquisition ; il n'y a donc pas lieu de comparer leur valeur comptable à leur valeur de marché.

Le groupe est exposé à un risque non significatif de variation de prix des titres de capital détenus, compte tenu de leur valeur au bilan.

35.3. Politique de gestion des risques opérationnels

35.3.1. Risques liés aux contrats de l'activité Managed Services

Le principal risque des contrats de Managed Services concerne le délai de résiliation. Ce délai est traditionnellement assez long pour permettre l'adaptation des effectifs, en particulier pour les contrats de taille significative. Dans quelques cas, ce délai pouvant se limiter à un mois, le groupe Econocom doit anticiper toute rupture de contrat afin notamment de reclasser ses employés. Pour augmenter la flexibilité, Econocom recourt à la sous-traitance afin de couvrir une partie de son chiffre d'affaires.

35.3.2. Risques liés à une éventuelle dépendance

Le groupe s'efforce continuellement d'élargir son portefeuille clients. C'est un axe de développement stratégique pour gagner des parts de marché. Aucun des clients ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires total du groupe. Par ailleurs, aucun fournisseur ne représente plus de 25 % du volume total des achats du groupe. L'activité du groupe ne dépend d'aucun brevet particulier, ni de licences de marques dont il n'aurait pas la propriété.

35.3.3. Risques liés à la concurrence

Le marché des services informatiques est un marché très concurrentiel, et ce depuis longtemps. Le nombre de concurrents présents dans l'ensemble des activités du groupe au niveau international est réduit. Cependant, dans chacun des pays où le groupe est implanté et dans chacune de ses activités, Econocom doit faire face à une importante concurrence composée d'acteurs internationaux, nationaux ou locaux.

35.3.4. Risques juridiques

Le groupe preste ses services dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Il est donc soumis à de nombreuses réglementations juridiques, douanières, fiscales et sociales. Afin de les maîtriser au mieux, le groupe s'est doté systématiquement de filiales locales avec des dirigeants ayant la connaissance des réglementations et législations locales.

Son siège à Bruxelles lui permet d'être proche des évolutions en matière de réglementation et législation européennes.

Le groupe n'a actuellement connaissance d'aucun fait exceptionnel ni de litige suffisamment significatif pour affecter substantiellement son patrimoine, sa situation

financière, son activité, ses résultats. Les litiges existants sont provisionnés d'une manière adéquate appréciée par la Direction du groupe.

Les informations concernant les litiges ou arbitrages susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation financière du groupe, son activité ou ses résultats, au 31 décembre 2008, figurent dans la note 40.

La méthode de comptabilisation des passifs est conforme aux règles comptables en vigueur (note 1.22).

Les provisions pour litiges sont présentées dans la note 18.

35.3.5. Risques sociaux

À la connaissance de la Direction, le groupe n'est pas exposé à des risques sociaux particuliers autres que ceux pouvant intervenir dans la vie sociale normale d'entreprises de taille comparable et implantées en Europe. La plus grande partie des collaborateurs est employée dans les filiales françaises et belges.

35.3.6. Risques environnementaux

Le groupe Econocom n'a aucune activité de destruction des machines rachetées aux institutions de refinancement en fin de contrat. Les machines sont revendues à quelques brokers qui gèrent eux-mêmes la fin de vie de ces équipements. Ils ont fourni au groupe des garanties de respect de la réglementation.

35.3.7. Assurances – couverture des risques

Le groupe est couvert pour les risques de responsabilité civile et de dommages aux biens par des assurances adéquates souscrites auprès d'assureurs de premier rang. Il n'a par contre pas souhaité souscrire d'assurance perte d'exploitation.

Le groupe procède de façon permanente, avec ses assureurs et experts, à un audit des risques et à leur évaluation, de manière à en assurer la couverture optimale en fonction des marchés d'assurance et de réassurance.

35.3.8. Nantissements, garanties, sûretés d'emprunt

Le montant des sûretés réelles accordées en garantie des emprunts et dettes financières par le groupe est non significatif. Le montant des nantissements et hypothèques figure en note 36.

35.4. Analyse de sensibilité

À partir des données publiées en 2008, le groupe a effectué des analyses de sensibilité afin de mesurer l'impact sur le résultat avant impôt et éléments non récurrents de la forte variation du cours de change de la livre sterling par rapport à l'euro. Cette analyse montre que sur la base d'une performance constante de la filiale anglaise, une variation de la livre sterling en 2009 équivalente à celle de 2008 n'aurait pas un impact significatif sur le résultat du groupe.

Par ailleurs, le groupe, dans le cadre de son activité IT Financial Services, a signé un contrat de location-financement important en dollars. Le mécanisme de fonctionnement de ce contrat fait que le risque de change est naturellement couvert. Quelle que soit la variation du cours du dollar, l'impact sur le résultat et éléments non récurrents est non significatif.

Concernant les taux d'intérêt, l'analyse de sensibilité montre que l'impact sur le résultat avant impôt et éléments non récurrents d'une variation des taux à court terme de 1 % (100 points de base) serait de plus ou moins 0,5 M€.

36. Engagements hors bilan

36.1. Engagements de rachat de titres (les écarts d'acquisition sont développés en note 6)

Econocom GmbH : options d'achat sur les 20 % du capital détenus par les managers locaux

Les managers locaux de la filiale allemande Econocom GmbH détiennent 20 % du capital de cette société. Econocom Group SA/NV détient le solde du capital d'Econocom GmbH, soit 80 %.

Econocom Group SA/NV dispose d'une option d'achat (call option) sur la totalité du capital détenu par chaque dirigeant dans cette société et a par ailleurs octroyé à chacun d'eux une option de vente (put option) sur cette même participation.

Ces options sont exerçables à tout moment entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2012.

Le prix de ces options d'achat et de vente sera calculé sur la base d'un multiple du résultat avant impôt moyen d'Econocom GmbH durant l'année d'exercice de l'option et les 3 exercices fiscaux précédant l'année d'exercice, et sur l'évolution de la situation nette de la société entre le 31 décembre 2006 et la clôture de l'exercice précédant l'année d'exercice de l'option.

Compte tenu du caractère incertain du rachat par Econocom Group SA/NV et du faible résultat de cette filiale récemment créée (en 2005), aucun engagement n'a été comptabilisé au 31 décembre 2008.

Société Alliance Support Services

Les dirigeants de la filiale française Alliance Support Services détiennent 6,68 % de son capital.

Econocom Group SA/NV et les dirigeants actionnaires ont conclu des promesses de vente et d'achat signées portant sur la totalité du capital de la société détenu par chaque dirigeant.

Les parties sont convenues de prolonger de 2 ans ces promesses de vente et d'achat. Elles peuvent être exercées à tout moment à compter de l'arrêté des comptes de l'exercice 2009 par le Conseil d'Administration de la société Alliance Support Services et jusqu'au 30 juin 2010.

Le prix de cession des actions est fonction de la rentabilité de la société Alliance Support Services sur les années 2007, 2008 et 2009.

Sur la base des résultats 2007, une dette de 135 K€ a été constatée dans les comptes consolidés 2007. Compte tenu des résultats réalisés par la société en 2008, aucune dette complémentaire ne doit être comptabilisée.

36.2. Engagements de complément de prix (les écarts d'acquisition sont développés en note 6)

Synopse SAS

La société Synopse SAS est spécialisée dans le consulting et l'intégration informatique, et est un des pionniers en France de la mise en œuvre d'« IT Infrastructure Library » (ITIL).

Cette société a été acquise en 2003 par Econocom Managed Services SAS (France) pour un prix susceptible, le cas échéant, d'être complété d'une part variable (complément de prix).

Suite à l'acquisition, en février 2007, par Econocom Managed Services SAS (France) de la société Kentron, concurrente de Synopse en matière de consulting ITIL, et à la décision de rapprocher les sociétés Kentron et Synopse, il a été décidé de revoir les modalités de calcul des compléments de prix des anciens actionnaires de Synopse. Le 23 janvier 2007, un avenant à la convention de vente d'actions de Synopse a été conclu, modifiant la formule de calcul de la part variable du prix de la société. Selon cet avenant, le prix de Synopse sera calculé sur la base d'un multiple du résultat avant impôt moyen consolidé des sociétés Synopse et Kentron (et depuis mai 2007 de la nouvelle société Synopse issue de la fusion des sociétés Synopse et Kentron), sur la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2010.

Deux des trois anciens actionnaires ont soldé leur complément de prix en 2007 et 2008 et l'un d'entre eux a quitté le groupe Econocom.

Sur la base des résultats 2007 et 2008, du budget 2009 et des projections de résultats pour 2010, le complément de prix dû à l'ancien actionnaire de Synopse sera inférieur au montant minimum de 196 933 €, comptabilisé lors de l'acquisition en 2003.

Kentron SAS

La société Kentron SAS est spécialisée dans le consulting ITIL « IT Infrastructure Library ».

Cette société a été acquise le 1^{er} février 2007 par Econocom Managed Services SAS (France) pour un prix qui pourra être, le cas échéant, complété d'une part variable (ou

complément de prix) calculée sur la base d'un multiple du résultat avant impôt moyen consolidé des sociétés Synopse et Kentron (et depuis mai 2007 de la nouvelle société Synopse issue de la fusion des sociétés Synopse et Kentron), sur la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2010.

Le complément de prix ne pourra être inférieur à 200 000 € à la condition que l'ancien actionnaire dirigeant de Kentron n'ait pas démissionné ou été licencié pour faute lourde ou grave avant le 31 décembre 2009.

Sur la base des résultats 2007 et 2008, du budget 2009 et des projections de résultats pour 2010, le groupe estime le montant du complément de prix dû au fondateur de Kentron à 260 000 €. Une provision de 60 000 € a été comptabilisée en 2008 en complément des 200 000 € déjà comptabilisés en 2007.

For Connected Services

Le 8 août 2005, Econocom Telecom Services SA a acquis 100 % du capital de la société Econocom Telecom BV (anciennement dénommée For Connected Services), société hollandaise spécialisée dans les services de Data Mobile, pour un prix qui sera, le cas échéant, complété d'une partie variable.

Le prix d'acquisition ne pourra être inférieur à 175 000 €. Ce montant a été comptabilisé dans les comptes consolidés en 2005.

La société Econocom Telecom BV s'est rapprochée de la société Econocom Products Services BV, société hollandaise du groupe spécialisée dans les services informatiques aux entreprises, de façon à mettre en commun certains moyens et commercialiser des offres convergentes

afin de répondre aux problématiques informatiques et télécoms des entreprises.

Pour cette raison, la partie variable du prix d'acquisition d'Econocom Telecom BV sera déterminée en fonction du résultat cumulé des sociétés Econocom Telecom BV et Econocom Products Services ; plus précisément de la moyenne du résultat d'exploitation cumulé de ces deux sociétés sur la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2009.

Sur la base des résultats 2006, 2007, 2008 et du budget 2009, le prix dû aux anciens actionnaires sera inférieur au montant minimum de 175 000 €.

Le passif éventuel représenté par l'engagement de rachat de parts qui serait dû en 2009, est donc évalué à 175 000 €. Ce montant a été comptabilisé dans les comptes.

36.3. Engagement d'investissement dans un fonds commun de placement à risques

MBO Capital FCPR

Depuis octobre 2002, Econocom Group SA/NV a investi 4 674 K€ dans le fonds commun de placement à risques MBO Capital FCPR et s'est engagée irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 K€ dans ce fonds.

Il s'agit d'un placement à horizon 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque, mais sans garantie ; en contrepartie, il n'y a pas de liquidité.

En 2008, l'évaluation de ce FCPR comptabilisée dans les comptes consolidés est faite, en l'absence d'une évalua-

tion à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa juste valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre (en conformité avec la norme IAS 32-39 – Instruments financiers) et s'élève à 4,0 M€.

36.4. Engagements de garantie

(en milliers €)

Hypothèques	
Valeur comptable des immeubles grevés	1 717
Montant de l'inscription	1 692
Garanties données	38 379
Valeur comptable des actifs gagés par certaines filiales dans le cadre de l'affacturage	4 221
Nantissements de titres	4 106
Garanties données (montants de l'autorisation) par Econocom Group SA/NV à des tiers (banques ou fournisseurs) au profit de ses filiales	30 052

36.5. Engagement de crédit-bail

(en milliers €)

Engagement de paiement de loyers (leasing financier du siège d'exploitation belge)	3 546
--	-------

36.6. Engagement d'acquisitions d'immobilisations

(en milliers €)

Contrats de location dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2008 et les années suivantes	54 647
---	--------

36.7. Engagement de cessions d'immobilisations

(en milliers €)

Contrats de location dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2008 et les années suivantes	54 647
---	--------

36.8. Engagements reçus : cautionnements et garanties

(en milliers €)

Cautions à première demande et gages	1 034
--------------------------------------	-------

Les engagements hors bilan du groupe se ventilent par type d'engagement, selon les échéances suivantes :

(en milliers €)	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total 2008	Total 2007
Engagements donnés :					
Hypothèques		1 692		1 692	3 332
Actifs gagés pour factors	4 221			4 221	3 710
Nantissements de titres		4 106		4 106	4 106
Actifs gagés pour des tiers	818	29 234		30 052	29 133
Crédit-bail	228	1 306	2 012	3 546	3 750
Immobilisations	52 108	1 052	1 487	54 647	19 983
Engagements reçus :					
Cautions et gages	1 034			1 034	975

37. Passifs éventuels

Fin décembre 2007, une filiale du groupe a été assignée pour un montant significatif. Aucune information n'est donnée sur ce litige commercial afin de ne pas porter préjudice au groupe dans le dénouement de cette opération. Au vu du jugement de première instance rendu en 2008, Econocom estime être correctement provisionnée pour le risque éventuel encouru.

38. Informations sur les parties liées

38.1. Rémunérations des dirigeants

(en euros)

	2008	2007
Rémunérations allouées aux Administrateurs non exécutifs (jetons de présence)	56 500	57 000
Rémunérations allouées aux Administrateurs exécutifs	1 714 254	1 152 148
Rémunérations allouées aux membres du Comité de Direction (non Administrateurs)	835 150	1 255 385
Options d'achats d'actions détenues par les organes d'Administration et de Direction		
Nombre d'options restant à lever au 31 décembre	530 000	600 000

Par ailleurs, dans le cadre de cession de titres des sociétés Alliance Support Services et Econocom GmbH à des dirigeants, le groupe a accordé, en 2007 et 2008, des prêts gagés sur ces titres. Ces prêts sont rémunérés à des taux comparables à ceux pratiqués sur le marché. Au 31 décembre 2008, le solde de ces prêts s'élève à 271 K€ (hors intérêts capitalisés). La rémunération de ces prêts a représenté en 2008 un montant de 14 K€.

38.2. Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette annexe. Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations avec les sociétés dans lesquelles le Président du Conseil d'Administration est membre du Conseil d'Administration.

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
(en milliers €)	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Econocom International NV	68	10	(1 125)	(1 159)	2		3 232	6 665
SCI Pergolèse	12	12	(1 054)	(909)	448	411	317	267
Audevard	20	3				5		
Total	100	25	(2 179)	(2 068)	450	416	3 549	6 932

La société Econocom International NV est une société non cotée qui détient 50,38 % du capital d'Econocom Group SA/NV.

La société SCI Pergolèse détient 1,76 % du capital d'Econocom Group SA/NV.

39. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a aucun événement significatif postérieur à la clôture à signaler.

40. Appréciations émises par la direction et sources d'incertitude

Les matières principales pour lesquelles il y a eu un jugement par la Direction sont :

- Dépréciation des écarts d'acquisition (note 6) : la valeur dans les comptes consolidés du groupe Econocom des écarts d'acquisition est revue annuellement, conformément aux principes mentionnés dans la note 1.14. Ces tests de dépréciation sont notamment sensibles aux prévisions financières à moyen terme ainsi qu'aux taux d'actualisation retenus pour l'estimation de la valeur d'utilité des UGT.
- Évaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière (note 19) : le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite est effectué par un actuair selon la méthode des unités de crédit projetées décrite dans la note 1.23. Ce calcul est notamment sensible aux hypothèses de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires et au taux de rotation.
- La valorisation du plan de stock-options octroyées depuis novembre 2002 : les formules actuarielles retenues sont impactées par les hypothèses de rotation du personnel, d'évolution et de volatilité du cours de Bourse d'Econocom Group SA/NV ainsi que de probabilité d'atteinte des objectifs par les managers (note 17.3.1).
- L'appréciation de la probabilité de récupération des reports fiscaux déficitaires de nos filiales.
- La détermination du risque d'irrecouvrabilité sur les créances de loyers sur les contrats autoportés en France : en l'absence de sinistre récent et de statistiques historiques – Econocom ayant pour principe habituel de refinancer ses contrats sans recours – des provisions ont été constituées et sont revues au minimum chaque semestre en fonction de l'évolution de la situation des clients et des contrats.
- Provisions (note 18) : elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers sans contrepartie pour le groupe. Elles comprennent notamment des provisions pour litiges de toute nature dont le montant est estimé en tenant compte des hypothèses de dénouement les plus probables. Pour déterminer ces hypothèses, la Direction du groupe s'appuie, si nécessaire, sur des évaluations réalisées par des conseils externes.
- La prise en compte d'intérêts résiduels sur les contrats de financement (note 1.13.3.)

Rapport du Commissaire sur les comptes consolidés

de l'exercice le 31 décembre 2008



RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP SA SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Econocom Group SA et de ses filiales (le « groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2008, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant le résumé des principales règles d'évaluation et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR (000) 367 626 et le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice, part du groupe, de EUR (000) 18 821.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du groupe visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés du groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2008 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Bruxelles, le 20 avril 2009

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises
représenté par

J. Steenwinckel
Réviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée

PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Registre des personnes morales/Rechtspersonenregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel / TVA/BTW BE 429.501.944 / ING 310-1381195-01

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises
PricewaterhouseCoopers
Bedrijfsrevisoren
Woluwe Garden
Woluwedal 18
8-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Téléphone +32 (0)2 710 4211
Facsimile +32 (0)2 710 4299
www.pwc.com

Nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 mars 2009, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Au nom et pour le compte du Conseil d'Administration
Jean-Louis Bouchard, président du groupe Econocom



Comptes non consolidés simplifiés*

au 31 décembre 2008

États financiers non consolidés

Compte de résultat

Bilan

Tableau des flux de trésorerie

* Les comptes non consolidés sont présentés en normes comptables belges.

Comptes statutaires Econocom Group SA/NV

En application de l'article 105 du Code des sociétés, les précisions suivantes sont apportées : les comptes figurant ci-après sont une version abrégée des comptes annuels dont la version intégrale est disponible au siège de la société et sera déposée à la Banque Nationale de Belgique. Cette version abrégée ne contient pas l'ensemble des annexes ni le rapport du Commissaire, lequel a certifié les comptes annuels sans réserve.

Compte de résultat non consolidé

Au 31 décembre 2008

(en milliers €)

Charges	2008	2007
II. Coût des ventes et des prestations	10 798	10 373
B. Services et biens divers	7 465	6 736
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	3 077	2 742
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	261	298
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	3	33
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(15)	(80)
G. Autres charges d'exploitation	7	644
V. Charges financières	1 995	1 826
A. Charges des dettes	1 623	856
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II E (dotations +, reprises -)		597
C. Autres charges financières	372	373
VIII. Charges exceptionnelles	560	506
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	560	500
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, reprises -)		
D. Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés		6
E. Autres charges exceptionnelles		
X.A. Impôts	38	20
XI. Bénéfice de l'exercice	4 541	50 070
Total	17 932	62 795

(en milliers €)

Produits	2008	2007
I. Ventes de prestations	13 323	10 548
A. Chiffres d'affaires	9 537	8 221
D. Autres produits d'exploitation	3 786	2 327
IV. Produits financiers	4 046	52 152
A. Produits des immobilisations financières	3 083	51 656
B. Produits des actifs circulants	481	487
C. Autres produits financiers	482	9
VII. Produits exceptionnels	563	89
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	17	70
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	546	19
E. Autres produits exceptionnels		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		6
Total	17 932	62 795
Affectations et prélèvements		
A. Bénéfice à affecter	55 784	75 598
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	4 541	50 070
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	51 243	25 528
C. Affectations aux capitaux propres	(8 740)	(18 163)
2. À la réserve légale		
3. Aux autres réserves	(8 740)	(18 163)
D. Résultat à reporter	(41 092)	(51 243)
1. Bénéfice à reporter	(41 092)	(51 243)
F. Bénéfice à distribuer	(5 952)	(6 192)
1. Rémunération du capital	(5 952)	(6 192)

Bilan non consolidé

Au 31 décembre 2008

(en milliers €)

Actif	31/12/2008	31/12/2007
Actifs immobilisés	148 059	151 118
II. Immobilisations incorporelles	52	36
III. Immobilisations corporelles	959	709
A. Terrains et constructions	465	489
B. Installations, machines et outillage	471	197
E. Autres immobilisations corporelles	23	23
IV. Immobilisations financières	147 048	150 373
A. Entreprises liées	146 185	147 851
1. Participations	116 843	117 312
2. Créances	29 342	30 539
C. Autres immobilisations financières	863	2 522
1. Actions et parts	862	2 521
2. Créances et cautionnements en numéraire	1	1
Actifs circulants	23 605	7 415
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	72	80
A. Stocks	72	80
VII. Créances à un an au plus	6 341	3 249
A. Créances commerciales	2 169	922
B. Autres créances	4 172	2 327
IX. Placements de trésorerie	14 097	221
A. Actions propres	1 505	221
B. Autres placements	12 592	0
X. Valeurs disponibles	3 038	3 788
XI. Comptes de régularisation	57	77
Total de l'actif	171 664	158 533

(en milliers €)

Passif	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres	118 372	127 239
I. Capital	16 181	16 181
A. Capital souscrit	16 181	16 181
II. Primes d'émission	55 038	55 038
III. Plus-values de réévaluation	2 520	2 520
IV. Réserves	3 541	2 257
A. Réserve légale	1 618	1 618
B. Réserves indisponibles	1 505	221
1. Pour actions propres	1 505	221
D. Réserves disponibles	418	418
V. Bénéfice reporté	41 092	51 243
Provisions et impôts différés	131	145
VII. A. Provisions pour risques et charges	131	145
4. Autres risques et charges	131	145
Dettes	53 161	31 149
IX. Dettes à un an au plus	53 161	30 605
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
B. Dettes financières	44 408	21 164
1. Établissements de crédit	0	0
2. Autres emprunts	44 408	21 164
C. Dettes commerciales	1 790	2 135
1. Fournisseurs	1 790	2 135
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	873	445
1. Impôts	440	20
2. Rémunérations et charges sociales	433	425
F. Autres dettes	6 090	6 861
XII. Comptes de régularisation		544
Total du passif	171 664	158 533

Tableau des flux de trésorerie non consolidés

(en milliers €)	2008	2007
Résultat net	4 541	50 370
Charge d'impôt constatée	38	14
Amortissements et réductions de valeurs actés	824	1 358
Variation des provisions	(15)	(81)
Résultat sur cessions d'immobilisations financières	(545)	(19)
Dividendes reçus des participations financières	(1 224)	(48 750)
Intérêts reçus des créances financières à plus d'un an	(1 787)	(3 198)
Résultat sur cessions actions propres	276	267
Marge brute d'autofinancement (a)	2 108	(39)
Variation des créances à un an au plus	(2 717)	(1 151)
Variation des autres actifs courants	25	(58)
Variation des dettes commerciales	(345)	550
Variation des dettes fiscales, sociales, ... à un an au plus	428	(47)
Variation des autres passifs courants	(1 105)	830
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	(3 714)	124
Charge d'impôt constatée (c)	(38)	(14)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (a+b+c) = d	(1 644)	71

(en milliers €)

	2008	2007
Opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	(526)	(126)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne		
Acquisitions de participations financières	(1 447)	(2 625)
Cessions de participations financières	2 462	230
Acquisitions de créances financières à plus d'un an	(935)	(3 742)
Remboursements de créances financières à plus d'un an	1 197	6 247
Acquisitions d'autres immobilisations financières		9
Cessions d'autres immobilisations financières	1 659	1 173
Dividendes reçus des participations financières	1 224	450
Intérêts reçus des créances financières à plus d'un an	1 787	3 198
Flux de trésorerie lié aux investissements et désinvestissements (e)	5 421	4 814
Opération de financement		
Augmentation de capital et de primes d'émission		
Variation des dettes financières à un an au plus	23 244	5 792
Acquisitions d'actions propres	(9 660)	(19 291)
Cessions d'actions propres	472	357
Dividendes payés durant l'exercice	(5 990)	(5 284)
Flux de trésorerie des activités de financement (f)	8 066	(18 426)
Variation de la trésorerie (d+e+f)	11 843	(13 541)

Renseignements à caractère général

1. Renseignements généraux

- Dénomination : Econocom Group SA/NV
- Siège social : 81, avenue Marcel Thiry, Woluwe-Saint-Lambert - 1200 Bruxelles. Le siège social d'Econocom Group SA/NV anciennement situé Clos du Parnasse 13 AB - 1050 Bruxelles (Ixelles) a été transféré par décision du Conseil d'Administration du 22 janvier 2009.

- Forme juridique, constitution, publications :

Econocom Group SA/NV a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge, par acte du notaire Jacques Possoz, le 2 avril 1982, publié aux annexes du Moniteur Belge du 22 avril 1982 (n° 820-11).

Elle a, au sens du Code des sociétés, qualité de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Elle est inscrite au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise 0422.646.816.

- Durée : la société a été constituée pour une durée illimitée.
- Année comptable : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

- Consultation des documents sociaux :

– à la Banque Nationale de Belgique pour ce qui concerne les comptes annuels et consolidés, ainsi que les rapports y afférents ;

– au Greffe du Tribunal de Commerce pour les statuts ainsi que pour les comptes et rapports susmentionnés ;

– et également, pour chacun d'eux, au siège social, 81, avenue Marcel Thiry, Woluwe-Saint-Lambert - 1200 Bruxelles.

2. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

- l'achat, la vente, la location ainsi que la fourniture d'ordinateurs et de produits se rattachant à l'équipement de ceux-ci, de même que toutes opérations financières y relatives ;

- la conclusion de tout contrat d'études de développement industriel d'organisation d'entreprise et de tous conseils techniques dans le domaine de l'informatique ;

- la création et la mise en application de services électroniques et de tous systèmes de programmation s'y rapportant.

À cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques et industrielles.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises belges ou étrangères ayant des activités similaires ou connexes aux siennes.

Concurrence, recrutement

Concurrence

Le groupe Econocom se distingue de la concurrence par :

- son offre exclusivement dédiée à la gestion des infrastructures distribuées des entreprises ;
- sa double compétence en services informatiques et télécoms ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des sociétés financières ;
- son implantation directe dans 8 pays en Europe, ainsi qu'au Maroc.

Le groupe Econocom dispose de quatre activités indépendantes et complémentaires que sont le financement et la gestion d'actifs (IT Financial Services), l'approvisionnement en produits et solutions IT (Products & Solutions), les services informatiques (Managed Services) et télécoms (Telecom Services). Le groupe n'a pas de concurrent capable de présenter ce spectre d'offres dans les domaines de l'informatique et des télécoms. La capacité du groupe à proposer ces quatre offres et à les consolider dans le cadre d'offres bundlées représente un différenciateur fort qui répond aux attentes du marché. Le nouveau plan stratégique du groupe Econocom, Horizon 2012, capitalise sur cette position concurrentielle.

Une offre diversifiée

Econocom est aujourd'hui en Europe le seul groupe indépendant (des constructeurs d'équipement informatique et des banques) en mesure de fournir, gérer, administrer et financer les infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

Le groupe s'est lancé dès 2000 dans les services télécoms, bien avant ses principaux concurrents. Il entend s'appuyer sur ces atouts pour tirer partie de la croissance soutenue attendue du marché de la mobilité, à la croisée du monde informatique et télécoms. Il dispose des compétences pour répondre au fort développement des besoins en solutions de mobilité et de gestion de parc.

Par ailleurs, Econocom a lancé des offres transversales, impliquant plusieurs de ses métiers, afin de répondre aux besoins croissants des entreprises pour des offres globales. Ces quatre nouvelles offres permettent d'optimiser et de maîtriser l'ensemble du cycle de vie des ressources des entreprises :

- leur parc informatique ;
- leur parc télécom ;
- leur parc d'imprimantes ;
- leurs délais et coûts d'approvisionnement.

Enfin, le groupe dispose avec A2Z d'une offre innovante de prestations de services informatiques et télécoms auprès de PME-PMI, alliant les services d'approvisionnement et de gestion opérationnelle aux services administratifs et financiers. Cette offre de gestion complète est facturée sur la base d'une redevance détaillée (coût forfaitaire par poste, à la page, par mobile ou par utilisateur).

Implantation géographique

Le groupe Econocom dispose depuis plus de 25 ans d'une solide implantation européenne. Ses filiales dans huit pays d'Europe et les partenariats noués à l'international lui permettent de répondre aux besoins de ses grands clients.

Le groupe a par ailleurs créé fin 2008 une filiale au Maroc dont l'activité complète l'offre de services et en particulier son offre de services distants multilingues.

Les principaux concurrents

Les principaux concurrents d'Econocom sur chacun de ses métiers sont les suivants, sans qu'aucun n'ait un éventail de produits et services identique à celui d'Econocom :

- **Managed Services** : Cap Gemini, Atos, Steria, EDS, Logica-CMG, GFI, qui ont une implantation internationale mais ne proposent ni services de distribution ni services de location évolutive. Par contre, de nombreuses sociétés de services ont une activité de développement de logiciels d'application (comptabilité, gestion de stocks, gestion commerciale, etc.), domaine dans lequel le groupe Econocom n'est pas actif.
- **Products & Solutions** : Systemat et Realdolmen (Belgique et Luxembourg), Computacenter (France, Belgique, Allemagne et Royaume-Uni) et SCC (France et Royaume-Uni).
- **IT Financial Services** : les filiales financières des constructeurs (IBM, HP, Dell) et les sociétés de leasing filiales des banques (ECS, Arius) ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'indépendance ou de spécialisation informatique que le groupe Econocom. CHG (Allemagne) n'a pas d'activités de distribution et de services.
- **Telecom Services** : le groupe Econocom a peu de concurrents dans le domaine des services de télécommunications. Néanmoins les différents acteurs du marché ont pris conscience de l'importance de développer une offre de services. Certains opérateurs de téléphonie mobile ont acquis des SSII spécialisées dans le domaine de l'intégration de réseaux de téléphonie. C'est le cas notamment de Belgacom qui a acquis Telindus. Les grandes SSII telles CSC,

EDS ou Cap Gemini disposent déjà d'offres d'infogérance dans le domaine de la téléphonie et se positionnent sur la gestion des réseaux alors qu'Econocom assure la gestion des parcs de téléphonie (téléphones, PDA...) et les abonnements associés. Enfin, les distributeurs des opérateurs restent avant tout des sociétés spécialisées dans la vente de matériel de téléphonie mobile et d'abonnements voix; certains commencent à développer des offres de services comme LCO (distributeur Orange) ou encore Mobilitys et Coriolis pour SFR, mais ils ne bénéficient pas du savoir-faire acquis par Econocom notamment dans le domaine des services informatiques aux entreprises depuis plus de 25 ans.

Recrutement

Econocom est un groupe spécialisé dans le domaine des services informatiques et télécoms et sa capacité à attirer des nouveaux talents et à les fidéliser est un facteur clé de son succès.

Le plan stratégique du groupe Econocom, Horizon 2012, met en exergue le projet de développement du groupe

et ses objectifs ambitieux en terme de croissance, d'où l'importance accrue attachée au recrutement et au développement des carrières.

Le groupe dispose dans ses filiales les plus importantes de cellules spécialisées en recrutement.

La présence européenne du groupe, sa notoriété, la variété de ses métiers, sa cotation sur Euronext Bruxelles contribuent à ce que des jeunes diplômés, comme des candidats expérimentés, choisissent chaque année de rejoindre le groupe Econocom.

Le groupe cherche à s'entourer de collaborateurs prêts à s'investir, être force de proposition et partager ses valeurs essentielles : Entreprendre, Rebondir, Savoir, Partager et Être responsable.

Au cours de l'exercice 2008, pour faire face à la croissance de son activité et à l'évolution de ses clients et des technologies, le groupe a recruté 400 salariés, principalement des profils techniques à forte valeur ajoutée et notamment des Ingénieurs et Administrateurs Systèmes et Réseaux, des Chefs de Projet, des Consultants et des Techniciens micro.

Par ailleurs, afin de poursuivre, voire d'accélérer sa croissance et de conforter ainsi sa position concurrentielle, le

groupe a également mis l'accent sur le renforcement de ses équipes commerciales et avant-ventes, notamment au sein de ses activités IT Financial Services, Telecom Services et Products & Solutions. À la fin de l'année 2008, le groupe dispose d'une force commerciale de 365 collaborateurs et agents commerciaux.

Enfin, le groupe évolue dans un environnement en constante mutation. Il attache donc une attention particulière au développement des compétences notamment techniques de ses collaborateurs et en a fait un axe majeur de sa politique de ressources humaines. Il a notamment mis en place avec des partenaires des cycles de formations certifiantes et des programmes de formation à distance (e-learning) particulièrement adaptés aux collaborateurs localisés sur les sites de ses clients. En France, où se situe plus de la moitié des collaborateurs du groupe, les dépenses de formation ont atteint 2,3 % de la masse salariale.

Le développement des carrières est également au cœur des objectifs du groupe. Chaque salarié est suivi individuellement, notamment lors d'entretiens individuels annuels d'évaluation, durant lesquels sont abordés les objectifs et les réalisations, ainsi que les plans de formation.

À la fin de l'année 2008, le groupe Econocom compte 2 318 collaborateurs et agents commerciaux.

Évolution récente et perspectives

La stratégie de croissance du groupe Econocom repose sur un modèle mixte de croissance organique et de croissance externe.

1. Principaux investissements

En plus des investissements en matière de développement de nouveaux produits, outils logiciels et de recrutement de nouveaux commerciaux, d'ingénieurs et de techniciens, Econocom Group SA/NV a procédé chaque année à des opérations de croissance externe, contribuant à acquérir des compétences spécifiques ou à accélérer sa croissance. Les principaux investissements du groupe au cours des trois dernières années ont été les suivants :

2006

Au cours de l'année 2006, le groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans le domaine des services télécoms auprès des entreprises :

- Il a acquis le fonds de commerce Entreprises de la société Avenir Telecom, acteur important de la téléphonie mobile en France. Cette opération a contribué à renforcer les activités de services de distribution et de gestion de parcs de téléphonie mobile d'Econocom Telecom Services et d'étendre sa présence commerciale dans le sud-est de la France.
- Econocom a également porté sa participation dans la société belge Econocom Telecom Services (anciennement dénommé CHanSE) de 74,57 % à 96,68 %.

Par ailleurs, Econocom Group SA/NV a acquis 35 % du capital de la société allemande Econocom Albis, active

dans le domaine des services de gestion administrative et financière, dont elle possède désormais 100 % des titres.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 2 M€.

Enfin, afin de concentrer ses ressources managériales et financières sur ses activités stratégiques, le groupe a cédé sa participation dans la société hollandaise Econocom Services BV, spécialisée dans les services de maintenance des infrastructures centrales (grands systèmes), qui n'est pas le cœur de métier du groupe Econocom.

2007

Le groupe a procédé au cours de l'année 2007 à quatre opérations de croissance externe dans l'objectif de renforcer ses compétences et d'accélérer sa croissance dans le domaine des services IT et télécoms en France, ainsi que dans le domaine des services de gestion d'actifs (activité IT Financial Services) en Italie.

Au cours du premier semestre 2007, le groupe a acquis :

- 93,32 % de la société Alliance Support Services, un acteur majeur dans le domaine de la maintenance informatique tierce partie, en France. Cette société a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 34 M€. Forte d'une présence sur tout le territoire hexagonal avec une trentaine de centres techniques, cette société contribue à renforcer significativement l'offre de services IT et télécoms d'Econocom en France.
- La société française de conseil Kentron. Le rapprochement de Kentron et de la société Synopse (acquise en 2003) permet au groupe de renforcer sa position de leader dans le domaine du consulting ITIL (méthodologie d'optimisation de la gouvernance IT) et de disposer en

France d'un pôle de 35 consultants spécialisés auxquels s'ajoute une trentaine de consultants au Benelux.

- Le fonds de commerce Entreprises de la société The Phone House. Econocom accélère ainsi sa diversification dans le domaine des services télécoms aux entreprises. Le groupe assure la gestion de près de 100 000 lignes fixes et mobiles en fin d'année 2007 dans le cadre de son activité d'infogérance de parcs de téléphonie en France et au Benelux.

Econocom a par ailleurs acquis au cours du dernier trimestre de l'année la société italienne Tecnolease, active dans le domaine de la location et de la gestion d'actifs informatiques. Le groupe a ainsi accéléré sa croissance dans l'un de ses cinq marchés stratégiques et conforté sa place de second acteur en Italie.

Enfin, Econocom a porté sa participation dans la société belge Econocom Telecom Services (anciennement dénommé CHanSE) de 96,68 % à 100 % et cédé 20 % de sa filiale allemande Econocom GmbH aux managers locaux de cette société.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 11 M€.

Le groupe avait jusqu'alors financé ses opérations de croissance externe pour l'essentiel sur fonds propres. Néanmoins, il a contracté au cours de l'exercice 2007 un emprunt de 10 M€ par l'intermédiaire de sa filiale Econocom Products & Solutions qui a acquis en 2007 la société Alliance Support Services et le fonds de commerce Entreprises de The Phone House.

2008

Econocom a renforcé l'activité IT Financial Services du groupe en France en procédant à l'acquisition, auprès de la société Arès, de 100 % des titres de la société Databail. Cette acquisition représente un investissement de l'ordre de 4 M€ financé sur fonds propres.

2. Évolution du capital

Au 31 décembre 2008, le capital social s'élève à 16 180 922,08 € et est représenté par 24 800 000 actions ordinaires, sans mention de valeur nominale, sous forme d'actions nominatives, au porteur ou dématérialisées. Il est entièrement libéré.

Afin de respecter la loi belge du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur, le Conseil d'Administration d'Econocom Group a procédé le 7 décembre 2007 à une modification des statuts de la société de façon à informer les détenteurs de titres au porteur d'Econocom Group qu'ils devront avant le 1^{er} janvier 2014 inscrire leurs titres au porteur en compte-titres de façon à les convertir en titres dématérialisés. Les titres au porteur déjà inscrits en compte-titres au 31 décembre 2007 existent de plein droit sous forme dématérialisée à partir du 1^{er} janvier 2008.

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2008 à 15 894 722,08 €.

Les variations de capital intervenues depuis 2002 consistent en des augmentations de capital réalisées dans le cadre de levées d'options par les salariés du groupe.

Au cours de l'exercice 2008, Econocom Group SA/NV a procédé à l'annulation de 1 000 000 actions par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 22 décembre 2008. Conformément à la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, Econocom a publié sur son site Internet le nombre d'actions et de droits de vote (dénominateur) à l'issue de cette opération qui se montent l'un et l'autre à 24 800 000.

Les annulations d'actions réalisées en 2002, 2004, 2005, 2007 et 2008 l'ont été sans modification du capital social.

En synthèse, le capital social et le nombre d'actions, depuis le 1^{er} janvier 2002, ont évolué de la manière suivante :

Date de l'opération	Type d'émission	Variation du nombre d'actions	Variation du capital (€)	Prime d'émission (€)	Total de l'opération (€)	Nombre d'actions	Capital souscrit (€)
01/01/2002						8 149 105	16 018 319,08
30/04/2002	Levée d'options	9 900	19 503,00	96 087,36	115 590,36	8 159 005	16 037 822,08
27/06/2002	Division de l'action par 4					36 636 020	16 037 822,08
18/12/2002	Annulation d'actions propres	(1 136 020)				31 500 000	16 037 822,08
22/12/2004	Annulation d'actions propres	(1 500 000)				30 000 000	16 037 822,08
20/07/2005	Levée d'options	265 000	143 100,00	966 650,00	1 109 750,00	30 265 000	16 180 922,08
22/12/2005	Annulation d'actions propres	(1 265 000)				29 000 000	16 180 922,08
15/05/2007	Annulation d'actions propres	(2 200 000)				26 800 000	16 180 922,08
20/12/2007	Annulation d'actions propres	(1 000 000)				25 800 000	16 180 922,08
22/12/2008	Annulation d'actions propres	(1 000 000)				24 800 000	16 180 922,08
31/12/2008						24 800 000	16 180 922,08

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2005 a renouvelé pour une période de 5 ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, pour un montant maximum de 16 037 822,08 €.

En application de sa politique de rachat d'actions propres, Econocom Group SA/NV et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2008, 265 639 actions Econocom Group SA/NV, représentant 1,07 % du nombre total d'actions émises.

3. Perspectives

Dans un contexte économique et financier incertain, la Direction du groupe sera particulièrement vigilante en 2009 et mènera les actions nécessaires pour améliorer la productivité des activités et la rentabilité du groupe. Elle reste confiante dans la capacité du groupe à tirer profit des atouts propres à sa structure et à son business model pour traverser la crise et en sortir renforcé.

Historique

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

	BELGIAN GAAP					NORMES IFRS				
(en millions €)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bilan										
Actifs immobilisés (hors écart de consolidation)	24,89	47,29	47,76	124,42	74,01	39,19	34,20	31,02	31,23	38,06
Écarts de consolidation (goodwill)	10,52	8,92	7,68	10,35	7,68	10,62	14,66	16,56	25,54	28,77
Actifs circulants (hors valeurs disponibles et placements)	77,54	181,59	171,01	182,11	152,71	183,30	167,86	180,77	197,75	244,03
Placements de trésorerie	46,09	53,64	57,46	71,50	102,27	60,05	60,07	76,62	61,25	56,77
Total Actif	159,04	291,44	283,91	388,39	336,67	293,16	276,79	304,96	315,77	367,63
Capitaux propres du groupe	57,01	74,28	84,48	87,27	72,80	83,18	87,69	88,23	83,20	84,34
Intérêts minoritaires	0	0	0,40	0,55	0,76	0,35	0,36	0,11	0,17	0,11
Provisions	8,36	11,10	11,18	28,27	30,44	13,28	6,20	5,22	4,08	3,97
Dettes financières	16,14	23,43	17,08	20,12	21,19	16,79	17,84	23,24	32,90	32,62
Dettes (hors dettes financières)	77,53	182,63	170,77	252,19	211,48	179,56	164,70	188,16	195,42	246,59
Total Passif	159,04	291,44	283,91	388,39	336,67	293,16	276,79	304,96	315,77	367,63
Compte de résultat										
Ventes et prestations consolidées	630,77	730,15	968,99	976,59	1 041,74	602,39	550,94	589,81	700,66	716,89
Résultat courant avant amortissement du goodwill	12,24	17,27	21,68	22,13	11,94	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel						17,83	18,99	14,50	23,79	25,05
Résultat avant impôts	9,75	14,47	18,06	19,37	8,94	17,61	19,03	14,49	23,55	24,70
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du groupe)	8,92	11,85	19,49	13,22	(4,48)	-	-	-	-	-
Résultat net (part du groupe)	6,43	9,05	15,86	10,47	(7,48)	13,43	14,18	10,17	18,00	18,82
Cash-flow ^(a)	14,48	15,22	26,11	32,50	22,57	8,16	21,99	20,19	32,05	32,15
Rendement sur capitaux propres ^(b)	17 %	19 %	21 %	22 %	12 %	21 %	22 %	16 %	28 %	29 %

(a) Cash-flow consolidé = résultat net (part du groupe) + amortissements et réductions de valeur (sur immobilisations, sur stocks et sur créances) + provisions pour risques et charges + amortissements des écarts de consolidation (courants + exceptionnels) + réductions de valeurs, provisions et reprises de provisions exceptionnelles – abandons de créances.

(b) Rendement sur capitaux propres = résultat avant impôts/capitaux propres au 31/12 de l'exercice.

	BELGIAN GAAP					NORMES IFRS				
(en millions €)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Répartition du chiffre d'affaires par activité										
Products and Solutions	192	300	418	308	242	203	191	188	190	184
Managed Services	56	87	123	119	149	100	111	100	134	142
IT Financial Services	380	338	424	545	647	299	248	280	344	358
Telecom Services								22	33	33
Total	628	725	965	972	1 038	602	550	590	701	717
Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique										
Belgique + Luxembourg	202	213	215	209	207	165	173	174	204	211
Pays-Bas + Allemagne	156	87	153	198	232	78	69	68	70	71
France	160	307	464	463	514	286	264	302	352	348
U.K.	27	23	29	18	9	8	9	5	7	8
Suisse	58	58	36	21	22	-	-	-	-	-
Espagne	11	9	13	20	38	17	13	20	30	49
U.S.A.	14	28	55	39	12	31	-	-	-	-
Italie	-	-	-	4	4	17	22	21	38	30
Total	628	725	965	972	1 038	602	550	590	701	717

	BELGIAN GAAP					NORMES IFRS				
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'actions (au 31/12 de l'exercice)										
Ordinaires	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000	29 000 000	29 000 000	25 800 000	24 800 000
AFV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000	29 000 000	29 000 000	25 800 000	24 800 000
Flottant	42,54 %	49,21 %	46,34 %	44,70 %	45,01 %	43,19 %	43,13 %	40,15 %	41,97 %	40,38 %
Données par action (en €)										
Dividende net (actions ordinaires)	0,038	0,053	0,075	0,075	0,075	0,112	0,12	0,15	0,18	0,18
Dividende brut (actions ordinaires)	0,05	0,07	0,10	0,10	0,10	0,15	0,16	0,20	0,24	0,24
Pay-out ^(c)	14 %	16 %	22 %	22 %	41 %	33 %	33 %	58 %	34 %	32 %
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du groupe)	0,435	0,535	0,65	0,70	0,38	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant						NS	0,65	0,57	0,95	1,03
Résultat opérationnel						0,60	0,65	0,50	0,92	1,01
Résultat avant impôts	0,345	0,445	0,555	0,61	0,28	0,59	0,66	0,50	0,91	1,00
Résultat net avant amortissement du goodwill	0,318	0,388	0,585	0,42	(0,14)	-	-	-	-	-
Résultat net (part du groupe)	0,228	0,28	0,488	0,33	(0,24)	0,45	0,49	0,35	0,70	0,76
Cash-flow consolidé	0,513	0,47	0,695	1,03	0,72	0,27	0,76	0,70	1,24	1,30
Capitaux propres du groupe	2,023	2,29	2,593	2,77	2,31	2,77	3,02	3,04	3,23	3,41
Rapport cours/Résultat net (avant goodwill)	26	9	9	9	N/A	-	-	-	-	-
Rapport cours/Résultat net (après goodwill) ^(d)	36	12	11	11	N/A	13	13	19	11	8
Rapport cours/cash-flow ^(d)	16,0	7,0	8,0	4,0	7,1	22	8	10	6	5
Rendement net ^(e)	0,46 %	1,57 %	1,43 %	2,00 %	1,47 %	1,93 %	1,80 %	2,25 %	2,40 %	2,80 %
Rendement brut ^(e)	0,61 %	2,09 %	1,91 %	2,66 %	1,96 %	2,59 %	2,42 %	3,00 %	3,20 %	3,72 %

(c) Pay-out = dividende brut/résultat courant consolidé après impôts et avant amortissement du goodwill (part du groupe).

(d) Cours au 31 décembre/cash-flow.

(e) Dividende net (brut)/cours au 31 décembre de l'exercice.

	BELGIAN GAAP					NORMES IFRS				
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Données boursières (en €)										
Moyen	8,90	6,27	4,32	4,80	4,97	5,84	6,42	6,35	7,20	7,24
Au 31 décembre	8,20	3,34	5,24	3,75	5,10	5,80	6,62	6,66	7,51	6,44
Le plus haut	12,50	8,88	5,60	6,13	5,90	6,23	6,92	7,05	9,93	8,74
Le plus bas	5,63	3,34	2,68	2,50	3,90	5,03	5,70	5,09	6,69	5,02
Return annuel (à fin décembre) ^(f)	42 %	(58 %)	59 %	(27 %)	38 %	16 %	16 %	3 %	15 %	(11,85 %)
Return annuel du marché ^(g)	(7,20 %)	(5,02 %)	(4,91 %)	(22,50 %)	16,01 %	38,19 %	28,09 %	26,17 %	(1,95 %)	(47,56 %)
Volume annuel (en unités)	8 456 600	3 918 372	3 685 716	3 105 787	3 034 001	5 880 902	5 127 011	4 833 457	5 862 670	3 021 641
Volume moyen par jour	38 440	15 680	14 624	12 318	11 992	22 994	19 903	19 098	22 991	11 850
Volume annuel (en valeur) (M€)	78,52	25,66	14,93	14,92	14,68	34,32	32,61	30,99	46,61	21,70
Capitalisation boursière (31/12) (M€)	231,18	108,21	170,72	118,13	160,65	174	192	193	193	160
Place de cotation ^(h)	TSC	TC	TC	TC	TC	TC	TC	TC	TC	TC
Effectif au 31/12	1 088	1 682	1 859	2 390	2 355	1 700	1 770	2 200	2 307	2 318

(f) Return annuel = (variation du cours entre le 31/12 de l'exercice et le 31/12 de l'exercice précédent + dividende net)/ cours au 31/12 de l'exercice précédent.

(g) Indice return de la Bourse de Bruxelles (Belgian All Shares).

(h) Place de cotation : SM = Second Marché à partir du 09/06/1988 ; CSF = Marché au Comptant Simple Fixing à partir du 13/12/1996.

CDF = Marché au Comptant Double Fixing à partir du 11/03/1998 ; TSC = Marché à Terme semi-continu à partir du 11/03/1999.

L'action est cotée au Marché à terme continu (TC) depuis le 16/03/2000.

Conception et réalisation W&CIE
Crédits photos : Gérard Uféras, Veer/Jupiterimages, Getty images, Corbis et X

Adresses Econocom

Allemagne

Friedhofstrasse 13
63263 Neu-Isenburg
Tél. : 49 6102 88 483-0
Fax : 49 6102 88 483-199

Espagne

C/Josefa Valcárcel, 42
28027 Madrid
Tél. : 34 91 411 91 20
Fax : 34 91 563 92 33

C/Roger de Llúria, 50
08009 Barcelona
Tél. : 34 93 374 14 74
Fax : 34 93 478 14 15

Italie

Via Giorgio Stephenson n. 43/A
20157 Milan
Tél. : 39 02 39 03 04 11
Fax : 39 02 39 03 04 00

Pays-Bas

Rond het Fort 38
NL-3439 MK Nieuwegein
P.O. Box 264
NL-3430 AG Nieuwegein
KVK 30110081
Tél. : 31 30 63 58 333
Fax : 31 30 63 58 300

Belgique

Avenue Marcel Thiry, 81
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Parc Horizon
Chaussée de Louvain 510/80
1930 Zaventem
Tél. : 32 2 790 81 11
Fax : 32 2 790 81 20

France

42-46, rue Médéric
92582 Clichy Cedex
Tél. : 33 1 47 56 37 00
Fax : 33 1 47 31 03 00

1, rue de Terre Neuve
Zac de Courtabœuf
91940 Les Ulis
Tél. : 33 1 69 18 35 00
Fax : 33 1 69 18 35 01

Luxembourg

4 rue d'Arlon
L-8399 Windhof
Tél. : 352 39 55 50
Fax : 352 39 55 88

Royaume-Uni

3000 Hillswood Drive
Chertsey
Surrey
KT16 0RS
Tél. : 44 20 8948 83 77
Fax : 44 20 8948 84 81

www.econocom.com

econocom^{*}
mobility on demand